

Macroéconomie

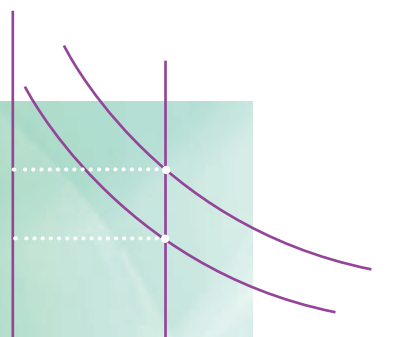
Gregory N. Mankiw

Traduction de la 8^e édition américaine par
Jihad C. El Naboulsi

6^e édition

◀ ÉCONOMIQUES

OUVERTURES



Compléments en ligne
gratuits réservés aux
enseignants

superieur.deboeck.com



de boeck

Macroéconomie

OUVERTURES ◀▶ ÉCONOMIQUES

Macroéconomie

Gregory N. Mankiw

**Traduction de la 8^e édition américaine par
Jihad C. El Naboulsi**

6^e édition

◆ ÉCONOMIQUES

OUVERTURES

 **de boeck**

Ouvrage original :

Macroeconomics, 8th edition, by N. Gregory Mankiw

First published in the United States by WORTH PUBLISHERS, New York

Publié pour la première fois aux États-Unis par WORTH PUBLISHERS, New York

Copyright © 2013 by WORTH PUBLISHERS

All rights reserved. Tous droits réservés.

Pour toute information sur notre fonds et les nouveautés dans votre domaine de spécialisation, consultez notre site web: **www.deboeck.com**

© De Boeck Supérieur s.a., 2013
Pour la traduction en langue française
Rue des Minimes 39, B - 1000 Bruxelles

6^e édition

Tous droits réservés pour tous pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent ouvrage, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

Imprimé en Belgique

Dépôt légal:
Bibliothèque nationale, Paris: août 2013
Bibliothèque royale de Belgique, Bruxelles: 2013/0074/129

ISSN 2030-501X
ISBN 978-2-8041-8149-9

L'AUTEUR

N. Gregory Mankiw est professeur d'économie et titulaire de la Chaire Robert M. Beren à l'Université de Harvard. Il a entamé ses études d'économie à l'Université de Princeton, où il a obtenu une licence en 1980. Après avoir décroché un doctorat en économie au Massachusetts Institute of Technology (MIT), il enseigna à l'Université de Harvard dès 1985 pour y devenir professeur en 1987. Aujourd'hui, il assure régulièrement les cours de macroéconomie tant en premier qu'en second cycle. Il est aussi l'auteur du manuel introductif à l'économie *Principes de l'économie*.

Le professeur Mankiw participe activement à la vie académique et aux débats politiques. Ses travaux de recherche couvrent un large champ de la macroéconomie et vont de l'ajustement des prix à la croissance économique en passant par le comportement du consommateur, les marchés financiers, ou encore les politiques monétaire et budgétaire. Outre sa charge d'enseignement à l'Université de Harvard, il a été chercheur au National Bureau of Economic Research, membre du Brookings Panel on Economic Activity, et conseiller de la Federal Reserve Bank de Boston et du Bureau du Budget du Congrès Américain. Entre 2003 et 2005, il a présidé le Council of Economic Advisors (CEA) auprès du Président des États-Unis.

Le professeur Mankiw vit à Wellesley dans l'État du Massachusetts aux États-Unis, avec sa femme Deborah, leurs trois enfants, Catherine, Nicholas et Peter et leur chien border terrier, Tobin.

À Deborah

Les domaines de la sphère politique ou sociale, dont un nombre suffisant d'éléments ont fait l'objet d'une analyse critique méthodologiquement assez rigoureuse pour constituer le début d'une science, doivent faire l'objet d'un enseignement académique. On compte au premier rang de ceux-ci l'économie politique, qui expose les sources et les conditions de la richesse et de la prospérité matérielle pour des ensembles déterminés d'êtres humains...

Les mêmes personnes qui décrient la logique mettent souvent en garde contre l'économie politique. Elles disent qu'elle exclut tout sentiment, qu'elle intègre des faits déplaisants. En ce qui me concerne, la chose la moins sentimentale que je connaisse est la loi de la gravitation : sans aucun scrupule, elle inflige aux personnes les plus raffinées et les plus aimables les pires blessures dès qu'elles oublient d'en tenir compte. Les vents et les vagues ne font pas preuve de plus grands sentiments. Conseilleriez-vous aux marins de nier l'existence des vents et des vagues, ou plutôt de les utiliser et de trouver les moyens de se garder de leurs dangers ? Permettez-moi de vous conseiller d'étudier les grands auteurs en économie politique et de vous en tenir à ce que vous trouverez de vrai dans leurs écrits : soyez sûrs que, si vous n'êtes déjà ni égoïstes ni blasés, ce n'est pas l'économie politique qui vous le fera devenir.

John Stuart Mill, 1867

SOMMAIRE

L'auteur	V
Sommaire	XI
Avant-propos	XIII

PARTIE 1 Introduction

CHAPITRE 1.	La science macroéconomique	3
CHAPITRE 2.	Les données qu'utilise la macroéconomie	21

PARTIE 2 La théorie classique : l'économie dans le long terme

CHAPITRE 3.	Le revenu national : sa production, sa répartition et son affectation	57
CHAPITRE 4.	Le système monétaire : définition et fonctionnement	97
CHAPITRE 5.	L'inflation : causes, effets, et coûts sociaux	121
CHAPITRE 6.	L'économie ouverte	157
CHAPITRE 7.	Le chômage	207

PARTIE 3 La théorie de la croissance : l'économie dans le très long terme

CHAPITRE 8.	La croissance économique (I) : accumulation du capital et croissance démographique	239
CHAPITRE 9.	La croissance économique (II) : Technologie, Faits Empiriques et Politique Economique	275

PARTIE 4

La théorie des fluctuations économiques : l'économie dans le court terme

CHAPITRE 10.	Introduction aux fluctuations économiques.....	317
CHAPITRE 11.	La demande agrégée I : la construction du modèle <i>IS-LM</i>.....	349
CHAPITRE 12.	La demande agrégée II : l'application du modèle <i>IS-LM</i>.....	377
CHAPITRE 13.	L'économie ouverte revisitée : le modèle de Mundell-Fleming et les régimes de taux de change.....	411
CHAPITRE 14.	L'offre agrégée et l'arbitrage à court terme entre inflation et chômage	457

PARTIE 5

Thèmes choisis de théorie macroéconomique

CHAPITRE 15.	Un modèle dynamique de l'offre et de la demande agrégées	491
CHAPITRE 16.	Comprendre le comportement des consommateurs	535
CHAPITRE 17.	L'investissement	571

PARTIE 6

Thèmes choisis de politique économique

CHAPITRE 18.	Les politiques de stabilisation	599
CHAPITRE 19.	Dettes publiques et déficit budgétaire	623
CHAPITRE 20.	Le système financier : opportunités et dangers	653
Épilogue		681
Glossaire		691
Index		715
Table des matières		741

AVANT-PROPOS

L'économiste doit être « mathématicien, historien, homme d'État, philosophe, dans une certaine mesure... au-dessus de la mêlée et aussi incorruptible qu'un artiste et pourtant, parfois aussi proche de la réalité qu'un homme politique ». Ces paroles de John Maynard Keynes, le grand économiste britannique qui, plus que quiconque, pourrait être qualifié de « père de la macroéconomie », résument parfaitement ce que l'on attend d'un économiste.

Comme le suggèrent les propos de J. M. Keynes, l'étudiant en économie doit donc faire appel à des talents multiples. Il incombe aux professeurs et aux auteurs de manuels de l'aider à identifier et à développer ces talents. En rédigeant ce livre, mon objectif était de rendre la macroéconomie accessible, pertinente et, mais oui, plaisante. Ceux d'entre nous qui ont choisi la macroéconomie comme objet de leur profession l'ont fait parce qu'ils la trouvent fascinante, mais surtout parce qu'ils sont convaincus qu'elle peut aider à comprendre de nombreux éléments de la réalité qui nous entoure et que ses enseignements, correctement interprétés et mis en œuvre, peuvent rendre le monde meilleur. J'espère que cet ouvrage pourra transmettre, non seulement la sagesse accumulée par notre profession, mais aussi son enthousiasme et son sens des responsabilités.

L'APPROCHE RETENUE

Tout en partageant un ensemble commun de connaissances, les économistes n'ont pas tous la même approche de la meilleure manière d'enseigner ces connaissances. J'entame donc cette nouvelle édition en rappelant quatre de mes objectifs qui, conjointement, définissent l'approche poursuivie dans cet ouvrage.

Tout d'abord, je propose une présentation équilibrée des thèmes macroéconomiques de court et de long terme. Tous les économistes savent qu'une série de facteurs dont les politiques publiques agit sur l'économie à divers horizons temporels. Chacun vit dans son propre court terme, mais également dans le long terme que ses parents lui ont légué. C'est pourquoi les cours de macroéconomie doivent aborder aussi bien les éléments de court terme, tels que le cycle conjoncturel ou la politique de stabilisation, que ceux qui relèvent du long terme, et notamment la croissance économique, le taux de chômage naturel, l'inflation persistante ou encore l'impact de la dette publique. Aucun des deux horizons temporels ne l'emporte sur l'autre.

Deuxièmement, j'intègre les lignes directrices de la pensée économique tant keynésienne que classique. La place essentielle réservée dans ce livre, comme dans d'autres, à l'approche keynésienne des fluctuations économiques n'est rien d'autre qu'un tribut payé à l'influence et à l'importance de la *Théorie générale* de Keynes. Pour autant, il est important de ne pas perdre de vue le fait que l'économie classique fournit les bonnes réponses à de nombreuses questions fondamentales. Dans cet ouvrage, j'introduis un grand nombre de contributions des économistes classiques, tant des prédécesseurs de Keynes que de la nouvelle économie classique qui s'est développée au cours des dernières décennies. Par exemple, la théorie des fonds prêtables, la théorie quantitative de la monnaie et le problème de l'incohérence dans le temps sont abondamment traités. Parallèlement, toutefois, je tiens compte des nombreuses théories de Keynes et des nouveaux keynésiens si l'on veut comprendre les fluctuations économiques. Par ailleurs, toute l'attention nécessaire est réservée au modèle *IS-LM* de la demande agrégée, à l'arbitrage à court terme entre inflation et chômage, ainsi qu'aux théories modernes des rigidités des prix et des salaires.

Troisièmement, j'explique la macroéconomie à l'aide d'une série de modèles simples. Loin de prétendre qu'un seul modèle est suffisamment complet pour expliquer tous les aspects de l'économie, j'incite les étudiants à apprendre à utiliser et à comparer un ensemble de modèles importants. Cette approche permet, en termes pédagogiques, de conserver une relative simplicité à chacun des modèles étudiés, lesquels, de ce fait, peuvent être présentés en un ou deux chapitres. De manière plus significative encore, cette approche invite les étudiants à penser comme les économistes, qui ont toujours à l'esprit plusieurs modèles lorsqu'ils analysent les événements économiques ou politiques.

Quatrièmement, j'insiste sur le fait que la macroéconomie est une discipline empirique qui tire ses origines et ses lignes directrices d'une large gamme d'expériences. Cet ouvrage contient de nombreuses études de cas qui font appel à la théorie macroéconomique pour expliquer des événements du monde réel ou encore des données empiriques. Pour mettre en valeur les très larges possibilités d'application de la théorie de base, j'ai tiré les études de cas à la fois de problèmes contemporains auxquels sont confrontées les économies du monde entier et d'épisodes historiques marquants. Ainsi, certaines de ces études de cas analysent les politiques d'Alexander Hamilton, d'Henry Ford, de George Bush (les deux, père et fils !) ou encore de Barack Obama. Elles enseignent au lecteur comment appliquer les principes économiques à des événements survenus en Europe, au quatorzième siècle, sur l'île de Yap, au pays d'Oz, mais aussi à ce qu'on peut lire chaque jour dans les journaux.

QU'Y A-T-IL DE NOUVEAU DANS CETTE HUITIÈME ÉDITION ?

Les enseignants en économie sont soucieux de garder leurs cours à jour afin d'intégrer les changements qui surviennent dans le paysage économique. Les auteurs de manuels ne peuvent pas l'être moins. Ce livre est donc mis à jour tous les trois ans environ. Chaque édition présente les nouveaux événements économiques ainsi que les théories récentes pour mieux comprendre les évolutions macroéconomiques.

Un changement important dans cette édition est la réorganisation de certaines parties du livre. Au cours des dernières années, les autorités monétaires de la Réserve Fédérale américaine (la Fed) ont adopté une série de mesures « non conventionnelles » pour soutenir un système bancaire faible et relancer l'économie qui traversait une forte récession. Comprendre ces politiques mises en œuvre nécessite une bonne maîtrise du système monétaire. En conséquence, la présente édition aborde ce sujet plus tôt que dans les versions précédentes du livre. Une analyse complète du système monétaire et des instruments de politique monétaire se trouvent maintenant dans le chapitre 4.

Cependant, le plus grand changement reste le nouveau chapitre 20, « Le système financier : opportunités et dangers ». Ces dernières années, dans le sillage de la crise financière et le ralentissement de l'économie entre 2008 et 2009, les économistes vont revoir les liens cruciaux entre le système financier et l'économie en général. Le chapitre 20 présente ces liens d'une façon détaillée aux étudiants. Il commence par aborder les différentes fonctions d'un système financier. Ensuite, il revient sur les causes et effets des crises financières et présente les politiques publiques qui visent à y faire face et à en éviter d'autres à l'avenir.

Les autres chapitres du livre ont été revus et mis à jour afin de pouvoir rendre compte de nouvelles données empiriques et de nouveaux événements. Voici certaines modifications les plus importantes dans l'ordre :

- Chapitre 2 : une nouvelle étude de cas sur le projet intitulé « Billion Prices Project » qui utilise des données collectées sur internet pour surveiller le taux d'inflation.
- Chapitre 3 : un nouvel encadré d'information sur la hausse des inégalités entre les riches et les pauvres.
- Chapitre 4 : une nouvelle étude de cas sur « l'assouplissement quantitatif » et la récente expansion de la base monétaire aux États-Unis.
- Chapitre 7 : une nouvelle étude de cas sur la hausse récente du chômage à long terme et le débat sur l'assurance-chômage.
- Chapitre 9 : une nouvelle étude de cas portant sur la pratique réelle en matière de politique industrielle.
- Chapitre 16 : une nouvelle étude de cas sur l'analyse théorique récente des remboursements d'impôts aux États-Unis en 2008.

Comme toujours, tous les changements que j'ai apportés à l'ouvrage et de nombreux autres que j'ai envisagés ont fait l'objet d'une évaluation sur la base du critère de concision. Ma propre expérience d'étudiant m'a convaincu de la difficulté de lire de longs ouvrages. Mon objectif ici est d'offrir le cours de macroéconomie le plus clair, le plus à jour et le plus accessible en aussi peu de mots que possible.

L'ARTICULATION DES SUJETS

La stratégie que je poursuis en enseignant la macroéconomie consiste à étudier d'abord le long terme, où les prix sont flexibles, pour passer ensuite au court terme, où les prix sont rigides. Cette stratégie comporte plusieurs avantages. Premièrement, dans la mesure où la dichotomie classique permet de distinguer les problèmes réels et les problèmes monétaires, les étudiants abordent plus aisément les éléments de long terme. Deuxièmement, quand les étudiants abordent les fluctuations de court terme, ils maîtrisent parfaitement l'équilibre de long terme autour duquel l'économie fluctue. Troisièmement, commencer par des modèles qui incorporent l'équilibre des marchés permet de mieux distinguer le lien entre macroéconomie et microéconomie. Quatrièmement, les étudiants apprennent d'abord les éléments de macroéconomie les moins controversés. Pour toutes ces raisons, la stratégie qui consiste à commencer par les modèles classiques de long terme simplifie considérablement l'enseignement de la macroéconomie.

Passons dès à présent de la stratégie à la tactique : ce qui suit est une visite éclair de l'ouvrage.

Partie I – Introduction

Les éléments introductifs de la partie I sont aussi concis que possible, pour permettre aux étudiants de passer rapidement aux éléments essentiels. Le premier chapitre aborde les grandes questions dont traite la macroéconomie et la manière dont les économistes construisent leurs modèles pour expliquer le monde. Le chapitre 2 donne une idée des données de base de la macroéconomie, en insistant sur le produit intérieur brut, l'indice des prix à la consommation et le taux de chômage.

Partie II – La théorie classique : l'économie dans le long terme

La partie II étudie le long terme, caractérisé par la flexibilité des prix. Le chapitre 3 introduit le modèle classique du revenu national. Dans ce modèle, les facteurs et la technologie de production déterminent le niveau du revenu et les productivités marginales des facteurs déterminent la répartition de celui-ci entre les ménages. En outre, le modèle indique comment la politique budgétaire influence l'affectation des ressources de l'économie entre consommation, investissements et dépenses publiques, et il explique comment le taux d'intérêt réel équilibre l'offre et la demande de biens et services.

Le chapitre 4 introduit la monnaie et le niveau des prix. Il examine le système monétaire et les instruments de la politique monétaire. Le chapitre 5 commence par une discussion des effets de la politique monétaire. Ensuite, comme on suppose que les prix sont totalement flexibles, ce chapitre présente les principales idées de la théorie monétaire classique : théorie quantitative de la monnaie, taxe d'inflation, effet Fisher, coûts sociaux de l'inflation et causes et coûts de l'hyperinflation.

C'est au chapitre 6 que commence l'étude de la macroéconomie des économies ouvertes. Tout en conservant l'hypothèse de plein emploi, ce chapitre présente des modèles permettant d'expliquer la balance commerciale et le taux de change. Il aborde divers thèmes de politique économique : relation entre déficit budgétaire et déficit commercial, impact macroéconomique des politiques commerciales protectionnistes et relation entre politique monétaire et valeur de la monnaie sur les marchés des changes.

Le chapitre 7 relâche l'hypothèse de plein emploi pour aborder la dynamique du marché du travail et du taux de chômage naturel. Il passe en revue diverses causes de chômage, y compris la recherche d'emploi, les législations sur le salaire minimum, le pouvoir de négociation des organisations syndicales et les salaires d'efficience. Il introduit également une série de mesures notoires ayant un impact sur le chômage.

Partie III – La théorie de la croissance : l'économie dans le très long terme

La partie III présente le cadre dynamique de l'analyse classique de l'économie en examinant les théories récentes de la croissance. Le chapitre 8 fait appel au modèle de Solow pour montrer comment l'économie évolue dans le temps. Il souligne les rôles de l'accumulation du capital et de la croissance démographique. Le chapitre 9 ajoute le progrès technologique au modèle de Solow et utilise ce nouveau modèle pour permettre de comprendre pourquoi le niveau de vie varie entre pays et comment les politiques économiques influencent tant le niveau que la croissance de celui-ci. Enfin, ce même chapitre 9 initie l'étudiant aux théories les plus récentes de la croissance endogène.

Partie IV – La théorie des fluctuations économiques : l'économie dans le court terme

La partie IV étudie le court terme, caractérisé par des prix rigides. Elle débute par le chapitre 10 qui examine quelques facteurs clés qui décrivent les fluctuations de l'activité économique dans le court terme. Ensuite, ce chapitre introduit le modèle de l'offre et de la demande agrégées ainsi que le rôle des politiques de stabilisation. Les chapitres suivants affinent ces propos liminaires.

Les chapitres 11 et 12 étudient de plus près la demande agrégée. Le chapitre 11 présente l'approche keynésienne et la théorie de la préférence pour la liquidité, en utilisant ces modèles comme autant d'éléments qui serviront ensuite à construire le modèle *IS-LM*. Le chapitre 12 utilise ce modèle *IS-LM* pour expliquer les fluctuations économiques et la courbe de demande agrégée. Il se conclut par un long développement consacré à l'étude de cas de la Grande Dépression.

L'étude des fluctuations de court terme se poursuit au chapitre 13, centré sur la demande agrégée en économie ouverte. Ce chapitre présente le modèle de Mundell-Fleming et montre comment les politiques monétaires et budgétaires affectent l'économie dans des régimes de taux de change flottants et de taux de change fixes. Il expose également le débat relatif au choix entre taux de change fixes ou flottants.

Le chapitre 14 étudie de plus près l'offre agrégée. Il passe en revue diverses approches explicatives de la courbe d'offre agrégée de court terme et aborde l'arbitrage à court terme entre inflation et chômage.

Partie V – Thèmes choisis de théorie macroéconomique

Après avoir exposé les théories de base permettant d'expliquer l'économie dans le long et court termes, l'ouvrage aborde divers sujets dans le but d'affiner notre compréhension de l'économie. La partie V aborde certains aspects théoriques tandis que la partie VI se concentre sur des thèmes choisis de politique économique. Ces chapitres peuvent être présentés à la fin du cours ou plus avant, selon les préférences de l'enseignant.

Le chapitre 15 développe un modèle dynamique simple de l'offre et de la demande agrégées. Il s'appuie sur les bases théoriques déjà acquises par les étudiants dans les chapitres précédents pour leur permettre d'aborder les fluctuations économiques de court terme.

Les deux chapitres qui suivent analysent de manière plus détaillée, les fondements microéconomiques de la macroéconomie. Le chapitre 16 présente les diverses théories du comportement du consommateur, y compris la fonction de consommation keynésienne, le modèle de Fisher des choix intertemporels, l'hypothèse du cycle de vie de Modigliani, l'hypothèse du revenu permanent de Friedman, l'hypothèse de la marche au hasard de Hall et le modèle de la gratification immédiate de Laibson. Le chapitre 17 étudie la théorie qui sous-tend la fonction d'investissement.

Partie VI – Thèmes choisis de politique économique

Maintenant que l'étudiant maîtrise les différents modèles de la macroéconomie, il est invité à les utiliser pour examiner quelques débats fondamentaux en matière de politique économique. Le chapitre 18 pose la question de la réaction des politiques publiques aux fluctuations économiques de court terme. Il met en avant deux grandes questions : d'une part, les politiques monétaire et budgétaire doivent-elles être actives ou passives ? D'autre part, doivent-elles être régies par la règle ou par la discrétion ? Les arguments « pour » et « contre » sont présentés dans chaque cas.

Le chapitre 19 évoque les divers débats que suscitent les déficits budgétaires et la dette publique. Après avoir précisé l'importance de celle-ci, il expose les difficultés auxquelles se heurte la mesure des déficits budgétaires, rappelle l'approche traditionnelle de l'impact de la dette publique et lui oppose l'équivalence ricardienne et d'autres interprétations de l'impact de la dette publique. Pas plus que dans les chapitres précédents, les étudiants ne se voient offrir des conclusions toutes faites, mais bien des outils leur permettant de se forger leur propre opinion.

Le chapitre 20 présente le système financier et ses liens avec l'économie en général. Il commence par aborder les fonctions du système financier : le financement des investissements, le partage des risques, le traitement de l'asymétrie d'information, et la croissance économique. Ensuite, il revient sur les causes des crises financières et analyse

leurs effets macroéconomiques. Enfin, il présente les politiques qui visent à atténuer leur impact et à réduire la probabilité d'occurrence des crises.

Épilogue

Le livre se conclut par un bref épilogue qui évoque tant les principaux points de convergence entre macroéconomistes que les problèmes non encore résolus. Quel que soit le choix retenu par les enseignants quant aux chapitres enseignés, ce chapitre final peut être utilisé pour rappeler aux étudiants comment lier les uns aux autres les divers modèles et thèmes de la macroéconomie. Comme dans tout l'ouvrage, j'y souligne qu'en dépit des désaccords qui subsistent entre macroéconomistes, nous en savons aujourd'hui beaucoup sur la manière dont l'économie fonctionne.

DIVERS CHEMINS POUR ABORDER LE TEXTE

Bien que le livre soit organisé selon mes propres préférences d'enseigner la macroéconomie intermédiaire, je comprends que les autres enseignants aient d'autres préférences pour le faire. Ainsi, j'ai essayé de garder cet élément à l'esprit en écrivant ce livre pour offrir une plus grande flexibilité. Voici quelques idées et chemins que les enseignants pourraient prendre en considération pour adapter le livre à leurs attentes :

- Certains enseignants sont impatients d'aborder les fluctuations économiques dans le court terme. Pour ce type de cours, je préconise de traiter les chapitres 1 à 5 pour que les étudiants disposent des éléments essentiels de la théorie classique et ensuite traiter les chapitres 10, 11, 12, 14 et 15 pour couvrir le modèle de la demande et de l'offre agrégées.

- D'autres enseignants ont hâte de couvrir la croissance économique dans le long terme. Pour ce type de cours, les enseignants peuvent traiter les chapitres 8 et 9 immédiatement après le chapitre 3.

- Un enseignant qui veut différer (ou même omettre) la macroéconomie des économies ouvertes peut remettre à plus tard les chapitres 6 et 13 sans perte de continuité.

- Un enseignant voulant mettre l'accent sur les questions de politique économique peut omettre les chapitres 8, 9, 15, 16, et 17 afin de traiter plus rapidement les chapitres 18, 19, et 20.

L'expérience des éditions précédentes montre que ce texte peut être utilisé avec une variété d'approches.

LES OUTILS D'APPRENTISSAGE

Je me réjouis tout particulièrement que les étudiants aient trouvé les éditions antérieures conviviales. Je me suis efforcé que ce soit plus vrai encore de cette huitième édition.

Les études de cas

L'économie prend vie quand elle est utilisée pour comprendre les événements réels. C'est pourquoi de nombreuses études de cas (dont beaucoup sont nouvelles ou ont été revues pour cette édition) constituent un important outil d'apprentissage intégré à côté des éléments théoriques présentés dans chaque chapitre. Leur nombre élevé autant que la fréquence avec laquelle elles apparaissent dans cet ouvrage sont délibérés : le but en est que l'étudiant ne doive jamais se battre avec un excès de théorie avant de voir concrètement appliquée cette théorie. Selon les propres dires des étudiants, ces études de cas constituent pour eux l'élément favori de l'ouvrage.

Les encadrés d'information

Les encadrés d'information présentent des éléments d'information complémentaires. Je les utilise pour clarifier des concepts plus difficiles, pour fournir des éléments d'information plus détaillés sur les outils qu'utilise l'économiste et pour montrer comment l'économie affecte nos vies quotidiennes. Plusieurs d'entre eux sont nouveaux ou ont été révisés et enrichis en vue de cette édition.

Les figures

Comprendre l'analyse graphique est essentiel pour étudier la macroéconomie. J'ai donc fait de mon mieux pour rendre les figures « parlantes ». J'y ai souvent ajouté des commentaires qui décrivent brièvement, tout en les soulignant, les principaux éléments qu'illustrent les figures. Ils devraient aider les étudiants tant à comprendre qu'à réviser les éléments du cours.

Les notes mathématiques de bas de page

De temps à autre, j'ai recours aux notes mathématiques de bas de page pour expurger le texte principal des éléments les plus abstraits. Ces notes ont pour objet de présenter un argument de manière plus rigoureuse ou de démontrer un résultat mathématique. Leur localisation en bas de page permet aux étudiants qui ne maîtrisent pas les outils mathématiques nécessaires de les négliger.

Les synthèses de chapitre

Chaque chapitre se termine par une brève synthèse non technique des grands enseignements qu'il comporte. Les étudiants peuvent indifféremment les utiliser pour placer ces enseignements en perspective ou pour réviser le cours en vue de leurs examens.

Les concepts de base

L'apprentissage du langage d'une discipline est une composante majeure de tout cours. Dans le corps de l'exposé, tout nouveau concept figure, lors de sa première introduction, en caractères **gras**. Une liste figurant en fin de chapitre reprend l'ensemble de ces concepts dans l'ordre où ils apparaissent.

L'évaluation des connaissances

Au terme de chaque chapitre, les étudiants peuvent immédiatement vérifier leur compréhension de ces principaux enseignements à l'aide des éléments d'évaluation des connaissances proposés.

Les problèmes et applications

On trouve à la fin de chaque chapitre des « problèmes et applications » conçus en vue des travaux personnels. Certains d'entre eux sont des applications quantitatives de la théorie exposée dans le chapitre concerné, tandis que d'autres invitent l'étudiant à dépasser le cadre strict du chapitre en abordant de nouveaux thèmes étroitement liés à son sujet.

Les annexes de chapitre

Plusieurs chapitres comprennent des annexes qui proposent des éléments d'information ou de compréhension complémentaires, d'un niveau d'élaboration mathématique parfois supérieur à celui de l'exposé principal. L'objet en est de permettre aux professeurs d'approfondir, s'ils le souhaitent, certains sujets. Cependant, ces annexes peuvent être tout simplement ignorées sans jamais affecter la continuité de l'exposé.

Le glossaire

Pour aider les étudiants à se familiariser avec le langage de la macroéconomie, un glossaire de plus de 250 termes est proposé en fin d'ouvrage.

TRADUCTION

La version anglaise de ce livre a été utilisée dans une douzaine de pays. Pour rendre le livre plus accessible aux étudiants à travers le monde, des éditions sont (ou seront bientôt) disponibles en 15 autres langues : arménien, chinois, français, allemand, grec, hongrois, indonésien, italien, japonais, coréen, portugais, roumain, russe, espagnol et ukrainien. En outre, une adaptation canadienne du livre écrite en collaboration avec William Scarth (McMaster University) et une autre adaptation européenne de l'ouvrage écrite en collaboration avec Mark Taylor (University of Warwick) sont disponibles. Les enseignants qui souhaitent obtenir des renseignements sur ces différentes versions sont priés de contacter Worth Publishers.

REMERCIEMENTS

Depuis que j'ai commencé à écrire la première édition de ce livre en 1988, j'ai bénéficié des contributions de nombreux lecteurs et collègues en économie. Maintenant que le livre est à sa huitième édition anglaise, ces personnes sont trop nombreuses pour être énumérées toutes. Toutefois, je continue à leur être reconnaissant d'avoir renoncé à leur temps précieux pour m'aider à améliorer tant le contenu économique que la pédagogie de ce texte. Leur avis a fait de ce livre un meilleur outil d'enseignement pour des centaines de milliers d'étudiants à travers le monde.

Je voudrais mentionner les enseignants dont les contributions récentes ont permis d'améliorer cette nouvelle édition :

Mohsen Bahmani-Oskooee (*University of Wisconsin, Milwaukee*)
Quentin Duroy (*Denison University*)
John W. Graham (*Rutgers University at Newark*)
Denise Hazlett (*Whitman College*)
Nancy Jianakoplos (*Colorado State University*)
Roger Kaufman (*Smith College*)
Carlos F. Liard-Muriente (*Central Connecticut State University*)
Robert Murphy (*Boston College*)
Ebere Oriaku (*Elizabeth City State University*)
Andrew Paizis (*New York University*)
Brian Rosario (*American River College and California State University*)
Thomas Scheiding (*University of Wisconsin-Stout*)
David E. Spencer (*Brigham Young University*)
Henry Terrell (*George Washington University*)
Nora Underwood (*University of Central Florida*)
Bill Yang (*Georgia Southern University*)

En outre, je suis reconnaissant à Yang Du, étudiant à l'Université de Harvard, qui m'a aidé à mettre à jour les données, affiner ma prose, et relire l'intégralité du livre.

Tous les collaborateurs de Worth Publishers ont continué de faire preuve de la même gentillesse et du même dévouement que pour les éditions antérieures. J'aimerais remercier Catherine Woods, Président Directeur Général et éditeur senior ; Charles Linsmeier, éditeur senior ; Sarah Dorger, responsable des acquisitions ; Scott Guile, senior marketing manager ; Julie Tompkins, assistante marketing ; Paul Shensa, consultant éditeur ; Tom Acox, assistant éditeur des suppléments et média ; Lukia Kliossis, éditeur associé des suppléments et média ; Mary Melis, assistante éditeur ; Lisa Kinne, éditeur associé ; Tracey Kuehn, éditeur de développement ; Barbara Seixas, directrice de production ; Kevin Kall, designer ; Karen Osborne, Copyeditor ; Edgar Bonilla, éditeur des suppléments et Stacey Alexander, directeur des suppléments.

De nombreuses autres personnes ont apporté de précieuses contributions. Je voudrais souligner en particulier celle de Jane Tufts, responsable indépendant du développement, qui, une fois de plus, a apporté sa magie sur ce livre, confirmant qu'elle est la

meilleure dans le domaine. La qualité de l'index est une nouvelle fois due à Alexandra Nickerson. Deborah Mankiw, ma femme et éditeur personnel à la maison, a continué à être le premier lecteur des nouveaux éléments, en fournissant le bon équilibre de critique et d'encouragement.

Enfin, je voudrais remercier mes trois enfants, Catherine, Nicholas et Peter. Ils m'ont énormément aidé dans l'élaboration de cette édition, autant en m'en distrayant plaisamment qu'en me rappelant que les manuels sont écrits pour la prochaine génération.

N. Gregory Mankiw

Cambridge, Massachusetts

Mai 2012

PARTIE 1

INTRODUCTION

Chapitre 1
Chapitre 2

La science macroéconomique
Les données qu'utilise la macroéconomie

3
21

1

LA SCIENCE MACROÉCONOMIQUE

1.1	Ce qu'étudient les macroéconomistes	4
1.2	Comment pensent les économistes	9
1.3	La démarche de ce livre	17

*La science tout entière n'est rien d'autre
qu'un raffinement de la pensée quotidienne.*

Albert Einstein

En écrivant ces mots sur la nature de la science, Albert Einstein visait certainement la physique, la chimie, et les autres sciences exactes. Cependant, ce raisonnement est aussi vrai pour les sciences sociales comme l'économie. En tant qu'acteur de la vie économique, et en tant que citoyen dans une démocratie, vous ne pouvez pas vous empêcher de penser aux problèmes économiques que vous rencontrez quotidiennement ou quand vous êtes dans l'isoloir. Cependant, comme la plupart des gens, vos connaissances de l'économie sont plutôt superficielles que rigoureuses (sauf si vous avez eu un cours en économie). L'objectif d'étudier l'économie est d'affiner vos idées sur l'économie. Ce livre vise à vous aider dans cette voie, en se concentrant sur la macroéconomie qui étudie les forces qui affectent l'économie dans son ensemble.

1.1 CE QU'ÉTUDIENT LES MACROÉCONOMISTES

Pourquoi certains pays ont-ils connu une forte croissance des revenus au cours du dernier siècle alors que d'autres restent enlisés dans la pauvreté ? Pourquoi certains pays ont-ils des taux d'inflation élevés alors que d'autres réussissent à maintenir stable le niveau de leurs prix ? Pourquoi tous les pays rencontrent-ils des récessions et des dépressions, des épisodes récurrents de baisse des revenus et de l'emploi ? Comment les politiques publiques peuvent-elles être utilisées pour réduire tant leur fréquence que leur gravité ? La **macroéconomie** s'efforce de répondre à ces questions et à bien d'autres.

Pour vous convaincre de l'importance de la macroéconomie, il suffit d'ouvrir votre journal ou votre radio. Vous y lirez ou entendrez quotidiennement des grands titres tels que : « La croissance des revenus rebondit », « La Banque centrale prend des mesures contre l'inflation », ou encore « Baisse des cours boursiers dans la crainte d'une récession ». Ces événements macroéconomiques semblent être abstraits, mais affectent la vie de tous les citoyens. Les chefs d'entreprise, pour prévoir la demande de leurs produits, doivent anticiper la hausse des revenus des consommateurs. Les personnes âgées vivant avec un revenu fixe se demandent à quelle vitesse les prix augmentent. Les nouveaux diplômés à la recherche d'un emploi espèrent un rebond de l'économie qui incitera les entreprises à embaucher à nouveau.

Comme tous sont affectés par les conditions économiques, on ne s'étonnera donc pas que les problèmes macroéconomiques jouent un rôle essentiel dans le débat politique. Les électeurs sont bien conscients de la situation économique et de l'impact sur celle-ci des politiques publiques. C'est pourquoi la popularité de tout président croît pendant les périodes d'expansion et se réduit pendant les récessions.

La macroéconomie est également au centre des relations internationales. Si vous lisez la presse internationale, vous commencez rapidement à réfléchir à la diversité des questions macroéconomiques. Ainsi, était-ce une bonne chose pour beaucoup de pays de l'Union européenne d'adopter une monnaie unique ? La Chine devrait-elle maintenir un taux de change fixe par rapport au dollar américain ? Pourquoi les États-Unis fonctionnent-ils avec des déficits commerciaux importants ? Comment les pays pauvres peuvent-ils augmenter leur niveau de vie ? Ce sont ces problèmes qui sont au cœur des discussions des dirigeants mondiaux lors de leurs rencontres périodiques.

Bien que la décision en matière de politique économique appartienne aux dirigeants mondiaux, la tâche d'expliquer comment l'économie fonctionne dans son ensemble revient aux macroéconomistes. Ainsi, les macroéconomistes sont des chercheurs s'efforçant d'expliquer le fonctionnement de l'économie dans son ensemble. À cette fin, ils collectent des données sur les revenus, les prix, l'emploi et de nombreuses autres variables économiques, à des époques et en des lieux différents. Sur cette base, ils essaient de formuler des théories générales susceptibles d'expliquer les données ainsi rassemblées. Tout comme les astronomes qui étudient l'évolution des astres ou les biologistes qui étudient l'évolution des espèces, les macroéconomistes sont dans l'impossibilité de mener à bien des expérimentations qu'ils contrôlent totalement. Ils doivent donc se contenter d'observer les différences entre systèmes économiques et l'évolution de ceux-ci dans le temps. Ce sont ces observations qui, tout à la fois, incitent à élaborer des théories macroéconomiques, et constituent les données qui permettent de vérifier ces dernières.

Nul ne le conteste, la macroéconomie est une science à la fois jeune et imparfaite. La capacité des macroéconomistes à prévoir l'évolution future des composantes économiques n'est en rien supérieure à celle des météorologistes à prédire le temps qu'il fera le mois prochain. Pourtant, vous constaterez au fil de cet ouvrage que les macroéconomistes en savent long sur la manière dont l'économie fonctionne. L'objet de l'étude de la macroéconomie n'est pas uniquement de comprendre et d'expliquer les événements économiques. Au-delà, il s'agit de formuler et d'améliorer la politique économique.

Chaque ère a ses propres problèmes économiques. Dans les années 1970, les présidents Richard Nixon, Gerald Ford et Jimmy Carter ont tous lutté en vain contre la hausse du taux d'inflation. Dans les années 1980, l'inflation a diminué, mais les présidents Ronald Reagan et George Bush ont gouverné avec de vastes déficits budgétaires fédéraux. Dans les années 1990, avec le président Bill Clinton dans le Bureau Oval, l'économie et les marchés boursiers ont bénéficié d'un essor remarquable ; le déficit budgétaire a diminué et s'est même transformé en un excédent budgétaire. Mais, au moment où Clinton terminait son second mandat, le marché boursier était en retrait, et l'économie se dirigeait vers la récession. Lorsque le président George W. Bush a pris ses fonctions à la Maison-Blanche en 2001, il a réduit les impôts, ce qui a contribué à mettre fin à la récession, mais a également favorisé la réapparition des déficits budgétaires.

Le président Barack Obama a pris ses fonctions à la Maison-Blanche en 2009 dans une période de turbulences économiques accrues. L'économie était ébranlée par la crise financière alimentée par la chute importante des prix de l'immobilier, la forte hausse des faillites hypothécaires, et la faillite ou quasi-faillite de nombreuses institutions financières. Cette crise s'est propagée à d'autres secteurs économiques poussant ainsi l'économie dans une autre récession. Dans certains esprits, cette crise financière fait réapparaître le spectre de la Grande Dépression des années 1930 durant laquelle, et dans ses pires moments, un Américain sur quatre était à la recherche d'emploi. En 2008 et 2009, face à cette crise financière, des responsables du département du Trésor, de la Réserve Fédérale et des autres instances gouvernementales ont réagi avec vigueur afin d'éviter qu'une telle situation se reproduise. Malgré ces efforts, la récession s'est avérée plus grave que redoutée avec un taux de chômage dépassant les 10.1 %. La reprise qui a suivi était douloureusement très lente, les politiques mises en œuvre ayant creusé la dette publique.

L'histoire macroéconomique n'est pas une histoire simple, mais elle fournit une riche motivation pour la théorie économique. Les principes de base de la macroéconomie ne changent pas de décennie en décennie, mais le macroéconomiste doit appliquer ces principes avec souplesse et créativité pour répondre à l'évolution des circonstances.

ÉTUDE DE CAS 1-1 – L'économie américaine en perspective historique

Les économistes ont recours à de nombreux types de données pour mesurer les performances d'une économie. Trois variables macroéconomiques revêtent une importance particulière à cet égard : le **produit intérieur brut (PIB)**, le taux d'inflation et le taux de chômage. Le PIB réel mesure le revenu global de tous les agents d'une économie (compte tenu du niveau des prix). Le **taux d'inflation** mesure la vitesse avec laquelle les prix augmentent. Le **taux de chômage** mesure la part de la population active qui n'a pas d'emploi. Les macroéconomistes étudient les déterminants de ces variables, les raisons de leurs variations dans le temps et les relations entre elles.

La figure 1.1 indique l'évolution du PIB réel par habitant dans l'économie américaine. Deux éléments méritent d'être soulignés. Tout d'abord, le PIB réel croît dans le temps. Aujourd'hui, le PIB réel par habitant est environ huit fois supérieur à ce qu'il était en 1900. Cette croissance du revenu moyen nous permet de jouir d'un niveau de vie plus élevé que celui de nos arrière-grands-parents. Deuxièmement, la croissance du PIB réel n'est pas régulière. La figure montre des périodes successives de baisse du PIB réel, dont la plus importante survient au début des années 1930. De tels épisodes de baisse du PIB réel sont appelés **récession** si la baisse est modérée et **dépression** si elle est plus grave. Il n'est pas étonnant que les périodes de baisse du revenu soient liées à des difficultés économiques substantielles.

La figure 1.2 illustre le taux d'inflation américain. On voit que ces variations ne sont pas négligeables. Au cours de la première moitié du vingtième siècle, le taux d'inflation restait en moyenne proche de zéro. À des périodes de baisse des prix, appelées **déflation**, succédaient des périodes de hausse des prix. Au cours des dernières cinquante années, l'inflation a été la norme. L'inflation est devenue très sévère durant la fin des années

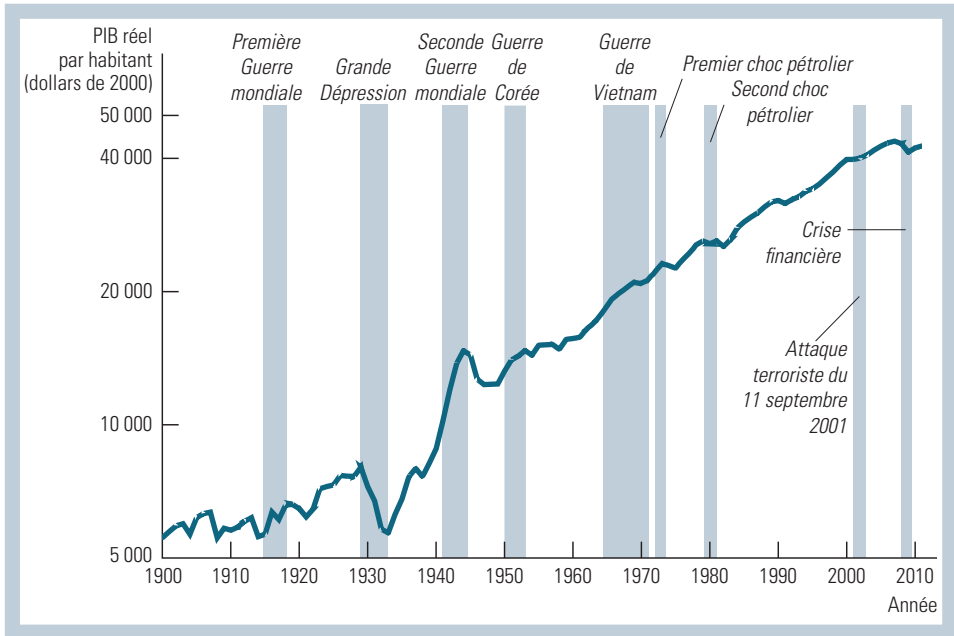


Figure 1.1 PIB réel par habitant dans l'économie américaine

Le PIB réel mesure le revenu global de tous les agents d'une économie. Le PIB réel par habitant mesure le revenu moyen des agents de cette économie. La figure montre que le PIB réel par habitant tend à croître au fil du temps, mais que cette tendance habituelle est périodiquement interrompue par des périodes de recul des revenus, que l'on appelle récessions ou dépressions.

Note : La figure trace le PIB réel en échelle logarithmique. Sur une telle échelle, des distances égales sur l'axe vertical représentent des variations en pourcentage égales. Ainsi, la distance entre 5 000 \$ et 10 000 \$ est la même que la distance entre 10 000 \$ et 20 000 \$.

Source : U.S. Department of Commerce and Economic History Services.

1970, lorsque les prix ont augmenté à un taux de près de 10 % par an. Dans les années récentes, les prix ont en moyenne augmenté de 2 à 3 % par an, traduisant une relative stabilité.

La figure 1.3 illustre le taux de chômage américain. On remarque qu'il y a toujours un certain niveau de chômage et que celui-ci varie d'une année à l'autre. Même s'il n'apparaît aucune tendance nette à long terme, le niveau de chômage varie fortement d'une année à l'autre. Des niveaux anormalement élevés de chômage accompagnent les récessions et dépressions. Ainsi, les taux de chômage les plus élevés ont été atteints au cours de la Grande Dépression des années 1930. La récession la plus grave depuis la Grande Dépression s'est produite suite à la crise financière de 2008-2009, le chômage ayant atteint des niveaux très élevés.

Ces trois figures, réunies, constituent un aperçu de l'histoire économique des États-Unis. Les chapitres qui suivent vont montrer comment on mesure ces variables et présenter les théories qui expliquent leur comportement.

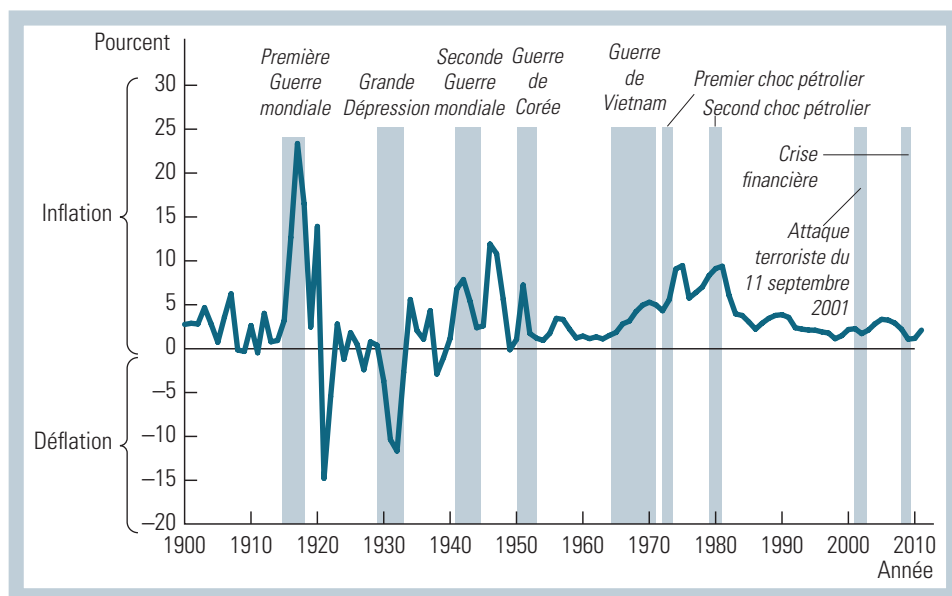


Figure 1.2 Le taux d'inflation dans l'économie américaine

Le taux d'inflation mesure la variation en pourcentage du niveau général des prix par rapport à l'année antérieure. Un taux d'inflation négatif indique que les prix baissent. Un taux positif implique qu'ils augmentent. Un taux positif décroissant indique que la hausse des prix se ralentit.

Note : L'indicateur retenu ici du taux d'inflation est le déflateur du PIB.

Source : U.S. Department of Commerce and Economic History Services.

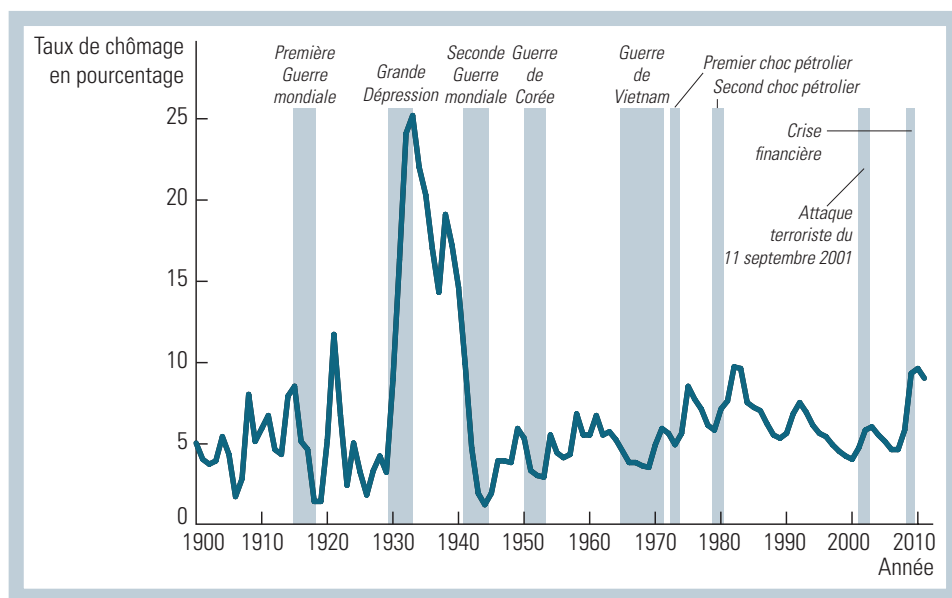


Figure 1.3 Le taux de chômage dans l'économie américaine

Le taux de chômage mesure la part de la population active qui ne trouve pas d'emploi. Cette figure montre qu'il y a toujours du chômage, mais que le niveau de celui-ci varie d'année en année.

Source : U.S. Department of Labor and U.S. Bureau of the Census (Historical Statistics of the United States : Colonial Times to 1970).

1.2 COMMENT PENSENT LES ÉCONOMISTES

Les économistes s'efforcent d'aborder les thèmes qu'ils étudient, même si ces derniers sont politiquement sensibles, avec objectivité scientifique. Comme toute science, l'économie dispose de sa boîte à outils : terminologie, données et modes de pensée. La meilleure manière de se familiariser avec ces outils, qui peuvent paraître au départ ésotériques, est de les utiliser. Cet ouvrage vous en offre abondamment la possibilité. Pour les rendre moins rébarbatifs, cependant, nous allons vous en présenter quelques-uns ci-dessous.

1.2.1 Les modèles économiques

Les jeunes enfants apprennent beaucoup sur le monde qui les entoure en jouant avec des versions de jouets représentant des objets réels. Par exemple, ils rassemblent souvent des modèles de voitures, de trains ou d'avions. Ces modèles sont loin d'être réalistes, mais le constructeur du modèle apprend beaucoup d'eux tout de même. Le modèle illustre l'essence de l'objet réel et est conçu pour lui ressembler (en plus, pour de nombreux enfants, construire des modèles est amusant).

Les économistes utilisent aussi des **modèles** pour comprendre le monde, mais le modèle de l'économiste est plus susceptible d'être fait de symboles et d'équations que de plastique et de colle. Les économistes ont construit leurs « jouets » pour comprendre l'économie et pour expliquer les variables économiques, tels que le PIB, l'inflation et le chômage. Les modèles économiques sont des théories qui synthétisent, souvent en termes mathématiques, les relations entre variables économiques. Ils aident à éviter les détails non pertinents et à centrer l'attention sur les liaisons économiques essentielles (en outre, pour un bon nombre d'économistes, construire des modèles est un plaisir).

Les modèles utilisent deux catégories de variables : les **variables exogènes** et les **variables endogènes**. Comme leur nom l'indique, les variables exogènes ont une origine extérieure au modèle : elles sont introduites dans le modèle. Les variables endogènes, au contraire, sont générées par le modèle lui-même : le modèle les produit. En d'autres termes, les variables exogènes conservent la valeur qu'elles ont au moment où elles sont introduites dans le modèle, tandis que les variables endogènes sont déterminées au sein du modèle. Comme l'illustre la figure 1.4, l'objet du modèle est de montrer comment les variables exogènes affectent les variables endogènes.

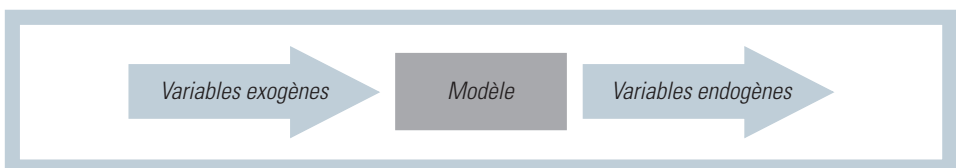


Figure 1.4 Comment fonctionne un modèle

Les modèles sont des théories simplifiées qui montrent les relations essentielles entre variables économiques. Les variables exogènes sont d'origine extérieure au modèle, tandis que les variables endogènes sont celles qu'explique le modèle. Le modèle indique comment les variations des variables exogènes affectent les variables endogènes.

Afin de rendre ces idées plus concrètes, nous allons passer en revue le plus célèbre de tous les modèles économiques, le modèle de l'offre et de la demande. Imaginons un économiste intéressé par la détermination des facteurs qui influencent le prix de la pizza et les quantités de pizzas vendues. Il mettrait au point un modèle qui décrit le comportement des acheteurs de pizza, le comportement des vendeurs de pizza, et leur interaction sur le marché de la pizza. Voyons, à titre d'exemple, comment l'économiste pourrait élaborer ce modèle du marché de la pizza. Il fait tout d'abord l'hypothèse que la quantité de pizzas demandée par les consommateurs Q^d dépend du prix de la pizza P_p et du revenu agrégé Y . L'équation suivante traduit cette relation :

$$Q^d = D(P_p, Y) \quad (1.1)$$

où $D(\cdot)$ représente la fonction de demande. De même, l'économiste suppose que la quantité de pizzas offerte par les pizzerias Q^s dépend du prix de la pizza P_p et du prix des matières premières tels que le fromage, les tomates, la farine et les anchois, P_m . L'équation suivante traduit cette relation :

$$Q^s = S(P_p, P_m) \quad (1.2)$$

où $S(\cdot)$ représente la fonction d'offre. Enfin, l'économiste fait l'hypothèse supplémentaire que le prix de la pizza s'ajuste pour équilibrer l'offre et la demande :

$$Q^d = Q^s \quad (1.3)$$

Ces trois équations ne sont rien d'autre, ensemble, qu'un modèle possible du marché de la pizza.

L'économiste illustre ce modèle à l'aide du graphique de l'offre et de la demande présenté à la figure 1.5. La courbe de demande établit la relation entre la quantité de pizzas demandée et le prix de la pizza, le revenu agrégé étant constant. La courbe de demande est décroissante : plus le prix de la pizza est élevé, plus les consommateurs se détournent de la pizza pour acheter d'autres aliments. La courbe d'offre établit une relation entre la quantité de pizzas offerte et le prix de la pizza, le prix des matières premières étant constant. La courbe d'offre est croissante, car plus le prix de la pizza est élevé, plus les pizzerias sont tentées d'en produire. Le marché trouve son équilibre en termes de prix et de quantités au point où les courbes d'offre et de demande se croisent. Au prix d'équilibre, les consommateurs décident d'acheter exactement la quantité de pizzas que les pizzerias décident de produire.

Ce modèle du marché de la pizza comporte deux variables exogènes et deux variables endogènes. Les variables exogènes sont le revenu agrégé et le prix des matières premières. On a vu que le modèle ne tente pas de les expliquer, mais les intègre comme telles (expliquées peut-être par un autre modèle). Les variables endogènes sont le prix de la pizza et la quantité de pizzas échangée. Ce sont ces deux variables que le modèle a pour objet d'expliquer.

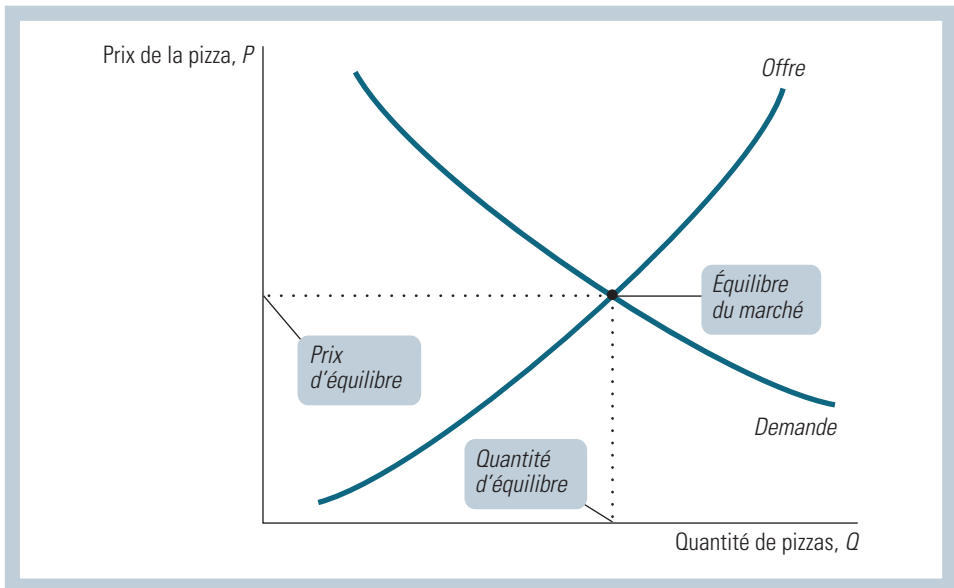


Figure 1.5 Le modèle de l'offre et de la demande

Le modèle économique le plus connu est celui de l'offre et de la demande de biens ou de services, dans notre cas, la pizza. La courbe de demande est une courbe décroissante qui relie le prix de la pizza à la quantité de pizzas demandée par les consommateurs. La courbe d'offre est une courbe croissante qui relie le prix de la pizza à la quantité de pizzas offerte par les pizzerias. Le prix des pizzas s'ajuste jusqu'au moment où les quantités offertes sont égales aux quantités demandées. Le point d'intersection entre la courbe d'offre et la courbe de demande définit l'équilibre du marché, c'est-à-dire le prix auquel les quantités de pizzas offertes et demandées sont égales.

Le modèle indique comment une variation de l'une des variables exogènes affecte les deux variables endogènes. Ainsi, si le revenu agrégé augmente, la demande de pizzas augmente elle aussi, comme l'illustre la figure 1.6 (a). Le modèle montre que tant le prix que la quantité d'équilibre des pizzas augmentent. De même, si le prix des matières premières augmente, l'offre de pizzas diminue, ainsi que l'illustre la figure 1.6 (b). Comme le montre le modèle, dans ce cas le prix d'équilibre de la pizza augmente et la quantité d'équilibre de la pizza diminue. On voit donc que le modèle indique comment des variations du revenu agrégé ou du prix des matières premières affectent le marché de la pizza.

Comme tout modèle, celui du marché de la pizza a recours à des hypothèses simplificatrices. Ainsi, il ne tient aucun compte de la localisation des diverses pizzerias. En réalité, tout consommateur va choisir la pizzeria dans laquelle il fera ses achats, notamment en fonction de la distance qu'il doit parcourir pour y parvenir. Ceci offre aux pizzerias une possibilité de différencier leurs prix en fonction de leur localisation.

Comment réagir à cet apparent manque de réalisme du modèle du marché de la pizza ? Devons-nous le rejeter, pour tenter de construire un modèle plus complexe permettant de différencier les prix des pizzas ? La réponse à cette question dépend de l'objet que nous poursuivons. Si notre objectif est d'expliquer comment le prix du fromage affecte le prix moyen de la pizza et la quantité des pizzas vendue, la diversification des prix des

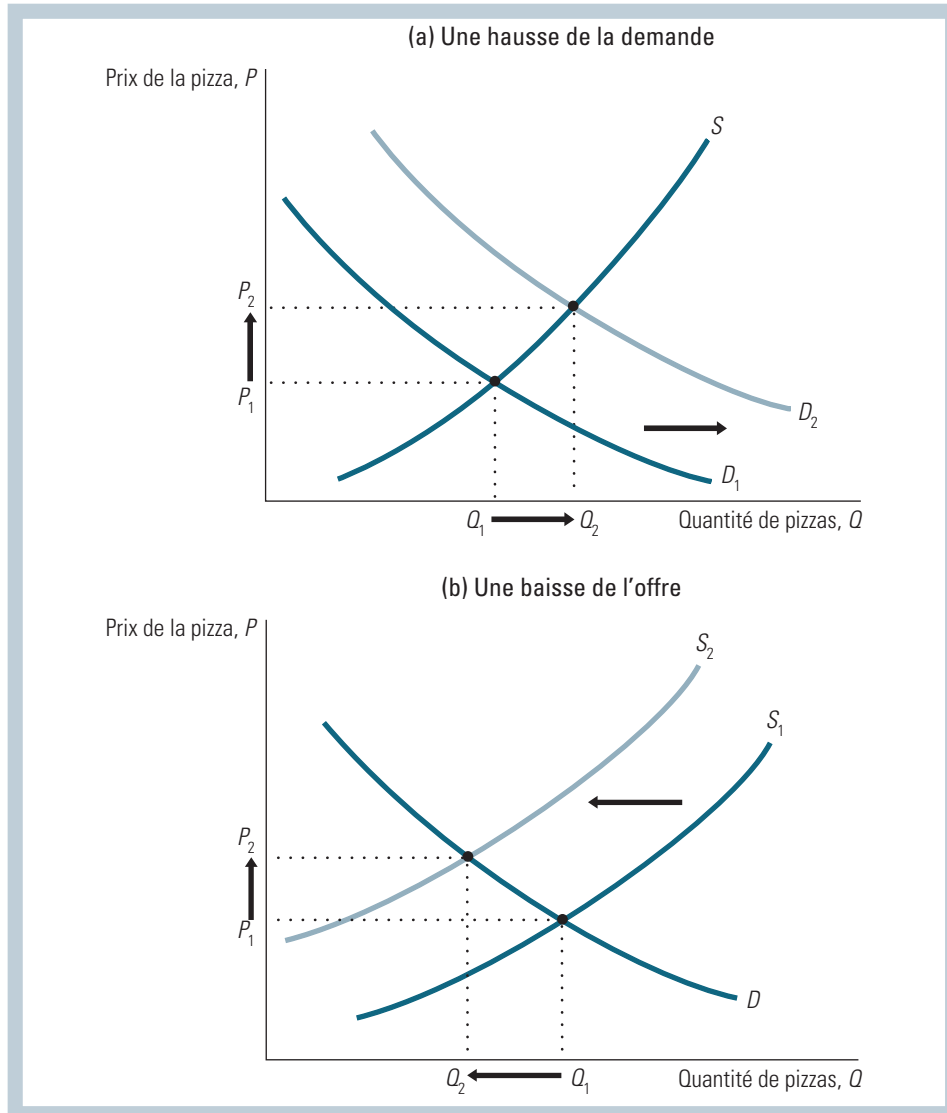


Figure 1.6 Les changements de l'équilibre.

(a) Une hausse de la demande

Si le revenu agrégé augmente, la demande de pizzas augmente : à tout prix donné, les consommateurs souhaitent acheter davantage de pizzas. C'est ce qu'illustre le glissement vers la droite de la courbe de demande, de D_1 en D_2 . Le marché se déplace vers le nouveau point d'intersection entre l'offre et la demande. Le prix d'équilibre et la quantité d'équilibre de la pizza augmentent tous deux, respectivement de P_1 en P_2 et de Q_1 en Q_2 .

(b) Une baisse de l'offre

Si le prix des matières premières augmente, l'offre de pizzas diminue : à tout prix donné, les pizzerias considèrent qu'il est moins rentable de vendre des pizzas et en produisent donc moins. C'est ce qu'illustre le glissement vers la gauche de la courbe d'offre, de S_1 en S_2 . Le marché se déplace vers le nouveau point d'intersection entre l'offre et la demande. Le prix d'équilibre augmente de P_1 en P_2 et la quantité d'équilibre diminue de Q_1 en Q_2 .

pizzas n'est sans doute pas très importante pour nous. Le modèle simplifié du marché de la pizza devrait nous suffire. Par contre, si nous voulons expliquer pourquoi les prix des pizzas sont moins élevés dans les villes où il y a trois pizzerias que dans les villes où il n'y en a qu'une, le modèle simplifié du marché de la pizza ne nous suffira probablement pas.

Tout l'art de l'économiste consiste à évaluer la mesure dans laquelle une hypothèse donnée aide à comprendre un problème ou, au contraire, en éloigne. Si, d'aventure, quelqu'un voulait construire un modèle totalement réaliste, personne ne pourrait le comprendre. La simplification est le prix à payer pour construire un modèle utilisable. Par ailleurs, un modèle qui ignorerait l'une ou l'autre caractéristique essentielle de telle ou telle économie conduirait inévitablement à des conclusions incorrectes. La modélisation économique doit donc faire preuve à la fois de la plus grande prudence et du bon sens le plus affûté.

POUR VOTRE INFORMATION

Comment utiliser des fonctions pour exprimer les relations entre variables

Tous les modèles économiques expriment des relations entre variables économiques. Souvent, ces relations sont exprimées sous la forme de fonctions. Une *fonction* est un concept mathématique qui montre comment une variable dépend d'un ensemble d'autres variables. Ainsi, dans le modèle du marché de la pizza, nous avons dit que la quantité de pizzas demandée dépendait du prix de la pizza et du revenu agrégé. Ceci s'exprime par la fonction suivante :

$$Q^d = D(P_p, Y)$$

Cette équation nous dit que la quantité de pizzas demandée Q^d est une fonction du prix de la pizza P_p et du revenu agrégé Y . Dans une fonction, la variable qui précède les parenthèses dénote la fonction. Dans notre cas, $D(\cdot)$ est la fonction qui exprime comment les variables situées entre parenthèses déterminent la quantité de pizzas demandée.

Si nous en savions davantage sur le marché de la pizza, nous pourrions proposer une formulation numérique de cette quantité de pizzas demandée, par exemple :

$$Q^d = 60 - 10P_p + 2Y$$

Dans ce cas, la fonction de demande serait :

$$D(P_p, Y) = 60 - 10P_p + 2Y$$

Pour tout prix de la pizza et pour tout revenu agrégé, cette fonction de demande donne la quantité correspondante de pizzas demandée. Ainsi, si le revenu agrégé est égal à 10 \$ et le prix de la pizza égal à 2 \$, la quantité de pizzas demandée est 60 pizzas. Si le prix de la pizza monte à 3 \$, la quantité de pizzas demandée baisse à 50 pizzas.

La notation sous forme de fonction nous permet d'exprimer une relation entre variables même si la relation numérique précise entre elles ne nous est pas connue. Ainsi, nous pourrions savoir que la quantité de pizzas demandée baisse lorsque le prix augmente de 2 \$ à 3 \$, sans pour autant connaître la mesure dans laquelle cette demande baisse. La notation sous forme de fonction reste cependant utile, car elle nous rappelle l'existence d'une relation entre les deux variables.

1.2.2 La macroéconomie, discipline multiple

Les problèmes qu'abordent les macroéconomistes sont très différents. Par exemple : l'influence de la politique budgétaire sur l'épargne nationale, l'impact du système de sécurité sociale sur le taux de chômage, l'effet de l'inflation sur les taux d'intérêt, ou encore l'impact de la politique commerciale sur la balance commerciale et le taux de change. En fait, la macroéconomie est aussi diversifiée que l'économie elle-même.

Aucun modèle économique unique ne peut résoudre tous ces problèmes. Tout comme les charpentiers qui utilisent différents outils pour des tâches différentes, les macroéconomistes utilisent de nombreux modèles différents pour expliquer et comprendre des phénomènes assez divers. Il est extrêmement important, en conséquence, pour les étudiants en macroéconomie, de garder constamment à l'esprit qu'il n'existe aucun modèle unique « correct ». Bien au contraire, il y a une variété de modèles, chacun devant être utilisé de façon adéquate en fonction des objectifs poursuivis. La macroéconomie est donc comme un couteau suisse, un ensemble d'outils complémentaires, mais distincts qui peuvent être appliqués de différentes manières dans différentes circonstances.

C'est pour cette raison que l'ouvrage que vous avez sous les yeux présente de nombreux modèles différents, qui font des hypothèses différentes, en fonction des thèmes abordés. N'oublions jamais que la validité d'un modèle dépend crucialement de la pertinence de ses hypothèses et que celles-ci, utiles dans tel cas, peuvent induire en erreur dans tel autre cas. Lorsqu'il utilise un modèle pour étudier un problème donné, l'économiste ne peut jamais en perdre de vue les hypothèses sous-jacentes, et il doit, en chaque occasion, réexaminer si ces hypothèses peuvent être raisonnablement acceptées pour l'objet qui le préoccupe.

1.2.3 Les prix : flexibles ou rigides

L'une des hypothèses de base des modèles macroéconomiques porte sur la vitesse avec laquelle les prix et les salaires s'ajustent face à des changements des conditions économiques. En règle générale, les économistes font l'hypothèse que le prix d'un bien ou d'un service donné s'ajuste rapidement pour équilibrer l'offre et la demande. En d'autres termes, ils supposent que, pour tout prix donné, les acheteurs ont acquis la quantité qu'ils souhaitent et les offreurs ont vendu la quantité qu'ils voulaient. Cette hypothèse, dite d'**équilibre du marché**, est au cœur du modèle du marché de la pizza présenté plus haut. Dans la plupart des cas, les économistes font appel à des modèles d'équilibre du marché.

Pourtant, il n'est pas totalement réaliste de supposer que les marchés s'équilibrent *en permanence*. Ce ne serait le cas que si les prix s'ajustaient instantanément aux variations de l'offre et de la demande. En réalité, de nombreux prix et salaires ne s'ajustent que lentement. Les conventions collectives et les contrats de travail fixent souvent les salaires pour plusieurs années. De nombreuses entreprises évitent de modifier trop souvent leurs prix comme par exemple les éditeurs des journaux qui généralement changent leurs prix tous les trois ou quatre ans. Alors que les modèles d'équilibre du marché font l'hypothèse que tous les prix et salaires sont **flexibles**, dans le monde réel, de nombreux prix et salaires sont **rigides**.

Cette rigidité apparente des prix et des salaires n'invalide pas pour autant les modèles d'équilibre du marché. Elle n'est, en effet, pas éternelle : au bout d'un certain temps, variable, les prix et salaires doivent s'ajuster à l'offre et à la demande. Ainsi, les modèles d'équilibre du marché n'expliquent sans doute pas l'état de l'économie à tout moment, mais bien l'équilibre vers lequel l'économie évolue lentement. C'est pourquoi la plupart des macroéconomistes considèrent que l'hypothèse de flexibilité des prix explique bien l'économie dans le long terme et notamment tout ce qui concerne la croissance économique de décennie en décennie.

Par contre, pour expliquer les fluctuations économiques d'une année sur l'autre, l'hypothèse de flexibilité des prix est moins aisément acceptable. À court terme, de nombreux prix sont fixés à des niveaux prédéterminés. C'est pourquoi la plupart des macroéconomistes préfèrent aujourd'hui adopter l'hypothèse de rigidité des prix pour expliquer le comportement de l'économie à court terme.

1.2.4 La pensée microéconomique et les modèles macroéconomiques

La **microéconomie** étudie le comportement des agents économiques individuels. En d'autres termes, elle s'attache à comprendre comment les ménages et les entreprises prennent leurs décisions et comment ces décisions s'influencent mutuellement sur le marché. Elle fait l'hypothèse de base que les ménages et les entreprises ont un comportement d'*optimisation* : ils font tout ce qu'ils peuvent pour atteindre leurs objectifs, étant données leurs contraintes. Dans les modèles microéconomiques, les ménages choisissent leurs achats en vue de maximiser leur niveau de satisfaction, ou en termes économiques leur *utilité*, et les entreprises fixent leur niveau de production en vue de maximiser leur *profit*.

Les multiples interactions entre les décisions que prennent les ménages et les entreprises finissent par susciter des phénomènes qui touchent l'ensemble de l'économie : c'est pourquoi macroéconomie et microéconomie sont inextricablement liées. Il n'est pas possible d'étudier l'économie dans son ensemble sans prendre en compte les décisions des acteurs économiques individuels. Par exemple, pour comprendre ce qui détermine la dépense totale de consommation, nous devons savoir comment une famille décide d'allouer son revenu entre la dépense présente et l'épargne en vue de l'avenir. Pour comprendre ce qui détermine la dépense totale d'investissement, nous devons savoir comment l'entreprise décide de construire ou non une nouvelle usine. Les variables agrégées ne sont en définitive que la somme des variables qui décrivent les actions des agents individuels. La macroéconomie a donc nécessairement des fondements microéconomiques.

Si les décisions microéconomiques sous-tendent toujours les modèles économiques, dans un grand nombre de ceux-ci, le comportement d'optimisation des ménages et des entreprises reste implicite plutôt qu'explicite. Reprenons l'exemple du modèle du marché de la pizza présenté plus haut dans ce chapitre. Les décisions que prennent les ménages quant à leurs achats de pizzas déterminent la demande de pizzas et les décisions des pizzerias quant aux quantités de pizzas qu'elles souhaitent produire déterminent l'offre de pizzas. Il est implicite que les ménages prennent leurs décisions dans le but de

maximiser leur utilité et les pizzerias les leurs pour maximiser leur profit. Le modèle n'est cependant pas centré sur ces décisions microéconomiques : il les laisse à l'arrière-plan. De même, le comportement de maximisation des entreprises et des ménages reste implicite dans une grande partie de la macroéconomie.

POUR VOTRE INFORMATION

Les Prix Nobel en Macroéconomie

Le gagnant du prix Nobel d'économie est annoncé chaque mois d'octobre. De nombreux lauréats sont des macroéconomistes dont les travaux font l'objet d'étude dans ce livre. Voici quelques-uns d'entre eux, ainsi que certains de leurs propres propos concernant la manière dont ils ont choisi leur domaine d'études :

Milton Friedman (Prix Nobel 1976) : « J'ai obtenu mon diplôme du collège en 1932, lorsque les États-Unis étaient au bas de la dépression la plus profonde de leur histoire. Le principal problème du moment est l'économie. Comment sortir de la dépression ? Comment réduire le chômage ? Qu'est-ce qui explique le paradoxe de la grande nécessité d'une part, et les ressources non utilisées d'autre part ? Dans ces conditions, devenir un économiste semblait plus pertinent pour les questions brûlantes du jour que de devenir un mathématicien appliqué ou un actuaire ».

James Tobin (Prix Nobel 1981) : « J'ai été attiré par l'économie pour deux raisons. L'une d'elles est que la théorie économique est un défi intellectuel fascinant, dans le même ordre que les mathématiques ou les échecs. J'ai aimé le raisonnement analytique et logique... L'autre raison était la pertinence évidente de l'économie pour comprendre et peut-être surmonter la Grande Dépression ».

Franco Modigliani (Prix Nobel 1985) : « Pour un certain temps, il a été question que j'étudie la médecine parce que mon père était médecin... Je suis allé au bureau des inscriptions en médecine, mais alors j'ai fermé mes yeux et j'ai pensé au sang ! Je suis devenu pâle juste en y pensant et j'ai décidé, dans ces conditions, qu'il vaudrait mieux me tenir à distance de la médecine... Cherchant quelque chose à faire, il se trouve que j'ai pu avoir quelques activités économiques. Je connaissais un peu l'allemand et j'ai été invité à traduire de l'allemand à l'italien certains articles pour l'une des associations professionnelles. Ainsi, j'ai commencé à me frotter aux problèmes économiques traités dans la littérature allemande ».

Robert Solow (Prix Nobel 1987) : « Je suis revenu [au collège après avoir été à l'armée] et, presque sans y penser, j'ai choisi l'économie comme spécialité afin de finir mes études de premier cycle. Le temps était tel que j'ai dû prendre une décision à la hâte. Sans doute me suis-je comporté comme si je maximisais une somme infinie actualisée d'utilités à une période, mais sans pouvoir le prouver. Pour moi, c'est comme si je disais à moi-même : “*que diable*” ».

Robert Lucas (Prix Nobel 1995) : « À l'école publique, la science était sans fin. C'était une liste pas très bien organisée de ce que d'autres personnes ont découvert depuis longtemps. Au collège, j'ai appris des choses sur le processus de la découverte scientifique, mais ceci ne m'a pas incité à faire une carrière dans le domaine scientifique... Ce que j'ai aimé, c'est la réflexion sur la politique et les questions sociales ».

George Akerlof (Prix Nobel 2001) : « Quand je suis allé à Yale, j'ai été convaincu que je voulais être un économiste ou un historien. Vraiment, pour moi, c'était une distinction sans une différence. Si j'allais être un historien, alors je serais un historien économique. Et si j'optais pour économiste, je considérerais l'histoire comme la base de l'économie ».

Edward Prescott (Prix Nobel 2004) : « En discutant avec [mon père], j'ai appris beaucoup de choses sur la façon dont les affaires fonctionnent. C'est une raison pour laquelle j'ai tant aimé mon cours de microéconomie en première année au Swarthmore College. La théorie des prix que j'ai apprise dans ce cours m'a permis de rationaliser mes connaissances acquises auprès de mon père sur le mode de fonctionnement des affaires. L'autre raison est le manuel utilisé dans ce cours, *Principles of Economics* de Paul A. Samuelson. J'ai adoré la façon dont Samuelson énonce la théorie dans son ouvrage, si simplement et clairement ».

Edmund Phelps (Prix Nobel 2006) : « Comme la plupart des Américains entrant à l'université, j'ai commencé à Amherst College sans idées précises de la discipline à approfondir, ni de la carrière à embrasser. J'ai fait l'hypothèse tacite que je serais porté par le monde des affaires, par l'argent, en faisant quelque chose de terriblement intelligent. Cependant, durant la première année j'ai été émerveillé par les écrits de Platon, Hume et James. J'aurais sans doute continué en Philosophie s'il n'y avait pas mon père qui a insisté et a plaidé pour que je suive un cours en économie, ce que j'ai fait la deuxième année. ... J'ai été extrêmement impressionné de voir qu'il était possible de soumettre les événements que j'avais lus dans les journaux à une sorte d'analyse formelle ».

Si vous voulez en savoir plus sur le Prix Nobel et ses lauréats, rendez-vous sur www.nobelprize.org¹.

1.3 LA DÉMARCHE DE CE LIVRE

Ce livre comporte six parties. Ce chapitre et le suivant constituent la première de celles-ci, qui fait office d'entrée en matière. Le chapitre 2 a pour objet d'expliquer comment les économistes mesurent les variables économiques, telles que le revenu agrégé, le taux d'inflation ou encore le taux de chômage.

La partie II intitulée « La Théorie classique : l'économie dans le long terme » présente le modèle classique de l'économie. L'hypothèse de base de ce modèle classique est que les prix s'ajustent pour équilibrer les marchés (flexibilité). En d'autres termes, à quelques exceptions près, le modèle classique fait l'hypothèse qu'un marché s'équilibre. Pour les raisons que nous avons dites déjà, il vaut mieux considérer cette hypothèse comme décrivant l'économie à un horizon d'au moins quelques années.

La partie III, « La théorie de la croissance : l'économie dans le très long terme », développe le modèle classique. Elle maintient l'hypothèse d'équilibre des marchés, mais en soulignant les rôles de la croissance du stock de capital, de la population active et des connaissances technologiques. Son objet est d'expliquer l'évolution des économies sur des périodes de plusieurs dizaines d'années.

La partie IV, dont le titre est « La théorie des fluctuations économiques : l'économie dans le court terme » étudie le comportement de l'économie lorsque les prix sont rigides. Elle introduit un modèle d'économie en déséquilibre conçu pour analyser des problèmes de court terme tels que les raisons des fluctuations économiques et l'impact

¹ Les cinq premières citations sont de William Breit et Barry T. Hirsch, eds., *Lives of the Laureates*, 4th ed. Cambridge, MA : MIT Press, 2004. Les deux suivantes sont du site web des prix Nobel. La dernière citation est de Arnold Heertje, ed., *The Makers of Modern Economics*, Vol. II, Aldershot, U.K. : Edward Elgar Publishing, 1995.

des politiques publiques sur celles-ci. Sa meilleure utilisation réside dans l'analyse des variations économiques de mois à mois ou d'année en année.

Dans les deux dernières parties, le livre aborde des thèmes choisis dans le but d'affiner l'analyse à court et long termes. La partie V, « Thèmes choisis de théorie macroéconomique », présente des analyses théoriques avancées portant sur la macroéconomie dynamique, le comportement de consommation et d'épargne des ménages, et les théories d'investissement des entreprises. La partie VI, « Thèmes choisis de politique économique », se concentre sur le rôle optimal de l'État dans la vie économique. Ainsi, l'État doit-il réagir, et dans quelle mesure, aux fluctuations économiques ? On y présente diverses approches portant sur les politiques de stabilisation, la dette publique et les crises financières.

SYNTHÈSE

1. La macroéconomie est l'étude de l'économie dans son ensemble, notamment quant à des phénomènes tels que la croissance du revenu, l'inflation et le taux de chômage. La macroéconomie s'efforce à la fois d'expliquer les évolutions économiques et de concevoir des politiques susceptibles d'améliorer les performances économiques.
2. Pour comprendre l'économie, les économistes ont recours à des modèles, c'est-à-dire des théories qui simplifient la réalité pour mettre en évidence la manière dont les variables exogènes influencent les variables endogènes. Tout l'art de l'économiste est d'évaluer si un modèle donné rend compte de manière pertinente des principales relations économiques. Aucun modèle unique n'étant capable de répondre à toutes les questions, les macroéconomistes utilisent à diverses fins des modèles différents.
3. L'une des hypothèses centrales à tout modèle macroéconomique porte sur la flexibilité ou la rigidité des prix. La plupart des macroéconomistes pensent que les modèles d'équilibre du marché décrivent l'économie dans le long terme, mais que les prix sont rigides dans le court terme.
4. La microéconomie est l'étude de la manière dont les ménages et les entreprises prennent leurs décisions et des interrelations entre ces décisions. Ces multiples interrelations microéconomiques se répercutent au niveau macroéconomique. On ne s'étonnera donc pas que les macroéconomistes utilisent également de nombreux outils empruntés à la microéconomie même si les fondements de cette dernière sont implicites.

CONCEPTS DE BASE

Macroéconomie
PIB réel
Inflation et déflation
Chômage
Récession
Dépression

Modèles
Variables exogènes
Variables endogènes
Équilibre du marché
Prix flexibles et prix rigides
Microéconomie

ÉVALUATION DES CONNAISSANCES

1. Expliquez la différence entre macroéconomie et microéconomie. Comment ces deux domaines sont-ils liés ?
2. Pourquoi les économistes construisent-ils des modèles ?
3. Qu'entend-on par modèle d'équilibre du marché ? Quand l'hypothèse de l'équilibre du marché s'avère-t-elle pertinente ?

PROBLÈMES ET APPLICATIONS

1. De quels grands problèmes macroéconomiques a parlé la presse récemment ?
2. Quelles sont, selon vous, les caractéristiques qui définissent une science ? L'étude de l'économie comporte-t-elle ces caractéristiques ? Pensez-vous qu'il convient d'appeler « science » la macroéconomie ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
3. Utilisez le modèle de l'offre et de la demande pour expliquer comment une baisse du prix du yogourt surgelé affecte le prix de la crème glacée ainsi que la quantité vendue de crème glacée. Dans cette explication, identifiez les variables exogènes et endogènes.
4. Avec quelle fréquence le prix d'une coupe de cheveux se modifie-t-il ? Quelles sont les implications de votre réponse quant à l'utilité des modèles d'équilibre du marché en vue de l'analyse du marché de la coupe de cheveux ?

2

LES DONNÉES QU'UTILISE LA MACROÉCONOMIE

C'est une erreur fatale de construire des théories avant de connaître les faits. Elle induit insensiblement à conformer les faits aux théories, au lieu de l'inverse.

Sherlock Holmes

2.1	La mesure de la valeur de l'activité économique : le produit intérieur brut	22
2.2	La mesure du coût de la vie : l'indice des prix à la consommation	39
2.3	La mesure du chômage : le taux de chômage	45
2.4	Conclusion : des statistiques économiques aux modèles économiques	49

Les scientifiques, les économistes et les détectives ont beaucoup de choses en commun : ils veulent tous savoir ce qui se passe dans le monde qui les entoure. Pour ce faire, ils s'appuient sur la théorie et l'observation. Ainsi, les économistes font usage de théories et d'observations pour comprendre comment fonctionne l'économie. L'observation de l'économie leur fournit les bases théoriques. Une fois ces dernières élaborées, ils retournent à l'observation pour les vérifier. Ce chapitre identifie les types d'observations qu'utilisent les macroéconomistes pour élaborer et vérifier leurs théories.

L'observation au quotidien est l'une des sources d'information possibles sur l'économie. Pour observer la variation des prix, il suffit d'entrer dans un magasin. Ceux qui cherchent un emploi savent tout de suite si les entreprises embauchent ou non. Étant tous impliqués dans l'économie, nous observons au jour le jour quelles sont les conditions économiques du moment.

Il y a un siècle, les économistes avaient besoin d'aller au-delà de ces simples observations du quotidien. D'autant plus que les politiques économiques étaient plus difficiles à mettre en place avec de telles informations fragmentaires et partielles. L'anecdote dit que, tandis qu'un économiste suggérait que l'économie se dirigeait dans un sens, un autre suggérait qu'elle se déplaçait dans un sens inverse. Les économistes avaient besoin de trouver une façon de combiner les expériences individuelles en un ensemble cohérent. Il y avait une solution évidente : d'une façon sarcastique, le pluriel d'« anecdote » est « données ».

Aujourd'hui, les statistiques économiques constituent une autre source, plus systématique et plus objective, d'informations sur l'économie, et presque tous les jours, les journaux ont une histoire sur ces statistiques récemment publiées.

Les organismes publics compétents réalisent à intervalles réguliers des enquêtes auprès des ménages et des entreprises dans le but de mieux cerner l'activité économique et d'apprendre, par exemple, ce qu'ils gagnent, ce qu'ils achètent et à quels prix. Les résultats de ces enquêtes permettent d'établir des statistiques synthétisant les conditions économiques. Ce sont ces statistiques qu'utilisent les économistes pour étudier l'économie. Ces mêmes statistiques aident les décideurs politiques à suivre les évolutions économiques et à formuler en conséquence les politiques les plus adéquates.

Ce chapitre présente les trois mesures statistiques économiques les plus utilisées par les économistes et les décideurs politiques. Le produit intérieur brut, ou PIB, reflète le revenu total généré dans une économie et les dépenses totales que celle-ci consacre à l'acquisition de biens et de services. L'indice des prix à la consommation, ou IPC, mesure le niveau des prix. Le taux de chômage décrit la part de la population active qui ne trouve pas d'emploi. Nous verrons plus loin comment sont calculées ces mesures statistiques et ce qu'elles nous apprennent sur l'économie.

2.1 LA MESURE DE LA VALEUR DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE : LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

Nombreux sont ceux qui considèrent le **produit intérieur brut (PIB)** comme la meilleure mesure des comportements et performances d'une économie. Aux États-Unis, cette

mesure statistique est établie tous les trois mois par le Bureau d'Analyses Economiques (Bureau of Economic Analysis), l'un des services du Département du Commerce des États-Unis, à partir d'un grand nombre de sources de données primaires.

Les sources primaires comprennent aussi bien les données administratives obtenues à partir des fonctions gouvernementales telles que la collecte des impôts, les programmes d'éducation, la défense ou encore la réglementation, et les données statistiques qui proviennent des enquêtes gouvernementales effectuées auprès des établissements de vente au détail, des entreprises manufacturières, et des agriculteurs par exemple. L'objet du PIB est de résumer toutes ces données et de les synthétiser en un seul chiffre représentant la valeur en dollars de l'activité économique pour une période de temps donnée.

En termes plus concrets, le PIB est égal aux deux grandeurs suivantes :

- *le revenu total de l'ensemble des membres de l'économie ;*
- *la dépense totale consacrée à l'acquisition des biens et services produits par cette économie.*

Il est aisé de comprendre pourquoi le PIB mesure le comportement économique en termes tant de revenus que de dépenses. Le PIB, en effet, mesure quelque chose qui intéresse beaucoup les gens, leurs revenus. Par ailleurs, une économie qui produit de grandes quantités de biens et services est mieux à même de satisfaire les demandes des ménages, des entreprises et des pouvoirs publics.

Mais comment le PIB peut-il mesurer à la fois le revenu et la dépense d'une économie ? La réponse est simple : en fait, ces deux quantités sont identiques. Pour l'économie dans son ensemble, le revenu doit nécessairement être égal à la dépense. Ceci est le résultat d'un constat plus fondamental encore : puisque dans toute transaction interviennent un vendeur et un acheteur, chaque dollar dépensé par ce dernier constitue nécessairement un dollar de revenu pour le vendeur. Quand Joe repeint la maison de Jane pour 1 000 \$, ces 1 000 \$ sont un revenu pour lui et une dépense pour Jane. Cette transaction ajoute 1 000 \$ au PIB, peu importe que l'opération se fasse du côté du revenu ou du côté de la dépense.

Pour le comprendre, nous devons nous tourner vers la **comptabilité nationale**, qui constitue le système comptable dans le cadre duquel se mesurent le PIB et bien d'autres mesures statistiques associées.

2.1.1 Le revenu, la dépense et le circuit économique

Prenons le cas d'une économie qui ne produit qu'un seul bien, du pain, à partir d'un seul facteur de production, le travail. La figure 2.1 illustre toutes les transactions économiques susceptibles de se dérouler entre ménages et entreprises constitutives de cette économie.

La boucle intérieure de la figure 2.1 représente les flux de pain et de travail. Les ménages vendent leur travail aux entreprises. Celles-ci utilisent le travail des ménages

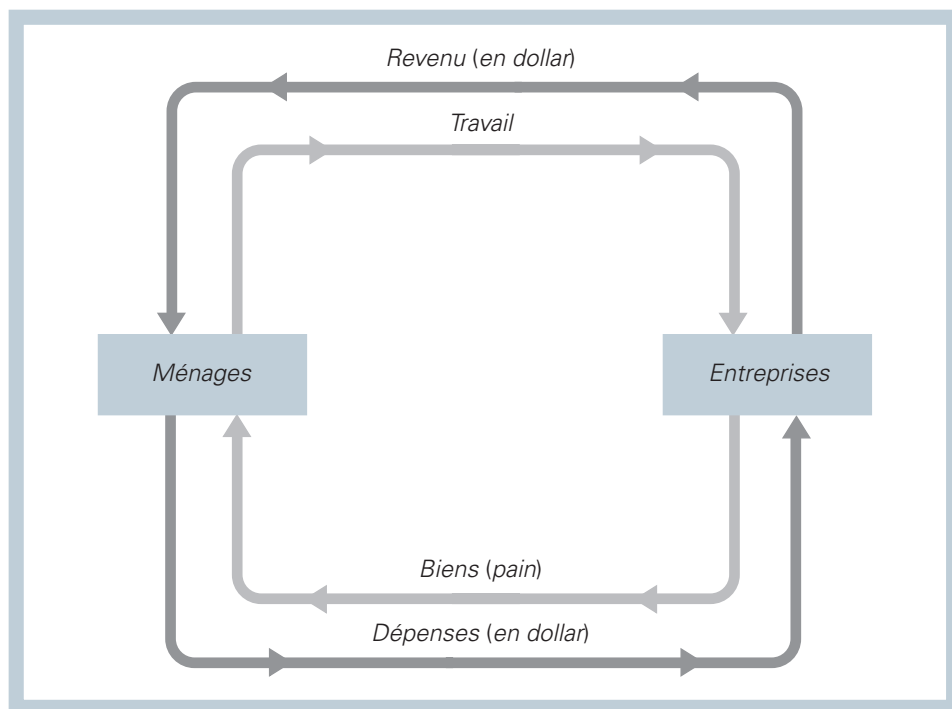


Figure 2.1 Le circuit économique

Cette figure illustre les flux entre entreprises et ménages dans une économie qui produit un seul bien, du pain, à l'aide d'un seul facteur de production, le travail. La boucle intérieure représente les flux de travail et de pain : les ménages vendent leur travail aux entreprises et celles-ci leur pain aux ménages. La boucle extérieure représente les flux correspondants de dollars : les ménages paient leur pain aux entreprises et ces dernières paient des salaires et versent des profits aux ménages. Dans cette économie, le PIB est à la fois la dépense totale consacrée à l'achat de pain et le revenu total tiré de la production de pain.

pour produire du pain qu'elles revendent ensuite à ces mêmes ménages. On voit donc que le travail va des ménages vers les entreprises et que le pain circule à partir des entreprises vers les ménages.

La boucle extérieure de cette même figure 2.1 représente le flux correspondant de dollars. Les ménages achètent du pain auprès des entreprises. Celles-ci utilisent une partie du revenu de leurs ventes pour payer les salaires des travailleurs et le solde constitue le profit des propriétaires des entreprises, qui eux-mêmes font partie du secteur des ménages. L'argent consacré à l'acquisition de pain va donc des ménages vers les entreprises et les revenus correspondants des entreprises vers les ménages sous forme de salaires et de profits.

Le PIB mesure le flux de dollars au sein de l'économie. On le calcule de deux manières. Le PIB est le revenu total tiré de la production de pain, lequel est égal à la somme des salaires et des profits, soit la partie supérieure du circuit des dollars. Simultanément, le PIB mesure la dépense totale consacrée à l'acquisition de pain, représentée dans la partie

INFORMATION

Des stocks et des flux

Un grand nombre de variables économiques mesurent une quantité de quelque chose : une quantité de monnaie, une quantité de biens, etc. Les économistes font une distinction entre deux catégories de variables quantitatives : les stocks et les flux. Un **stock** est une quantité mesurée en un point donné du temps, tandis qu'un **flux** est une quantité mesurée par unité de temps.

La baignoire illustrée à la figure 2.2 est le support classique de l'illustration de la différence entre stock et flux. La quantité d'eau qu'elle contient est un stock : c'est la quantité d'eau qui se trouve dans la baignoire à tout moment donné. La quantité d'eau qui coule du robinet est un flux : c'est la quantité d'eau qui s'ajoute dans la baignoire par unité de temps. Vous aurez remarqué que stocks et flux sont mesurés dans des unités différentes. La baignoire contient 50 litres d'eau, mais l'eau coule du robinet à la vitesse de 5 litres par minute.

Le PIB est probablement le flux le plus important en économie : il mesure le flux de dollars dans le circuit économique par unité de temps. Lorsque vous entendez quelqu'un dire que le PIB des États-Unis est de 14 000 \$ milliards, vous devez comprendre que cela signifie qu'il est de 14 000 \$ milliards *par année*. D'une façon équivalente, nous pouvons dire que le PIB américain est 444 000 \$ par seconde.

Stocks et flux sont souvent liés. Dans le cas de la baignoire, par exemple, cette relation est claire : le stock d'eau contenu par la baignoire résulte de l'accumulation de l'eau qui coule du robinet et le flux d'eau identifie la variation de ce stock. Lors de l'élaboration des théories explicatives des variables économiques, il s'avère souvent utile de déterminer si les variables en cause sont des stocks ou des flux, et quelles sont les éventuelles relations entre eux.

Voici quelques exemples de stocks et de flux liés les uns aux autres et qui seront étudiés dans les chapitres suivants :

- La richesse d'une personne est un stock ; son revenu et sa dépense sont des flux.
- Le nombre de chômeurs est un stock ; le nombre de personnes qui perdent leur emploi est un flux.
- Le volume de capital présent dans une économie est un stock ; la quantité d'investissements est un flux.
- La dette publique est un stock ; le déficit budgétaire public est un flux.

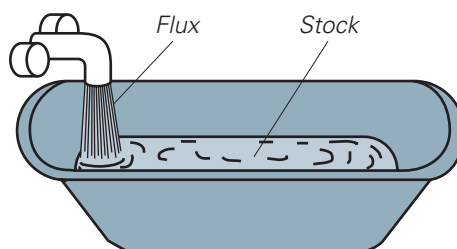


Figure 2.2 Stocks et flux

La quantité d'eau dans la baignoire est un stock, que l'on mesure à tout moment donné. La quantité d'eau qui coule du robinet est un flux, qui se mesure par unité de temps.

inférieure du circuit de dollars. On peut donc indifféremment considérer le flux de dollars des entreprises vers les ménages ou le flux de dollars des ménages vers les entreprises.

La dépense et le revenu totaux d'une économie sont nécessairement égaux, puisque toute transaction a deux acteurs, un acheteur et un vendeur. La dépense consacrée par les acheteurs à l'acquisition de produits constitue, du fait des règles comptables, le revenu des vendeurs de ces produits. En conséquence, toute transaction qui affecte la dépense affecte simultanément le revenu et toute transaction qui affecte ce revenu affecte nécessairement la dépense.

Examinons le cas où une entreprise produit et vend un pain de plus à un ménage. Cette transaction accroît de toute évidence la dépense totale consacrée à l'achat de pain, mais elle a un effet identique sur le revenu total. Si l'entreprise en question produit ce pain supplémentaire sans embaucher davantage de main-d'œuvre, par exemple en rendant plus efficace son processus de production, son profit augmente. Si cette même entreprise produit le pain supplémentaire en utilisant plus de main-d'œuvre, ce sont les salaires qui augmentent. Dans les deux cas, dépense et revenu augmentent dans la même proportion.

2.1.2 Quelques règles de calcul du PIB

Dans notre économie hypothétique qui ne produit que du pain, nous pouvons calculer le PIB par simple addition des dépenses totales consacrées à l'acquisition de pain. En grandeur réelle, cependant, une économie produit et vend une vaste gamme de biens et de services. Pour calculer le PIB d'une telle économie complexe, il est important de mieux définir cette notion : *le PIB est la valeur marchande de tous les biens et services finaux produits par une économie pendant une période donnée du temps*. Pour interpréter correctement ce que mesure le PIB, nous devons comprendre les règles de calcul.

A. Comment additionner des pommes et des oranges

Jusqu'ici, nous avons parlé du PIB dans le cas de la production d'un seul bien, du pain. Mais l'homme ne vit pas seulement de pain. Toute économie produit un nombre considérable de biens et de services différents, pain, bœuf, voitures, croisières, etc. Le PIB additionne la valeur de tous ces biens et services en une seule mesure. La variété des produits présents dans toute économie complique le calcul du PIB, dans la mesure où chacun de ces biens et services a une valeur différente.

Prenons le cas d'une économie qui produit quatre pommes et trois oranges. Comment, sur cette base, calculer le PIB ? En nous contentant d'additionner ces pommes et ces oranges, nous pourrions dire que le PIB est égal à 7 unités de fruit. Mais ceci n'a de sens que si la valeur des pommes et des oranges est identique, ce qui n'est généralement pas le cas.

Pour calculer la valeur totale de divers biens et services, nous utilisons comme mesure de valeur le prix du marché. Ce prix reflète en effet ce que les gens sont prêts à

payer pour acquérir un bien ou un service. Si, donc, les pommes valent 0,50 \$ pièce, et les oranges 1,00 \$ pièce, le PIB devient :

$$\begin{aligned}\text{PIB} &= (\text{Prix des pommes} \times \text{Quantité de pommes}) \\ &\quad + (\text{Prix des oranges} \times \text{Quantité d'oranges}) \\ &= (\$0,50 \times 4) + (\$1,00 \times 3) \\ &= \$5,00\end{aligned}\tag{2.1}$$

Le PIB est donc égal à 5,00 \$, soit la valeur de toutes les pommes, 2,00 \$, plus la valeur de toutes les oranges, 3,00 \$.

B. Les biens usagés

Le PIB ne recense que les biens et services produits au cours de la période à laquelle il se réfère. La valeur des voitures sorties des chaînes de montage pendant cette période en fait donc partie. Par contre, il n'inclut pas la valeur de revente d'une voiture de collection datant d'il y a cinquante ans. En effet, cette vente n'est rien d'autre qu'un transfert d'actif entre deux acteurs économiques, qui n'ajoute rien à la richesse globale de l'économie.

C. Comment traiter les stocks

Faisons l'hypothèse que l'entreprise de notre économie a un seul bien embauche des travailleurs pour produire davantage de pain, leur paye des salaires, mais ne peut ensuite vendre les pains supplémentaires. Comment cette transaction affecte-t-elle le PIB ?

La réponse dépend du sort réservé au pain non vendu. S'il moisit, le profit baisse à concurrence des salaires supplémentaires versés : l'entreprise a payé des salaires à ses travailleurs, mais n'a tiré aucun bénéfice de cette action. Celle-ci n'affectant ni la dépense, ni le revenu, elle laisse le PIB inchangé, l'excédent de salaire versé étant compensé par une baisse identique du produit. Si, au contraire, le pain rejoint le stock pour être vendu ultérieurement, la transaction revêt une nature différente. Dans ce cas, le profit ne baisse pas et l'on fait comme si les propriétaires de l'entreprise en cause avaient « acheté » ce pain pour le placer en stock. Dans ce cas, les salaires supplémentaires accroissent le revenu total, d'une part, et le pain supplémentaire qui rejoint les stocks accroît la dépense totale, et donc le PIB augmente.

Qu'advient-il plus tard, quand l'entreprise vend le pain qu'elle a placé en stock ? Cela ressemble fort au traitement des biens usagés décrit plus haut. À la dépense de ceux qui achètent le pain correspond le « désinvestissement » que constitue la sortie de stock, qui n'est rien d'autre qu'une dépense négative compensant exactement la dépense positive des acheteurs. Ainsi, cette transaction n'affecte pas le PIB.

En règle générale, lorsque les entreprises accroissent leurs stocks de biens, on considère que ceux-ci constituent un investissement en stocks, et on en tient compte à

la fois dans la dépense et dans le revenu. La production en vue de constitution de stocks accroît donc le PIB tout autant que la production en vue des ventes finales. Toutefois, une sortie de stock est à la fois une dépense positive (achat) et négative (désinvestissement), ce qui n'affecte pas le PIB. Ce traitement des stocks garantit que le PIB reflète bien la production courante de l'économie des biens et services.

D. Les biens intermédiaires et la valeur ajoutée

La plupart des biens sont produits en diverses étapes : les matières premières sont transformées en biens intermédiaires par une entreprise qui vend ces derniers à une autre entreprise, laquelle les transforme à son tour en produits finis. Comment devons-nous traiter ces diverses étapes de production dans le calcul du PIB ? Si, par exemple, un éleveur de bétail vend 150 grammes de viande à McDonald's pour 1,00 \$, et que McDonald's revend ensuite un hamburger à 3,00 \$: le PIB doit-il inclure à la fois le prix de la viande et celui du hamburger, soit un total de 4,00 \$ ou ne compter que le hamburger, soit 3,00 \$?

En fait, le PIB n'inclut que la valeur des biens finaux. Dans notre exemple, il recense le hamburger, mais non la viande et il augmente donc de 1,50 \$ et non de 4,00 \$. La raison en est que la valeur des biens intermédiaires est déjà comprise dans le prix de ces biens finaux. Ajouter à ceux-ci la valeur des biens intermédiaires conduirait à des doubles comptages : la viande apparaîtrait deux fois dans le PIB. Retenons donc que le PIB est la valeur totale des biens et services finaux produits par une économie.

La **valeur ajoutée** d'une entreprise est égale à la valeur de sa production diminuée de la valeur des biens intermédiaires qu'elle achète. Dans le cas du hamburger, la valeur ajoutée de l'éleveur s'élève à 1,00 \$ si l'on suppose qu'il n'achète pas de biens intermédiaires, et la valeur ajoutée de McDonald's est donc de 3,00 \$. La valeur ajoutée totale est égale à 1,00 \$ 2,00 \$ soit 3,00 \$. Pour l'ensemble de l'économie, la somme de toutes les valeurs ajoutées doit être égale à la valeur de tous les biens et services finaux. On peut donc dire que le PIB est également égal à la valeur ajoutée totale de toutes les entreprises présentes dans une économie.

E. Les services de logement et autres imputations

Même si la plupart des biens et services sont évalués à leurs prix du marché dans le calcul du PIB, il existe des biens et services qui ne sont pas vendus sur ce marché et ne peuvent donc avoir de prix de marché. Pour que le PIB inclue la valeur de tous les biens et services produits, il faut donc procéder à une estimation de la valeur de ces derniers biens et services. On parle alors d'une **valeur imputée**.

Les imputations jouent un rôle particulièrement important dans la détermination de la valeur du logement. Le locataire d'une maison achète en fait un service de logement qui procure un revenu au propriétaire. Beaucoup de gens, toutefois, sont eux-mêmes propriétaires de leur maison. Ils ne paient donc pas de loyer, tout en bénéficiant d'un service similaire à celui qu'achètent les locataires. C'est pour tenir compte des services

de logement dont bénéficient les propriétaires que le PIB inclut le « loyer » que ces propriétaires « se paient » à eux-mêmes. Ce revenu est bien entendu fictif. Pour l'évaluer, on estime le loyer qui prévaut sur le marché pour un logement similaire et on ajoute ce montant au PIB en tant que loyer imputé, et ceci tant au titre des dépenses des propriétaires que des revenus de ceux-ci.

Les imputations interviennent également dans l'évaluation des services publics. Ainsi, les pompiers, les policiers, ou encore l'ensemble des fonctionnaires rendent des services aux citoyens. Il est cependant difficile de mesurer exactement la valeur de tels services, car ils ne sont pas vendus sur un marché et n'ont donc pas eux non plus de prix de marché. La comptabilité nationale les ajoute au PIB en les évaluant sur la base de ce qu'ils coûtent. En fait, ce sont essentiellement les traitements des fonctionnaires qui sont utilisés comme mesure de la valeur de leur production.

Il arrive fréquemment qu'une imputation de ce type soit souhaitable, mais on y renonce pour des raisons de simplicité. Ainsi, tout comme le loyer imputé des logements occupés par leur propriétaire, il faudrait idéalement inclure dans le PIB le loyer imputé des propriétaires de voitures, des équipements de la maison, des bijoux et d'une série d'autres biens durables détenus par les ménages. En réalité, la valeur de tels services n'apparaît pourtant pas dans le PIB. S'y ajoutent la production et la consommation domestiques, qui ne passent jamais par le marché : par exemple, les repas préparés à la maison n'ont rien de différent des repas consommés dans un restaurant, mais pourtant la valeur ajoutée des repas à domicile n'apparaît pas dans le PIB.

Enfin, on n'impute pas non plus la valeur des biens et services vendus dans l'économie souterraine. On appelle *économie souterraine* la partie des activités économiques que les citoyens cachent à l'État, soit pour éluder l'impôt, soit en raison du caractère illégal de telles activités. La rémunération des travailleurs domestiques non déclarés fait souvent partie de la première catégorie, le trafic de drogue de la seconde. La taille de l'économie souterraine varie d'un pays à l'autre. Ainsi, aux États-Unis l'économie souterraine représente moins de 10 % de l'économie officielle, alors que dans certains pays en développement, comme la Thaïlande, le Nigeria et l'Égypte, elle est aussi importante que l'économie officielle.

Tant le caractère souvent approximatif des imputations que l'exclusion de nombreux biens et services du calcul du PIB font de celui-ci une mesure imparfaite de l'activité économique. Ceci rend particulièrement difficile la comparaison des niveaux de vie d'un pays à l'autre. L'ampleur de l'économie souterraine, notamment, n'est pas identique dans tous les pays. Par contre, pourvu que l'importance de toutes ces approximations demeure relativement constante dans le temps, le PIB reste utile pour comparer l'évolution de l'activité économique d'un pays d'une année sur l'autre.

2.1.3 Le PIB réel et le PIB nominal

En utilisant les règles décrites ci-dessus, les économistes calculent le PIB, qui évalue la quantité totale de biens et services produits par une économie. Mais le PIB est-il une bonne mesure du bien-être économique ? Reprenons le cas de l'économie ne produisant

que des pommes et des oranges. Le PIB y est la somme de la valeur de toutes les pommes et de toutes les oranges produites, soit :

$$\text{PIB} = (\text{Prix des pommes} \times \text{Quantité de pommes}) + (\text{Prix des oranges} \times \text{Quantité d'orange}) \quad (2.2)$$

Les économistes désignent sous le nom de **PIB nominal** la valeur des biens et services mesurée à prix courants. On peut noter que le PIB nominal peut augmenter aussi bien parce que les prix s'élèvent que parce que les quantités s'accroissent.

Il est facile de remarquer que, calculé de cette manière, le PIB n'est pas une bonne mesure du bien-être économique : il ne reflète pas de manière précise la mesure dans laquelle l'économie satisfait effectivement les besoins des ménages, des entreprises et des pouvoirs publics. Il suffit que tous les prix doublent sans que les quantités ne se modifient pour que le PIB soit multiplié par deux. Dans un tel cas, la capacité de l'économie à satisfaire la demande n'a nullement doublé, puisque la quantité de chacun des biens et services produits reste exactement la même.

Pour mesurer correctement le bien-être économique, il faut en fait apprécier la production de biens et services en neutralisant l'influence de la variation des prix. À cette fin, les économistes font appel au **PIB réel**, constitué par la valeur des biens et services mesurée à prix constants. En d'autres termes, le PIB réel reflète le volume de la production de la période courante, et non sa valeur, puisqu'il ne tient compte que de l'évolution, par rapport à l'année de référence, dite année de base des quantités produites, en supposant que les prix n'ont pas bougé.

Pour calculer ce PIB réel, on choisit donc une année de base, par exemple 2011. On additionne alors la valeur de tous les biens et services produits chaque année aux *prix de l'année de base* 2011. Dans notre économie de pommes et d'oranges, le PIB réel pour l'année 2009 serait :

$$\text{PIB} = (\text{Prix des pommes en 2011} \times \text{Quantité de pommes en 2011}) + (\text{Prix des oranges en 2011} \times \text{Quantité d'oranges en 2011}) \quad (2.3)$$

Le PIB réel pour l'année 2012 serait alors :

$$\text{PIB} = (\text{Prix des pommes en 2011} \times \text{Quantité de pommes en 2012}) + (\text{Prix des oranges en 2011} \times \text{Quantité d'oranges en 2012}) \quad (2.4)$$

et le PIB réel pour l'année 2013 serait :

$$\text{PIB} = (\text{Prix des pommes en 2011} \times \text{Quantité de pommes en 2013}) + (\text{Prix des oranges en 2011} \times \text{Quantité d'oranges en 2013}) \quad (2.5)$$

Les prix de 2011 sont utilisés pour calculer le PIB réel des trois années étudiées. Les prix étant ainsi maintenus constants, le PIB ne varie d'une année à l'autre que si les quantités se modifient. Dans la mesure où la capacité qu'a une société de satisfaire les besoins économiques de ses membres dépend en dernier ressort des quantités de biens et services produits, le PIB réel mesure plus correctement le bien-être économique que le PIB nominal.

2.1.4 Le déflateur du PIB

À partir du PIB réel et du PIB nominal, il est possible de calculer une troisième variable statistique : le **déflateur du PIB**. Le déflateur du PIB, également appelé *déflateur implicite des prix du PIB*, se définit comme suit :

$$\text{Déflateur du PIB} = \frac{\text{PIB nominal}}{\text{PIB réel}} \quad (2.6)$$

Le déflateur du PIB est donc le rapport du PIB nominal au PIB réel. Il reflète ce qui se passe au niveau général des prix dans une économie donnée.

Pour mieux comprendre le PIB nominal, le PIB réel et le déflateur du PIB, reprenons le cas de notre économie qui ne produit que du pain. Désignons par P le prix du pain et par Q la quantité vendue au cours d'une année. En toute année donnée, le PIB nominal est le nombre total de dollars dépensés pour acquérir du pain au cours de cette année, soit $P \times Q$. Le PIB réel est le nombre de pains produits au cours de la même année multiplié par le prix du pain au cours d'une année de base donnée. Si le prix du pain au cours d'une année de base est P_{base} , alors le PIB réel n'est autre que $P_{\text{base}} \times Q$. Le déflateur du PIB est le prix du pain pendant l'année courante par rapport au prix au cours de l'année de base, P/P_{base} .

Cette définition du déflateur du PIB nous permet de distinguer deux éléments au sein du PIB nominal : le premier mesure les quantités (PIB réel) et le second les prix (déflateur du PIB). On obtient donc :

$$\text{PIB nominal} = \text{PIB réel} \times \text{Déflateur du PIB} \quad (2.7)$$

Le PIB nominal mesure la valeur en monnaie courante (dollars, euros, etc.) de la production de l'économie. Le PIB réel mesure la quantité produite, soit la production évaluée aux prix constants de l'année de base. Le déflateur du PIB mesure le prix de l'unité caractéristique de production par rapport à son prix au cours de l'année de base. Cette équation peut également s'écrire de la manière suivante :

$$\text{PIB réel} = \frac{\text{PIB nominal}}{\text{Déflateur du PIB}} \quad (2.8)$$

Sous cette forme, on voit mieux d'où le déflateur tire son nom : on l'utilise pour extraire l'inflation du PIB nominal afin d'obtenir le PIB réel.

2.1.5 Les nouvelles mesures, à pondération en chaîne, du PIB réel

Nous avons jusqu'ici parlé du PIB réel comme si l'on conservait indéfiniment, pour le calculer, les prix tels qu'ils prévalaient au cours de l'année de base. S'il en était ainsi, ces prix vieilliraient considérablement d'année en année. Ainsi, on a assisté, aux États-Unis,

INFORMATION

Deux « astuces » arithmétiques permettant de travailler avec des variations en pourcentage

Pour manipuler un grand nombre de relations économiques, il existe une « astuce » arithmétique très utile : *la variation en pourcentage d'un produit de deux variables est approximativement égale à la somme des variations en pourcentage de chacune de ces variables.*

Pour voir comment cette « astuce » fonctionne, prenons un exemple. Appelons P le déflateur du PIB et Y le PIB réel. Le PIB nominal est alors $P \times Y$. Cette méthode nous dit que :

$$\begin{aligned} &\text{Variation en pourcentage de } (P \times Y) \\ &\approx \\ &(\text{Variation en pourcentage de } P) + (\text{Variation en pourcentage de } Y) \end{aligned}$$

Supposons par exemple qu'au cours d'une année donnée, le PIB réel soit égal à 100 et le déflateur du PIB égal à 2, et qu'au cours de l'année suivante, le PIB réel s'élève à 103 et le déflateur du PIB à 2,1. On calcule les variations du PIB et du déflateur du PIB : le PIB réel a augmenté de 3 % et le déflateur du PIB de 5 %. Le PIB nominal est passé de 200 au cours de la première année à 216,3 au cours de la deuxième année, soit un accroissement de 8,15 %. Vous remarquez que la croissance du PIB nominal (8,15 %) est approximativement égale à la somme de la croissance du déflateur du PIB (5 %) et de la croissance du PIB réel (3 %)¹.

La deuxième astuce arithmétique annoncée est en fait un corollaire de la première : *la variation en pourcentage d'un rapport est approximativement égale à la variation en pourcentage du numérateur diminuée de la variation en pourcentage du dénominateur.* Prenons à nouveau un exemple, en appelant Y le PIB et L la population, de sorte que Y/L désigne le PIB par habitant. Notre deuxième astuce nous dit que :

$$\begin{aligned} &\text{Variation en pourcentage de } (Y/L) \\ &\approx \\ &(\text{Variation en pourcentage de } Y) - (\text{Variation en pourcentage de } L) \end{aligned}$$

Supposons par exemple qu'au cours de la première année Y soit égal à 100 000 et L à 100, de sorte que Y/L est égal à 1 000 ; au cours de la deuxième année, Y s'élève à 110 000 et L à 103, et Y/L est alors égal à 1 068. Vous remarquez que la croissance du PIB par habitant (6,8 %) est approximativement égale à la croissance du revenu (10 %) diminuée de la croissance de la population (3 %).

¹ Note mathématique. La démonstration de l'efficacité de cette méthode commence par la règle de calcul infinitésimal :

$$d(PY) = YdP + PdY.$$

En divisant les deux membres de l'équation par PY , on obtient :

$$d(PY)/(PY) = dP/P + dY/Y.$$

Remarquons que les trois termes de cette équation sont des variations en pourcentage

au cours des dernières années, à une baisse sensible des prix des ordinateurs et à une augmentation tout aussi sensible du coût des études. Il n'est donc pas possible, pour évaluer la production d'ordinateurs et d'éducation, d'utiliser encore les prix tels qu'ils prévalaient il y a une dizaine ou une vingtaine d'années.

Pour résoudre ce problème, le Bureau d'Analyses Economiques aux États-Unis révisé régulièrement les prix utilisés pour calculer le PIB réel. Tous les cinq ans à peu près, on adopte une nouvelle année de base. Sur cette base, les prix sont alors maintenus constants pendant la période intercalaire pour mesurer les variations d'année en année de la production de biens et services, et ceci jusqu'à un nouveau changement d'année de base.

En 1995, le Bureau a annoncé une nouvelle méthode de traitement des changements d'année de base qui, en particulier, privilégie les mesures dites à *pondération en chaîne* du PIB réel. À l'aide de ces nouvelles mesures, l'année de base se modifie en permanence dans le temps : les prix moyens de 2011 et 2012 sont utilisés pour mesurer la croissance réelle du PIB entre 2011 et 2012 ; ceux de 2012 et 2013 mesurent la croissance réelle de 2012 à 2013 ; etc. Ces divers taux de croissance annuelle sont alors associés en une « chaîne » qui peut être utilisée pour comparer la production de biens et services au cours de toute paire d'années.

Cette nouvelle mesure à pondération en chaîne du PIB réel est meilleure que la mesure plus traditionnelle, car elle fait en sorte que les prix utilisés pour calculer le PIB réel sont régulièrement mis à jour. À toutes fins utiles, cependant, les écarts ne sont pas vraiment importants. Les deux types de mesure du PIB réel s'avèrent hautement corrélés. La raison en est que la plupart des prix relatifs se modifient lentement dans le temps. En conséquence, les deux mesures du PIB réel reflètent la même chose : les variations dans toute l'économie de la production de biens et services.

2.1.6 Les composantes de la dépense

Les économistes et les décideurs politiques ne se préoccupent pas uniquement de la production totale de biens et services d'une économie, mais également de la manière dont cette production est allouée entre diverses utilisations. La comptabilité nationale répartit le PIB entre quatre grands groupes de dépenses :

- consommation (C)
- investissement (I)
- dépenses publiques (G)
- exportations nettes (NX).

En désignant le PIB par la lettre Y , on obtient :

$$Y = C + I + G + NX \quad (2.9)$$

Le PIB est donc la somme de la consommation, de l'investissement, des dépenses publiques et des exportations nettes. Cette équation constitue ce que l'on appelle une

identité comptable, c'est-à-dire une équation qui est toujours vraie du seul fait de la manière dont ses variables sont définies. On l'appelle l'**identité comptable du produit national**.

La **consommation** est constituée de tous les biens et services achetés par les ménages. On y recense trois sous-catégories : des biens non durables, des biens durables et des services. Les biens non durables ont une durée de vie relativement brève : c'est le cas notamment de la nourriture et des vêtements. Les biens durables perdurent plus longtemps, tels les voitures et les appareils de télévision. Les services désignent quant à eux des prestations directement effectuées au bénéfice de consommateurs par des individus ou des entreprises, comme c'est le cas d'une coupe de cheveux ou d'une visite médicale.

L'**investissement** consiste à acheter des biens destinés à une utilisation future. On y recense également trois sous-catégories : l'investissement fixe des entreprises, l'investissement fixe résidentiel des ménages et l'investissement en stocks des entreprises.

INFORMATION

Qu'est-ce qu'un investissement ?

Le terme « investissement », comme d'autres termes utilisés par les macroéconomistes, suscite quelquefois un peu de confusion dans l'esprit des étudiants en macroéconomie. L'origine en est que ce qui paraît être un investissement du point de vue d'une personne donnée n'est pas nécessairement un investissement quand l'on considère l'ensemble de l'économie. La règle générale est que les achats qui réallouent des actifs existants entre acteurs différents ne constituent pas un investissement pour l'économie. Au sens des macroéconomistes, l'investissement doit créer un capital nouveau. Prenons comme exemple les deux événements suivants :

- Smith achète pour son propre usage une vieille maison victorienne.
- Jones construit pour son propre usage une maison contemporaine flambant neuve.

Comment calculer l'investissement total dans un tel cas ? Deux maisons, une seule maison ou pas de maison du tout ?

Face à ces deux transactions, le macroéconomiste ne retient comme investissement que la maison construite par Jones. En effet, la transaction effectuée par Smith ne crée aucun nouveau logement au niveau de l'ensemble de l'économie : elle ne fait que réallouer une capacité de logement existante. L'achat effectué par Smith est donc un investissement à ses propres yeux, mais celui-ci est compensé par un désinvestissement pour la personne qui lui a vendu la maison. Au contraire, Jones ajoute une nouvelle capacité de logement dans l'ensemble de l'économie : c'est pourquoi sa nouvelle maison est recensée au titre de l'investissement.

De même, considérons les deux événements suivants :

- Gates achète à Buffett 5 millions \$ d'actions IBM à la bourse de New York.
- General Motors vend au grand public 10 millions \$ de ses actions et en utilise la contrepartie pour construire une nouvelle usine automobile.

Dans les deux cas, on a un investissement de 10 millions \$. Dans le cadre de la première transaction, Gates investit en actions IBM et Buffett en désinvestit : il n'y a aucun investissement net pour l'économie dans son ensemble. Dans le cas de General Motors, au contraire, la société utilise une partie de la production de biens et services de l'économie pour accroître son stock de capital physique : on recense donc comme investissement sa nouvelle usine automobile.

L'investissement fixe des entreprises consiste en achats d'usines et d'équipements nouveaux par les entreprises. L'investissement résidentiel désigne l'achat par les ménages de nouveaux logements. Enfin, l'investissement en stocks représente un accroissement des stocks de biens détenus par les entreprises (en cas de réduction de stocks, on parle d'investissement en stocks négatif).

Les **dépenses publiques** désignent des biens et services achetés par les pouvoirs publics tant fédéraux que régionaux ou locaux. On y trouve des éléments aussi disparates que des équipements militaires, des autoroutes ou les services rendus par les fonctionnaires. En sont cependant exclus les transferts vers les ménages au titre notamment de la sécurité sociale. En effet, ces transferts ne font rien d'autre que redistribuer un revenu existant, en dehors de tout échange de biens et services. Il est donc normal qu'ils ne soient pas inclus dans le PIB.

Quant aux **exportations nettes**, elles rendent compte des échanges avec les autres pays. Les exportations nettes recensent la valeur de tous les biens et services exportés vers d'autres pays, diminuée de la valeur de tous les biens et services achetés dans ces pays. Si les exportations dépassent les importations, les exportations nettes sont positives. On parle alors d'excédent commercial. En revanche, si ce sont les importations qui dépassent les exportations, les exportations nettes sont négatives et on parle de déficit commercial. Les exportations nettes représentent donc les dépenses nettes effectuées par le reste du monde pour acquérir les biens et services produits par toute économie donnée, dépenses qui constituent une source de revenus pour les producteurs de cette économie.

ÉTUDE DE CAS 2-1 – Le PIB et ses composantes

En 2010, le PIB des États-Unis s'élevait à environ 14 500 milliards \$, chiffre si considérable qu'il semble dépasser tout entendement. Pour le comprendre quand même, nous allons le diviser par la population des États-Unis en 2010, qui était de 309 millions d'habitants. Ceci nous donne le PIB par habitant, soit la capacité de dépense moyenne de tout citoyen américain : il s'élevait à 47 050 \$ en 2010.

Comment les Américains ont-ils affecté ce PIB ? Le tableau 2.1 nous dit qu'ils en ont affecté à peu près les deux tiers, soit quelque 33 184 \$ par personne à leur consommation. L'investissement s'est élevé à 5 814 \$ par habitant et les dépenses publiques à 9 726 \$ par tête, dont 2 653 \$ ont été consacrés par l'État fédéral à des acquisitions au titre de la défense nationale.

L'américain moyen a acheté des biens importés de l'étranger pour une valeur de 7 633 \$ et produit des biens valant 5 959 \$ destinés à être exportés vers d'autres pays. Les exportations nettes des États-Unis ont donc été négatives. Percevant moins de recettes de l'étranger qu'ils n'y ont dépensé, les États-Unis ont dû financer la différence en empruntant à l'étranger (ou, en termes équivalents, en vendant à l'étranger une partie de leurs actifs). Ainsi, l'américain moyen a emprunté 1 674 \$ à l'étranger en 2010.

Tableau 2.1 *Le PIB et les composantes de la dépense : 2010*

	Total (milliards de dollars)	Par habitant (dollars)
Produit intérieur brut	14 527	47 050
Consommation	10 246	33 184
Biens non durables	2 302	7 454
Biens durables	1 086	3 516
Services	6 859	22 214
Investissement	1 795	5 814
Investissement fixe non résidentiel	1 390	4 502
Investissement fixe résidentiel	338	1 095
Investissement en stocks	67	217
Dépenses publiques	3 003	9 726
Fédérales	1 223	3 961
Défense	819	2 653
Hors défense	404	1 307
États et pouvoirs locaux	1 780	5 765
Exportations nettes	– 517	– 1 674
Exportations	1 840	5 959
Importations	2 357	7 633

Source : U.S. Department of Commerce.

2.1.7 Les autres mesures du revenu

La comptabilité nationale utilise une série d'autres mesures du revenu qui diffèrent légèrement du PIB. Il est important de connaître toutes ces mesures, car tant les économistes que les journalistes les utilisent fréquemment.

Pour expliciter la relation entre les diverses mesures du revenu, nous partons du PIB et nous lui ajoutons ou en déduisons certaines valeurs. Pour obtenir le *produit national brut* (PNB), nous ajoutons au PIB les revenus des facteurs (salaires, dividendes, intérêts, loyers) reçus du reste du monde et nous en soustrayons les revenus de même nature versés au reste du monde.

$$\text{PNB} = \text{PIB} + \left(\begin{array}{c} \text{Revenus des facteurs} \\ \text{en provenance} \\ \text{du reste du monde} \end{array} \right) - \left(\begin{array}{c} \text{Revenus des facteurs} \\ \text{versés} \\ \text{au reste du monde} \end{array} \right) \quad (2.10)$$

Le PIB mesure le revenu total gagné *sur le territoire d'un pays*. Il comprend donc le revenu gagné sur ce territoire par des non-résidents, mais non celui que gagnent à l'étranger des résidents du pays considéré.

Le PNB mesure le revenu total gagné *par les résidents d'un pays*. Il comprend donc le revenu gagné à l'étranger par les résidents de ce pays, mais non celui que gagnent sur le territoire de celui-ci des non-résidents. En d'autres termes, le loyer que perçoit un résident japonais propriétaire d'un immeuble à New York est comptabilisé dans le produit intérieur brut américain (il est gagné sur le territoire des États-Unis). Mais comme ce loyer est un revenu versé au reste du monde, il n'est pas comptabilisé dans le produit national brut américain. Il le sera dans le produit national brut japonais (il est gagné par un résident japonais et donne lieu à un paiement au reste du monde, en l'occurrence le Japon).

Aux États-Unis, les revenus de facteurs provenant de l'étranger et les revenus de facteurs payés à l'étranger sont tous deux proches de 3 %. Il y a donc peu de différence entre PNB et PIB. L'écart peut cependant être plus important dans le cas de pays dont l'investissement net à l'étranger et/ou la part de la population résidant à l'étranger sont élevés, ou qui, au contraire accueillent sur leur territoire de nombreux résidents et/ou investissements étrangers.

Un troisième concept utilisé par la comptabilité nationale est le *produit national net (PNN)*. On l'obtient en déduisant du PNB l'amortissement, qui mesure la perte annuelle de valeur du stock de capital existant (usines, équipements, infrastructures, immeubles résidentiels, etc.) sous l'effet de l'usure ou de l'obsolescence.

$$\text{PNN} = \text{PNB} - \text{Amortissements} \quad (2.11)$$

Dans la terminologie de la comptabilité nationale, les amortissements correspondent à la *consommation de capital fixe* : c'est la perte de valeur annuelle du stock de capital. Aux États-Unis, elle représente quelque 10 % du PNB et constitue un coût économique, puisque le maintien de la capacité de production exige que des ressources soient affectées au remplacement de la partie amortie du capital. Sa soustraction permet donc de mesurer le résultat net de l'activité économique.

Le produit national net est approximativement égal à une autre mesure appelée le *revenu national* qui mesure ce qu'ont conjointement gagné tous les membres d'une économie. La différence minime entre ces deux mesures statistiques s'appelle *divergence statistique* qui découle du fait que les différentes sources de données utilisées peuvent ne pas être entièrement cohérentes.

La comptabilité nationale distingue six composantes au sein du revenu national, en fonction de leur origine. On indique ci-dessous ces six composantes ainsi que la part du revenu national que chacune d'entre elles représente aux États-Unis :

- *les rémunérations des salariés* (63 %) : salaires, traitements et autres revenus professionnels des travailleurs salariés ;
- *les revenus des entrepreneurs individuels* (8 %) : revenus des indépendants et des professions libérales ;
- *les revenus de la propriété des particuliers et de l'État* (3 %) : loyers perçus par les propriétaires immobiliers, y compris les loyers imputés que « se paient » à

eux-mêmes les propriétaires de leur propre maison, diminués des dépenses au titre notamment de l'amortissement ;

- *les bénéfices réservés aux entreprises* (14 %) : revenus des entreprises après paiement de leurs travailleurs et de leurs créanciers ;
- *les intérêts nets* (4 %) : intérêts payés moins intérêts perçus sur le territoire national, plus intérêts perçus du monde extérieur.
- *les impôts indirects liés à la production* (8 %) : certaines taxes liées à la production comme la TVA. Ces prélèvements introduisent un écart entre ce que paye le consommateur pour obtenir un bien ou un service et le revenu effectif de l'entreprise vendeuse.

Une série d'autres ajustements nous font passer du revenu national au *revenu personnel*, qui désigne les revenus perçus par les ménages et les entrepreneurs individuels au sein de l'économie. Quatre de ces ajustements revêtent une importance particulière. Tout d'abord, nous devons soustraire les impôts indirects liés à la production, car ceux-ci ne font pas partie des revenus des entreprises. Ensuite, nous soustrayons du revenu national ce que gagnent les entreprises, mais qu'elles ne dépensent pas, soit qu'elles le conservent au titre de bénéfices réservés, soit qu'elles le paient sous forme d'impôts et taxes à l'État. À cette fin, on soustrait les bénéfices des entreprises, égaux à la somme des taxes sur les entreprises, des dividendes et des bénéfices réservés, et on ajoute ensuite les dividendes. Troisièmement, nous augmentons le revenu national des transferts nets effectués par les pouvoirs publics. Ceci revient à ajouter les transferts publics vers les ménages et à soustraire les cotisations sociales payées par ceux-ci. Quatrièmement, nous ajoutons les intérêts perçus par les ménages plutôt que ceux que paient les entreprises. Pour ce faire, on ajoute les revenus d'intérêt personnels et on soustrait les intérêts nets. L'écart entre les intérêts personnels et les intérêts nets s'explique en partie par les intérêts sur la dette publique. Le revenu personnel se présente donc comme suit :

$$\begin{aligned}
 \text{Revenu personnel} &= \text{Revenu national} \\
 &\quad - \text{Impôts indirects liés à la production} \\
 &\quad - \text{Bénéfices des entreprises} \\
 &\quad - \text{Cotisations de sécurité sociale} \\
 &\quad - \text{Intérêts nets} \\
 &\quad + \text{Dividendes} \\
 &\quad + \text{Transferts publics aux ménages} \\
 &\quad + \text{Revenus d'intérêt personnels}
 \end{aligned} \tag{2.12}$$

Enfin, si nous soustrayons l'impôt des personnes physiques et certains prélèvements non fiscaux (tels que tickets de parking), nous obtenons le *revenu personnel disponible* :

$$\left(\begin{array}{c} \text{Revenu personnel} \\ \text{disponible} \end{array} \right) = \text{Revenu personnel} - \left(\begin{array}{c} \text{Impôts sur les personnes physiques} \\ \text{et prélèvements non fiscaux} \end{array} \right) \tag{2.13}$$

Le revenu personnel disponible désigne donc les revenus dont disposent les ménages et les entrepreneurs individuels une fois qu'ils se sont acquittés de leurs obligations fiscales.

2.1.8 Les ajustements saisonniers

Comme le PIB réel et les autres mesures du revenu représentent les performances d'une économie, les économistes sont intéressés par l'analyse trimestrielle des fluctuations de ces variables. L'évolution du PIB réel et des autres mesures du revenu en cours d'année suit en effet une évolution régulière que l'on qualifie de « saisonnière ». Ainsi, la production de l'économie augmente régulièrement en cours d'année pour atteindre un sommet au quatrième trimestre (octobre, novembre et décembre), et retomber ensuite au premier trimestre (janvier, février et mars) de l'année suivante. Ces variations dites « saisonnières » ne sont pas négligeables. Ainsi, du dernier trimestre d'une année donnée au premier trimestre de l'année suivante, le PIB réel baisse d'environ 8 %².

Il n'y a rien d'étonnant à ce que le PIB réel fluctue avec les saisons. Certaines variations sont attribuables à des changements dans nos capacités à produire : par exemple, il est plus difficile de construire des maisons en hiver qu'au printemps, ou encore, nous achetons plus de vêtements en vue des vacances et plus de cadeaux à l'époque de Noël.

Pour connaître les tendances fondamentales d'une variable économique telle que le PIB, les économistes doivent en éliminer la part des fluctuations attribuable aux variations saisonnières prévisibles. La plupart des statistiques économiques publiées dans les magazines ou journaux sérieux tiennent compte de ces *ajustements saisonniers*. Les statisticiens ont déjà ajusté les données pour en éliminer les variations saisonnières régulières. Par conséquent, lorsqu'on observe une hausse ou une baisse du PIB réel ou toutes autres séries de données, on doit regarder au-delà du cycle saisonnier pour expliquer ces variations.

2.2 LA MESURE DU COÛT DE LA VIE : L'INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION

Il n'est pas possible d'acheter aujourd'hui autant avec un dollar qu'il y a vingt ans : le coût de pratiquement toute chose a augmenté. Cette hausse du niveau général des prix s'appelle *inflation*. Ce phénomène constitue une des principales préoccupations des économistes et des décideurs politiques. Les chapitres qui suivent reviendront de manière approfondie sur les causes et les impacts de l'inflation. Nous nous contentons ici d'étudier comment les économistes mesurent les variations du coût de la vie.

2 Robert B. Barsky et Jeffrey A. Miron, « The Seasonal Cycle and the Business Cycle », *Journal of Political Economy* 97 (June 1989) : 503–534.

2.2.1 Le prix d'un panier de biens et de services

La mesure la plus usuelle du niveau des prix est l'**indice des prix à la consommation (IPC)**. Il est calculé par les instituts de statistique des divers pays. Aux États-Unis, c'est le Bureau of Labor Statistics (BLS), un des services du U.S. Department of Labor, qui s'en occupe. La première tâche consiste à collecter les prix de milliers de biens et de services. On a vu que le PIB traduit les quantités et les prix d'une multitude de biens et services en un seul chiffre qui mesure la valeur de la production. De même, l'IPC synthétise les prix de tous ces biens et services en une seule mesure du niveau général des prix.

On pourrait, à cette fin, calculer la moyenne de tous les prix. Ceci reviendrait, cependant, à mettre tous les biens et services sur le même pied. Or le consommateur moyen achète plus de poulets que de caviar et, en conséquence, le prix du poulet devrait avoir au sein de l'IPC une pondération supérieure à celle du caviar. Il est donc important que le prix de chaque bien ou service donné retenu dans l'indice des prix à la consommation soit pondéré par la quantité de ce bien ou service achetée par le consommateur moyen. Si cela est fait, l'indice des prix à la consommation mesure correctement le prix d'un panier donné de biens et de services en toute année courante par rapport au prix du même panier en année de base.

Si, par exemple, le consommateur représentatif achète 5 pommes et 2 oranges chaque mois, son panier de biens est donc de 5 pommes et de 2 oranges. L'indice des prix à la consommation se calcule alors comme suit :

$$\text{IPC} = \frac{(5 \times \text{Prix courant des pommes}) + (2 \times \text{Prix courant des oranges})}{(5 \times \text{Prix des pommes en 2011}) + (2 \times \text{Prix des oranges en 2011})} \quad (2.14)$$

Dans notre exemple, l'année de base de l'IPC est 2011. L'indice nous dit donc combien il en coûte aujourd'hui d'acheter 5 pommes et 2 oranges par rapport à ce qu'il en coûtait en 2011 pour acheter le même panier de fruits.

S'il fait l'objet d'une attention particulière, l'indice des prix à la consommation n'est pas la seule mesure de l'évolution des prix. Ainsi, l'indice des prix à la production mesure également l'évolution des prix d'un panier caractéristique de biens, la seule différence étant que ce panier est acquis non plus par des consommateurs, mais par des entreprises. Il existe en outre des indices de prix plus spécialisés, qui suivent l'évolution des prix de biens particuliers tels que denrées alimentaires, logements ou produits énergétiques.

L'*inflation sous-jacente* (parfois appelée *core inflation*) est également une mesure de l'évolution des prix à la consommation d'un panier de biens dont on a retiré certains éléments extrêmement fluctuants comme les matières premières agricoles ou énergétiques. Elle est parfois considérée comme une meilleure mesure de l'inflation.

2.2.2 Indice des prix à la consommation et déflateur du PIB

Nous avons mentionné plus tôt dans ce chapitre une autre mesure des prix, le déflateur implicite des prix du PIB, que nous avons défini comme étant le rapport du PIB nominal

INDEX

A

- Abel, Andrew B. 286
- absence
 - de neutralité à court terme 466
 - de rivalité 647
 - d'exclusion 647
- absentéisme 221
- accélération de l'inflation 475, 458, 613
- accompagnement d'un choc d'offre négatif 344
- Accord de Libre Échange Nord-Américain (ALENA) 433
- accroissement
 - de l'apport du facteur travail à la production 278
 - des dépenses publiques en biens et services 360
 - des encaisses monétaires réelles 381
 - des encaisses réelles 421
- accumulation
 - de capital 286, 578
 - de capital humain 282
 - de la dette publique 675
 - des facteurs 282
 - du capital 190, 239, 241, 253, 262, 288, 296, 297, 302, 323, 510, 580, 624
 - du capital dicté par la règle d'or 265
 - du capital par travailleur 263
 - du stock de capital 285
 - et la répartition du capital 677
 - optimale du capital 262
- Acemoglu, Daron 291, 292
- acquisition
 - de biens de capital 586
 - d'emploi 209, 233
- acteurs économiques 58, 59
- actif 109
 - « liquide » 366 disponible 99
 - financier 435
 - immobilisé de l'État 630
 - liquide 402
 - risqué 110, 402
- action 581, 584, 655
- actionnaire 675
- actions cachées 658
- activité d'intermédiation 402
- actualisation 543
- affaiblissement de la demande agrégée de biens et services 627
- affectation de l'investissement de l'économie 287
- Afrique
 - du Sud 143, 186
 - subsaharienne 276
- agence de notation Standard & Poor's 627
- agences de notation 667
- agents rationnels 612
- Aghion, Philippe 301, 463
- agréats
 - macroéconomiques 508, 514
 - monétaires 104, 114
- AIG 663, 671
- ajustées par l'inflation 325
- ajustement
 - de la politique monétaire 613
 - de l'offre de monnaie 425
 - des anticipations 684
 - des anticipations relatives au niveau des prix 466
 - par les stocks 329
 - saisonniers 39
 - vers l'équilibre keynésien 355
- Akerlof, George 16, 144, 457
- aléa moral 658, 659, 673, 677
- aléas du futur 654
- Alesina, Alberto 232, 361, 615, 616
- Aliber, Robert Z. 668
- allègements fiscaux 360
- Allemagne 122, 134, 146, 158, 218, 226, 227, 230, 231, 240, 250, 252, 270, 282, 294, 428, 437, 615, 616, 625, 676
- Allemagne de l'Ouest 294
- allocation
 - de chômage 223, 227, 228, 229, 669, 685
 - des ressources 140, 435
 - des ressources financières 677
 - des ressources rares 290

optimale des ressources 659
amortissement 37, 244, 245, 246, 263
 du capital 263
 stationnaire 254
anatomie d'une crise 662, 666
Ando, Albert 552, 556
Angeletos, George-Marios 564
Angell, Norman 102
Angleterre 300
anticipation 610, 621, 622
 adaptative 469, 476, 497, 503
 d'inflation 496, 509, 511, 526, 527, 607, 648
 de change 430
 de l'inflation future 469, 470, 495, 497, 519
 de revenus futurs 562
 des agents privés 610
 du taux d'inflation 495
 inflationniste 517
 passée de l'inflation 496
 rationnelle 476, 478, 481, 561, 562, 606, 621, 688
antisélection 220
appréciation 176, 420
 de la monnaie nationale 422, 494
 du taux de change 184, 191, 420
 du taux de change réel 183
apprentissage 215
approche
 économique de la « monnaie » 122
 ricardienne 636, 638, 640, 641, 649, 689
 traditionnelle de la dette publique 633, 638, 639, 641, 649
 traditionnelle des réductions fiscales 638
arbitrage
 à court terme entre inflation et chômage 473, 474, 477, 480, 607
 entre inflation et chômage 611, 620, 683, 684
 entre la variabilité de la production et la variabilité de l'inflation 521, 522, 523, 524, 530
arbitragistes 186, 187, 424, 426, 427
Ardagna, Silvia 361
Argentine 44, 130, 439
Armendáriz, Beatriz 661
Arpanet 290
aspects dynamiques des fluctuations économiques de court terme 495
assouplissement quantitatif 114
assurance
 anticrise 675
 chômage 208, 212, 213, 214, 222, 223, 233, 624
asymétrie
 d'information 657, 658, 659, 677
 informationnelle 677
Aten, Bettina 252, 267
Atkeson, Andrew 636
attaque
 spéculative 438, 439
 terroriste 387

augmentation
 de la demande de monnaie 422
 des coûts de soins de santé 628
 des dépenses 361
Austen, Jane 57
Australia 267
Australie 143, 164, 186, 218, 270, 291, 614, 616, 625, 626
Autorité Bancaire Européenne (ABE) 675
autres mesures du revenu 36
avantage
 comparatif 283
 des obligations indexées 647
 et inconvénients des divers systèmes de taux de change 436
averse au risque 656
aversion pour le risque 142
A. Woodbury, Stephen 214
ayant un emploi 45

B

baby-boom 294, 475, 563, 689
Bagehot, Walter 676
bailout 403
baisse
 de confiance 663, 677
 des dépenses publiques 629
 des impôts 169, 380
 des prix de l'immobilier 654
 des recettes fiscales 627
 du multiplicateur monétaire 115
 du taux de change 433
balance
 commerciale 161, 162, 164, 165, 167, 168, 169, 173, 178, 182, 183, 191, 423, 451
 commerciale bilatérale 164
 des biens et services 161
Ball, Laurence 464, 473, 479
Bangladesh 240, 660
Bank of America 671
banque 105, 108, 656, 677
 centrale 98, 102, 105, 110, 112, 117, 127, 366, 370, 383, 384, 385, 404, 416, 420, 421, 424
 centrale américaine (Fed) 115, 387, 425, 472, 499, 501, 524, 671
 Centrale Européenne (BCE) 98, 133, 437, 524, 676
 d'Angleterre 98, 676
 d'investissement 667, 674
 du Japon 98
 mondiale 240, 268
 parallèles (Shadow Banks) 670, 672, 673
Barro, Robert 87, 223, 282, 312, 620, 640
Barsky, Robert B. 39, 135
base monétaire 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118
Baum, L. Frank 143
BCE 524, 525

- Bear Stearns 663, 664, 671, 672
 - Becker, Gary 361
 - Belgique 218, 616, 625
 - bénéfices 38, 69, 70
 - des sociétés 579, 635
 - réservés aux entreprises 38
 - Benjamin, Daniel K. 87
 - Bernanke, Ben 396, 614
 - Bernheim, B. Douglas 641, 638
 - Biélorussie 128, 130
 - bien-être économique 29, 30, 138, 253, 285, 536, 609, 689
 - bien public ou collectif 647
 - biens
 - d'investissement 78
 - durables 34, 402
 - finaux 28
 - intermédiaires 28
 - non durables 34, 560
 - normaux 548
 - usagés 27
 - Big Mac 188
 - bilan 105
 - simplifié d'une banque 109
 - Billion Prices Project 44
 - bimétallisme 142
 - Blanchard, Olivier J. 232, 480
 - Blinder, Alan S. 139, 327, 328, 329, 484
 - BLS aux États-Unis 48, 49
 - bons du Trésor américain 439
 - boom immobilier 402
 - Bordo, M.D. 87
 - Bossons, John 556
 - Bourse 387, 581, 582, 583, 593, 659
 - Bragg, William 491
 - Breit, William 17
 - Brésil 134, 158, 240, 267
 - Bretton Woods 436
 - brevets 292, 298
 - Brown, Charles 216
 - Brown, E. Cary 396
 - Brumberg, Richard 552
 - Brunner, Karl 394
 - Bryan, William Jennings 143
 - Buchanan, James 645
 - budget
 - de l'État 80
 - de l'État fédéral 172, 628
 - équilibré 643
 - budgétisation avec compte de capital 631
 - bulle
 - boursière 515
 - spéculative 401, 662, 677, 687
 - spéculatives des prix d'actifs 687
 - Bulow, Jeremy I. 221
 - Bureau
 - d'Analyses Economiques (Bureau of Economic Analysis) 23, 33
 - du Budget du Congrès (Congressional Budget Office) 628
 - of Labor Statistics 40, 45, 208, 217, 225
 - Burundi 253, 267
 - Bush, Georges W. 5, 360, 413, 580, 627, 639
 - Business Cycle Dating Committee 319
- ## C
- Cagan, Phillip 154
 - caisse d'émission 439
 - calcul
 - du PIB 26
 - infinitésimal 32
 - Calibration 514
 - Calvo, Guillermo 461
 - Campbell, John Y. 563, 648
 - Campillo, Marta 615
 - camps nazis de prisonniers de guerre 100
 - Canada 158, 166, 186, 218, 267, 292, 294, 295, 433, 614, 616, 625
 - capacité productive de l'économie 682
 - capital 60, 68, 91, 265
 - correspondant à l'état stationnaire 265, 633
 - humain 74, 175, 282, 283, 284, 288
 - obsolète 580
 - par travailleur efficace 278
 - physique 288, 297
 - propre 108
 - public 287
 - réglementaire 118
 - capitalisation boursière 434
 - capitalisme des copains 435
 - caractéristiques cachées 658
 - Card, David 216
 - Carlin, George 623
 - Carlyle, Thomas 207
 - Carter, Jimmy 5, 622
 - cartes de crédit 104, 341, 386
 - causes
 - de l'hyperinflation 145
 - du chômage 91
 - du chômage frictionnel 212
 - Cavallo, Alberto 44
 - cercle vicieux 402, 435, 666, 677
 - C. Fair, Ray 604
 - Chamley, Christophe 636
 - Chari, V. V. 636
 - chèques personnels 103
 - Chili 158
 - Chine 130, 158, 163, 164, 174, 240, 268, 293, 413, 423, 440, 441
 - choc
 - d'offre 470, 497, 511, 512, 521, 522
 - d'offre inflationniste 523
 - d'offre négatif 343, 684
 - d'offre positif 345, 474, 478, 521
 - d'offre temporaire 515
 - de demande 315, 341, 503, 516, 527
 - de demande aléatoire 493
 - négatif sur la demande agrégée 668

- néгатif sur l'économie 475
 - ponctuel sur la courbe de Phillips 503, 511
 - positif de demande 515, 517, 526
- chocs 340, 378, 388, 401, 601, 602, 607, 613, 683, 686, 687
 - aléatoires 557
 - budgétaires 494, 507
 - dans le modèle IS-LM 386
 - de prix 342
 - d'offre 344, 467, 471, 480, 511, 523, 528, 684
 - d'offre exogènes 496
 - d'offre négatifs 342
 - d'offre ou de demande 600
 - d'offre positifs 342
 - d'offre sur l'inflation 497
 - exogènes 386, 502, 508, 514, 515
 - récessifs 404
 - sur la courbe IS 386, 388, 394
 - sur la courbe LM 386, 388, 389, 396
 - sur la demande agrégée 341
 - sur la demande et sur l'offre agrégées 347
 - sur la monnaie 458
 - sur l'offre agrégée 342, 469
- Choi, James J. 565
- choix intertemporel 541
- chômage 7, 45, 60, 207, 208, 209, 210, 322, 345, 403, 467, 601
 - aux États-Unis 322, 471
 - conjoncturel 467, 470, 476, 480, 497
 - de court terme 222, 233
 - de longue durée 222, 223, 233, 480
 - de longue durée aux États-Unis 222
 - des jeunes 215, 216
 - en Europe 226, 227
 - frictionnel 211, 212, 213, 221, 232, 233, 479
 - massif 400
 - structurel 214, 221, 232, 233, 480
- ciblage
 - de l'inflation 613, 614
 - du PIB nominal 613
- cible d'inflation 500, 503, 518, 614, 688
- Cipolla, Carlo M. 70
- circuit économique 23, 24, 58, 59, 62, 76, 81, 90
- Citygroup 664
- Clarida, Richard 528
- Clark, John Bates 317
- Clinton, Bill 580, 622
- Cobb, Charles 71
- Cobb-Douglas 175
- CoCo Bonds 674
- codes français napoléoniens 291
- coefficient
 - d'encaisses 110, 111, 115, 118
 - de réserves 106, 107, 110, 111, 113, 115, 116, 118
 - de réserves minimal 113
 - de sacrifice 473, 475, 477, 478, 480, 532, 606, 688
 - de sacrifice en termes de chômage 476
- cold-turkey 476
- collatéral 112
- colonies 291
- Colosio, Luis Donaldo 433
- comité de conjoncturalistes 319
- Comités du budget de la Chambre et du Sénat aux États-Unis (CBO) 600, 628
- commerce international 284, 634
- comportement
 - « moutonniers » 585
 - du consommateur 76, 535, 552, 556
- composante
 - de la dépense 33, 36
 - du PIB 76, 572
- comptabilité
 - de la croissance (growth accounting) 305
 - nationale 23, 29, 36, 37, 50, 125
- comptes
 - à vue 108
 - d'épargne 103
- concours de beauté de Keynes 583
- concurrence 63, 70
 - parfaite 339, 459
- conditions
 - d'accès au crédit sur le marché financier 592
 - d'accès aux crédits 591, 593
 - de travail 218, 233
- conduite
 - de la politique monétaire 611
 - des politiques monétaire et budgétaire 602
- Conference Board 324
- confiance des consommateurs 472, 661
- Congrès américain 98, 360
- conjoncture
 - économique 496
 - économique à court terme 339
- Conseil Consultatif Indépendant sur les Paiements (IPAB) 628
- consommateurs rationnels 638
- consommation 33, 34, 36, 50, 58, 59, 76, 80, 82, 88, 90, 91, 160, 167, 244, 245, 414, 536, 538
 - autonome 375, 538
 - correspondant à l'état stationnaire 254, 255, 258, 265
 - courante des ménages 541, 543, 606
 - de biens et services 159
 - de capital fixe 37
 - du revenu courant 548
 - fonction de 536
 - par travailleur efficace 280
 - publique 58, 169
 - stationnaire 254, 259
- Consumer Financial Protection Bureau 674
- Continental Illinois 671
- contingement 182, 422, 428
- contrainte
 - budgétaire 542, 544, 546
 - budgétaire intertemporelle 541, 542, 544, 566
 - de liquidité 550
 - de rationnement du crédit 550, 638

- de financement 586, 592
- financières 593
- contrats
 - implicites 329
 - nominaux explicites 329
- contrôle
 - de l'offre de monnaie 113
 - des coûts 628
 - des naissances 268
- convergence 281
 - conditionnelle 282
- Coolidge, Calvin 153
- Corée du Sud 186, 218, 253, 267, 284, 310, 434
- core inflation 40
- corn laws 642
- corrélation 128
- corruption 253, 283, 682
 - du système bancaire 435
- Costa Rica 267
- Cote d'Ivoire 267
- Council of Economic Advisors 359
- courbe
 - de demande 11
 - de demande agrégée 331, 332, 333, 335, 336, 337, 346, 351, 372, 378, 389, 390, 391, 442, 458, 459, 470, 506, 508, 516
 - de demande agrégée dynamique 505, 506, 508, 521, 526
 - de demande de biens et services 505
 - de demande de facteurs 62
 - de demande d'encaisses réelles 370
 - de Phillips 458, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 476, 480, 496, 497, 503, 504, 519, 611, 620, 621
 - de Phillips avec anticipation adaptative 478, 479
 - de Phillips de court terme 473, 477, 684, 688
 - de Phillips originelle augmentée des anticipations d'inflation et des chocs d'offre exogènes 496
 - des exportations nettes 423, 428
 - d'indifférence 549
 - d'investissement 579
 - d'offre 11
 - d'offre agrégée 346, 372, 458, 463, 464, 467, 468
 - d'offre agrégée à long terme 334
 - d'offre agrégée de court terme 336, 337, 343, 459, 464, 465, 467, 468, 480
 - d'offre agrégée de long terme 337
 - d'offre agrégée dynamique 504, 505, 516
 - d'offre agrégée horizontale 335
 - d'offre agrégée verticale 334
 - d'offre de facteurs 62
 - IS 351, 352, 362, 363, 364, 365, 371, 372, 373, 378, 379, 381, 384, 386, 387, 390, 392, 394, 396, 402, 405, 414, 415, 416, 419, 422, 426, 428, 431, 442, 450, 451, 454, 494, 664
 - LM 351, 364, 369, 370, 371, 378, 381, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 392, 393, 396, 397, 415, 417, 419, 426, 427, 428, 431, 442, 453, 454
- courbes
 - d'indifférence 545, 546, 548
 - d'offre et de demande agrégées 333
 - IS et LM 373, 387, 388
- cours
 - boursiers 582
 - des actions 581, 582, 584
- courtiers en hypothèques 667
- coût
 - d'acquisition du capital 580
 - de détention de capital 575
 - de financement des institutions financières 675
 - de la désinflation 688
 - de la détention de monnaie 136
 - de la vie 39, 41, 44
 - de l'emprunt 89
 - de l'inflation 139, 140, 687
 - de réduction de l'inflation 688
 - de remplacement du capital 580, 582
 - de remplacement du capital amorti 578
 - de transaction 101
 - de variation des prix relatifs 150
 - d'opportunité de la détention de monnaie 366
 - d'opportunité de la détention de stocks 591
 - du capital 64, 575, 576, 579
 - en chaussures de l'inflation 140
 - historique 580
 - marginal 460
 - marginal constant 329
 - réel du capital 577
 - social du prélèvement fiscal 644
 - social total des impôts 644
- coûts associés à la non-indexation des systèmes fiscaux 688
 - de catalogue 329
 - de chaussures 150, 688
 - de l'ajustement de prix 329
 - de l'hyperinflation 144
 - de l'inflation 620
 - de l'inflation anticipée 139
 - de l'inflation et de la désinflation 689
 - de l'inflation non anticipée 141
 - de menu 140, 145, 150, 688
 - d'usure des chaussures 144
 - du travail 64
 - marginiaux 496, 527
 - respectifs de l'inflation et de la désinflation 687
 - sociaux de l'inflation 138, 688
- couverture
 - intégrale 213
 - partielle 213
- crainte de l'inflation 532
- crédibilité 607
 - des autorités monétaires 529
 - du secteur public 612

credit
 crunch 339, 664
 Default Swaps (CDS) 671

crédits
 d'impôt en faveur des investissements 216, 580
 hypothécaires 401, 663
 immobiliers à long terme 401

creux 319, 320

crise
 de confiance 115, 402, 435
 de liquidité 669
 des dettes souveraines 675
 économique 654
 économique de 2008-2009 501
 financière 115, 208, 295, 400, 402, 434, 472, 525, 560, 661, 662, 663, 665, 666, 668, 669, 676, 677, 687
 financière de 2008-2009 7, 350, 400, 403, 624, 649, 664, 667, 668, 671, 672, 673, 674, 675
 financière internationale 433, 434
 systémique 403

critique de Lucas 606, 607

croissance
 de la masse monétaire 129
 de la productivité 75
 de l'offre de monnaie 683
 démographique 241, 262, 263, 264, 266, 267, 323, 510
 du PIB réel 360
 du PIB réel aux États-Unis 320
 économique 74, 239, 250, 265, 275, 283, 285, 288, 291, 292, 293, 294, 305, 319, 361, 536, 654, 659, 677
 économique à long terme 289, 297, 494, 510, 654
 économique durable 262
 endogène 297, 302
 équilibrée 281
 monétaire 128, 129, 130, 470, 609, 613

Croix-Rouge 100

Currency Boards 438, 439

Current Population Survey (CPS) 45, 48, 217

cycle
 conjoncturel 318, 319, 322, 492, 562, 632
 de vie 555
 de vie de Modigliani 540
 électoral 610

D

Danemark 186, 267, 428, 616

Data Resources Incorporated 385

David Romer 284

décélération de l'inflation 470

décisions d'investissement des entreprises 606

déductibilité fiscale 579, 580, 592, 593, 668

défaillance du marché 647

défaut
 de coordination 328, 329
 de paiement 435

déficit
 budgétaire 58, 80, 287, 623, 624, 627, 631, 633, 636, 641, 643, 644, 646
 budgétaire américain 624, 669, 689
 budgétaire corrigé des variations conjoncturelles 632
 budgétaire de plein emploi 632
 budgétaire fédéral 627
 commercial 162, 163, 165, 169, 171, 172, 183, 191
 commercial des États-Unis 172
 public américain 669

déficits budgétaires 477, 612, 625, 628, 638, 642, 647, 689

commerciaux 172

jumeaux 172

publics 675

déflateur
 du PIB 8, 31, 32, 40, 41, 42, 127, 478
 implicite des prix 31, 75

déflation 6, 400, 428, 472, 614
 anticipée 398, 399
 déstabilisatrice 399

dégrèvements fiscaux 292

délai
 externe 602
 interne 602

demande 12, 654
 agrégée 330, 341, 342, 343, 349, 360, 377, 378, 403, 412, 466, 472, 473, 479, 536, 539, 559, 601, 613, 649, 668, 677, 682, 683, 684
 agrégée à court terme 289
 agrégée de biens et services 582, 654, 682
 constante d'encaisses monétaires réelles 331
 de biens d'investissement 89
 de biens et services 59, 80, 82, 83, 85, 90, 242, 329, 382, 392, 493, 494, 503, 507
 de capital 68
 de facteurs de production 65, 68
 de fonds prêtables 85, 89
 de logements 587, 589
 de main-d'œuvre qualifiée 74
 de monnaie 126, 127, 135, 136, 137, 341, 367, 369, 380, 385, 398, 419, 420, 431, 433
 d'encaisses monétaires réelles 135, 136, 366, 369, 373
 de travail 65, 66, 67
 de travailleurs peu qualifiés 227
 de travailleurs qualifiés 227
 d'investissement 88, 89, 92, 655
 hebdomadaires moyennes des allocations chômage (initial claims) 325

Democracy in Deficit 645

département
 de la Défense des États-Unis 290
 du Commerce des États-Unis 23

dépense 23
 effective 354, 373

- intérieure 160
 - prévue 352, 353, 354, 364, 373, 379
 - totale 23, 24
 - totale de consommation 15
 - totale d'investissement 15
 - dépenses
 - de consommation 634
 - d'investissement des entreprises 352
 - effectives 352
 - en biens et services 572
 - en importations 160
 - militaires 87
 - publiques 33, 35, 36, 50, 58, 59, 76, 80, 82, 85, 87, 88, 90, 91, 98, 160, 168, 169, 180, 243, 353, 356, 379, 380, 384, 414, 419, 420, 602, 630, 644, 646
 - publiques à l'équilibre keynésien 356
 - publiques de sécurité sociale 628
 - publiques en biens et services 80
 - déplacement
 - de la courbe d'investissement 171
 - de la courbe IS 634
 - expansionniste de la courbe de demande agrégée 634
 - expansionniste de la courbe IS 634
 - déplacements
 - à court terme de la demande agrégée 336
 - de la demande agrégée 351
 - de la demande agrégée à long terme 335
 - de la demande d'investissement 170, 181
 - dépôt
 - initial 107
 - dépôts
 - à vue 105
 - bancaires 367, 588
 - des épargnants 656
 - dépréciation 176, 422, 576
 - de la monnaie 403, 433, 434
 - de la monnaie sur le marché des changes 453, 683
 - du peso mexicain 431
 - dépression 6, 350, 394, 397, 403, 540
 - désinflation 473, 477, 480, 688
 - américaine 476, 478
 - désinvestissement 27
 - destruction créatrice 299
 - déterminants
 - de la demande de biens et services 76
 - de la demande de logements 588
 - de la production totale de biens et de services 60
 - de l'inflation anticipée 469
 - du taux de change réel 178
 - détermination de l'investissement résidentiel 588
 - dette
 - du gouvernement fédéral des États-Unis 625
 - extérieure 172
 - fédérale dans le PIB 626
 - grecque 438, 675, 676
 - nominale 629, 630
 - publique 87, 612, 623, 624, 625, 631, 637, 639, 641, 642, 648, 649
 - publique aux États-Unis 624, 669
 - publique réelle 630
 - dettes souveraines 676
 - Deuxième Guerre mondiale 87, 100, 608, 626
 - dévaluation 427, 434
 - devise nationale 415, 423
 - devises étrangères 415, 419, 423, 424, 426, 439
 - dichotomie classique 149, 150, 151, 327, 468, 473, 479, 502
 - diète japonaise 98
 - différenciation des taux d'intérêt 430
 - différentiels
 - de taux d'intérêt 430
 - d'inflation 186
 - discrétion 608, 609, 610, 613, 621
 - dispositif de garantie des dépôts 672
 - distorsions fiscales 150
 - divergence 37
 - diversification 657, 677
 - dividendes 38
 - D. Meyer, Bruce 213
 - dollarisation 438, 439
 - Dornbusch, Rudiger 146, 556
 - double
 - coïncidence des besoins 99, 100
 - déficit 172
 - mandat 524
 - Douglas, Paul 70
 - droit
 - de douane 422
 - de propriété 292, 293
 - D. Romer, Christina 608
 - D. Shapiro, Matthew 604
 - durcissement de la politique monétaire 525
 - durée
 - d'indemnisation du chômage 223
 - du chômage 214, 221, 222
 - médiane de chômage 224
 - dynamique
 - de l'inflation 477, 529
 - des taux des fonds fédéraux 500, 514
 - du marché du travail 225
 - du modèle OA-DA 515
 - d'un choc de demande 517
 - d'un choc d'offre 513
 - d'une réduction de la cible d'inflation 520
 - globale de l'économie 492
 - inflationniste 477
 - dysfonctionnements du système financier 666
- E**
- Earned Income Tax Credit (EITC) 216
 - écart
 - de la production par rapport à son niveau naturel 468, 496, 497

- de taux d'intérêt 665
- du chômage par rapport à son taux naturel 467, 468, 497
- entre le rendement des obligations non indexées et celui des obligations indexées 648
- entre le taux d'intérêt nominal et le taux d'intérêt réel 630
- écarts
 - de la production par rapport à son taux naturel 465
 - des niveaux effectifs des prix par rapport à leur niveau anticipé 465
- ECB watchers 133
- échanges 91
 - internationaux 158, 183, 438
- échéance 81
- Eckstein, Otto 385
- économie
 - à court terme 392
 - à long terme 326
 - américaine 6
 - au noir 231
 - comportementale 563, 564
 - dans le court terme 654
 - dans le long et court termes 492
 - de l'offre 359
 - de troc 99
 - fermée 76, 158, 159, 172, 191, 419, 420, 421, 453
 - fermée classique 485
 - keynésienne 537
 - ouverte 76, 157, 159, 165, 419, 421, 458
 - ouverte revisitée 411
 - souterraine 29
- économistes de l'offre (supply-siders) 635
- effet
 - de croissance 251
 - de levier 108, 109, 663
 - de niveau 251
 - de revenu 235
 - de substitution 235, 549, 550
 - d'éviction de l'investissement 385
 - d'éviction de l'investissement privé 380
 - Fisher 132, 134, 135, 136, 137, 150, 368, 683
 - multiplicateur des dépenses publiques 361
 - Pigou 397
 - revenu 549, 550
- effets
 - de la crise de 2008-2009 114
 - des politiques monétaires et budgétaires 492
 - déstabilisateurs de la déflation 398
 - de substitution et de revenu 550
 - dynamiques 511
 - incitatifs des mesures fiscales 635
 - réels de la monnaie 340
 - stabilisateurs de la déflation 397
 - sur la politique monétaire 644
- efficience
 - de la production 282
 - du travail 277, 288, 309
 - informationnelle du marché boursier 584
- Égypte 29, 319
- Eichengreen, Barry 425, 428
- Einstein, Albert 4
- émission
 - de monnaie 129, 147, 151
 - de monnaie fiduciaire 131
 - d'obligations 655
 - des billets et pièces 98
 - polluante 342
- emploi 210, 211
 - des jeunes 216
- Employment Act of 1946 601
- emprunt
 - hypothécaire 402, 663
- emprunts obligataires type CoCo 674
- encaisses
 - monétaires réelles 125, 332, 397
 - monétaires réelles en Allemagne 147
 - réelles 368, 369, 442
- encours de production 591
- endettement 612
 - de l'État 629
 - public 626
- énergies propres 290
- engagement
 - contingent 632
 - contingent au défaut de paiement de l'emprunteur 632
 - de l'État 631
- énigme de la consommation 539, 541
- enquête
 - auprès des établissements 48, 49
 - auprès des ménages 45, 48, 49
- Enron 387
- entrées
 - de capitaux 414
 - et sorties de la population active 225
- entreprise
 - en situation de concurrence 63, 68, 91
- entreprises
 - de location 573
 - de production 573
- épargne 84, 88, 90, 91, 161, 165, 168, 173, 178, 191, 241, 246, 351
 - de précaution 556
 - initial 250
 - intérieure 165
 - mondiale 180
 - nationale 83, 84, 88, 92, 161, 162, 169, 287, 624, 637
 - privée 83, 161, 287
 - publique 58, 83, 161, 287
- équation
 - de demande de monnaie 137
 - de Fisher 132, 136, 137, 495, 503, 505
 - de la courbe de Phillips 469, 504, 621
 - de la courbe d'offre agrégée de court terme 496

- de la politique monétaire 498
 - de l'inflation 496
 - du taux de change 184
 - IS 393
 - LM 393
 - quantitative de la monnaie 123, 124, 125, 126, 127, 330, 332, 346
 - équilibre
 - budgétaire 646
 - commercial 162
 - de court terme 371, 379, 381, 392, 443, 492, 505, 508, 509
 - de long terme 247, 278, 337, 338, 393, 443, 502, 515, 520, 530
 - de long terme du modèle de l'offre et de la demande agrégées dynamique 504
 - du marché 14
 - du modèle IS-LM 372, 451
 - du stock 587
 - général 529
 - keynésien 352, 355, 356, 358, 362, 364, 371, 372, 373, 379, 380, 381, 385, 537
 - stationnaire 530
 - sur le marché de change des devises étrangères 440
 - sur le marché des biens et services 81, 82, 364, 415, 418, 419
 - sur le marché monétaire 418, 499
 - sur les marchés financiers 83
 - équilibres de court et de long terme en petite économie ouverte 444
 - équité intergénérationnelle 626
 - équivalence ricardienne 624, 636, 637, 638, 639, 640, 643
 - Espagne 218, 228, 229, 291, 480, 614, 615, 616, 625, 676
 - espérance de vie 281
 - esprits animaux des investisseurs 386, 494, 585
 - Establishment Survey 48
 - estimations du taux de chômage naturel 475
 - étalon
 - or 100, 135, 143, 425, 428
 - or et argent 131
 - étanchéité théorique entre variables nominales et variables réelles 468
 - état
 - stationnaire 210, 246, 247, 248, 250, 253, 254, 256, 258, 262, 263, 278, 279, 280, 281, 286, 302, 502, 579
 - stationnaire correspondant à la règle d'or 257, 259, 285
 - stationnaire en présence de progrès technologique 278
 - États-Unis 7, 22, 29, 32, 33, 35, 37, 40, 44, 72, 74, 78, 81, 99, 102, 103, 112, 114, 115, 122, 128, 129, 130, 131, 133, 134, 142, 143, 158, 163, 164, 166, 172, 173, 174, 175, 181, 185, 188, 190, 208, 213, 215, 216, 217, 218, 219, 221, 223, 224, 225, 227, 228, 230, 231, 232, 233, 240, 259, 263, 267, 281, 282, 285, 286, 289, 291, 292, 293, 294, 295, 300, 301, 309, 310, 318, 319, 323, 344, 350, 359, 368, 387, 396, 400, 403, 413, 423, 425, 427, 428, 433, 434, 435, 437, 439, 440, 450, 471, 525, 560, 563, 564, 572, 579, 580, 601, 602, 604, 615, 616, 625, 626, 627, 643
 - Éthiopie 267
 - euro 413, 437, 438
 - Eurobaromètre 229
 - Eurodollars 665
 - Europe 99, 223, 226, 228, 230, 232, 233, 350, 437, 438, 480, 676
 - évaluation
 - des politiques économiques 171
 - du taux d'épargne 285
 - évitement de l'investissement 85, 88
 - excédent
 - budgétaire 80, 287, 643
 - commercial 162, 165, 170, 180, 191
 - de l'épargne sur l'investissement 179
 - excès de spéculation 668
 - exemption
 - d'impôt des revenus du capital 611
 - fiscale 287
 - exigences de fonds propres 673
 - expansion
 - budgétaire 170, 420, 426, 430, 445, 451, 452
 - budgétaire étrangère 170
 - budgétaire intérieure 169
 - de la base monétaire 114, 115
 - de la demande agrégée 575
 - de l'économie 466
 - de l'offre de monnaie 381
 - monétaire 384, 426, 428, 430, 453, 465, 649
 - monétaire en régime de taux de change fixes 427
 - monétaire en régime de taux de change flottants 421
 - expériences randomisées et contrôlées 560
 - exportations 158, 159, 161, 191, 427
 - nettes 33, 35, 36, 50, 76, 159, 160, 161, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 187, 191, 243, 414, 415, 420, 421, 422, 428, 442, 494
 - externalité 299
 - positive 647
 - externalités 288, 289
 - technologiques 288, 289
- F**
- facilités d'accès au crédit 589
 - facteurs de production 24, 58, 60, 64, 69, 82, 84, 85, 88, 90, 91, 127, 150, 167, 591, 682
 - faillite
 - bancaire 115, 116
 - de l'entreprise 212
 - Fair Labor Standards Act de 1938 215
 - Faits Empiriques 275
 - Fama, Eugene 585

- Fazzari, Steven M. 586
 FBI 290
 FDIC 671, 672, 673, 674
 Fed 103, 113, 499, 524, 525
 Federal
 Deposit Insurance Corporation (FDIC) 117, 670
 Open Market Committee (FOMC) 102, 388
 Reserve 102, 368
 Reserve Board 102
 Reserve System 437, 644
 Fédération de Russie 218
 Fed watchers 133
 fei 102, 103
 Feldstein, Martin 646
 finance 654
 financement
 par endettement (debt finance) 655
 par fonds propres (equity finance) 655
 finances publiques 628, 630, 633, 635, 636, 675
 Financial Services Oversight Council 674
 Finlande 428, 614
 Fischer, Stanley 131, 146, 556
 Fisher, Irving 132, 540, 541, 563, 566
 F. Katz, Lawrence 213
 Fleming, J. Marcus 412
 Flinders Island 270
 florins hollandais 437
 fluctuations
 conjoncturelles 515
 dans le court terme 654
 dans le court terme du revenu agrégé 412
 de court terme 319, 416, 562, 683
 de court terme du PIB 350, 682
 de la demande agrégée 333, 464, 479
 de l'investissement 581
 de l'offre de monnaie 333
 des conditions économiques dans le court terme 497
 du marché boursier 583, 593
 économiques 15, 317, 318, 342, 345, 347, 350, 393, 492, 498, 589, 600, 607, 613, 617, 644, 676, 686
 économiques de court terme 330, 346, 378, 404, 458, 492, 493, 508, 585
 flux 25
 circulaire 59
 commerciaux et financiers internationaux 412
 de capitaux 174
 de dollars 58
 de nouveaux logements 587
 financiers 159
 financiers internationaux 162, 190
 internationaux de biens et de capitaux 159
 internationaux de biens et services 190, 412
 internationaux de capitaux 161, 162, 163, 168, 175, 412, 414, 419, 421
 internationaux de marchandises et de capitaux 162, 163
 transfrontaliers de biens et services 159
 fonction 13
 de consommation 77, 167, 178, 242, 353, 536, 537, 552
 de consommation à court terme 540
 de consommation à long terme 540
 de consommation du cycle de vie 554
 de consommation keynésienne 537, 538, 539, 540, 548, 558, 559
 de demande 10, 13
 de demande de monnaie 125
 d'épargne 86
 de la monnaie 99
 de perte 620
 de production 60, 61, 64, 65, 66, 71, 72, 82, 84, 127, 150, 167, 175, 241, 243, 244, 255
 de production de Cobb-Douglas 70, 71, 72, 75, 175, 235, 247, 575
 de réaction 512
 d'investissement 79, 86, 167, 572, 578, 592
 d'offre 10
 du revenu disponible 77
 fonctionnement du système des taux de change fixes 423
 fonctions
 de production à rendements constants 242
 de réaction 514
 impulsion-propagation 512, 514, 515, 517, 519
 fonds
 alternatifs (Hedge funds) 672
 communs de placement 401, 584, 656, 657, 670, 674
 de pension et les compagnies d'assurance-vie 656
 du marché interbancaire 500
 Monétaire International (FMI) 434, 435
 mutuels 585
 mutuels de placement sur les marchés monétaires 103
 prétables 82, 84, 92, 654
 propres 109, 117, 118, 673
 propres réglementaires 108, 109
 publics 289, 670, 678
 force de travail 263
 Ford, Gerald 5
 Ford, Henry 220
 Ford Motor Company 220, 221
 fourchette cible 614
 France 158, 218, 226, 227, 230, 231, 294, 428, 437, 616, 625, 676
 (Enquête Emploi) 45
 francs français 437
 Franklin, Benjamin 157
 fréquence d'ajustement des prix 328
 Friedman, Ben 646
 Friedman, Milton 16, 116, 128, 394, 396, 457, 458, 463, 469, 540, 557, 599, 600, 613
 Froot, Kenneth A. 187
 Frydman, R. 463
 fuite des capitaux 646
 fusions-acquisitions 673

G

gains de l'échange 184
 Gali, Jordi 528, 530
 Galor, Oded 269
 Gambie 267
 garantie
 des dépôts bancaires 670
 des dépôts bancaires aux États-Unis 117
 gaz à effet de serre 290
 génération
 actuelle 262, 639, 640, 644, 685
 future 262, 627, 639, 640, 641, 644, 649, 669, 685, 689
 Gertler, Mark 528
 Gingrich, Newt 205
 Glaeser, Edward 232
 glissement
 expansionniste de la courbe IS 397
 sectoriel ou régional 212
 Goldin, Claudia 74
 Goldman Sachs 664
 Gordon, David 620
 Gordon, Robert J. 301, 475
 Gourinchas, Pierre-Olivier 552
 Grameen Bank 660
 Grande-Bretagne 291, 425, 437, 602, 604, 612
 Grande Dépression 7, 115, 117, 295, 318, 350, 360, 361, 378, 387, 394, 396, 397, 400, 403, 428, 434, 479, 586, 601, 605, 607, 654, 661, 666, 676
 grande économie ouverte 190, 196, 413, 445, 450, 452, 454
 Grande Inflation 528
 grand modèle complet 485
 Grèce 130, 218, 413, 438, 625, 626, 646, 675, 676, 690
 Greenspan, Alan 528, 614, 622, 644
 Griliches, Zvi 299
 Grossman, Gene M. 187
 G. Spiegelman, Robert 214
 Guatemala 267
 guerre
 de Sécession 290
 d'indépendance 612
 du Golfe 472
 du Vietnam 471, 528, 559
 révolutionnaire 624
 guichet
 d'escompte 113, 670
 d'escompte (Discount Window) 112
 Guinée-Bissau 267

H

Hall, Robert E. 146, 147, 148, 209, 283, 561, 563, 581
 Hamilton, Alexander 131, 289, 612, 624, 690
 Hamilton, James D. 345
 Hansen, Gary D. 269
 hausse
 de la demande agrégée 342

de la demande d'investissement 89, 90, 182
 de la dette publique 627, 629, 669
 de la prime de risque 432, 434
 de l'offre de monnaie 382, 421, 426, 453
 des coûts des soins de santé 628
 des dépenses prévues 422
 des dépenses publiques 85, 92, 364, 365, 379, 494, 515
 des dépenses publiques en sécurité sociale 629
 des impôts 383, 384
 des inégalités 74
 des recettes fiscales 629
 du niveau naturel de production 510
 du taux d'intérêt 90
 du taux d'intérêt mondial 170
 du taux d'intérêt réduit 452
 Hayashi, Fumio 582
 headline inflation 484
 Heertje, Arnold 17
 Heston, Alan 252, 267
 Hicks, John R. 352
 Hirsch, Barry T. 17
 Holmes, Sherlock 21
 homo economicus rationnel 563
 Honda 290
 Hong Kong 267, 310
 Hoover, Herbert 428, 623
 horizon temporel du consommateur 640
 House, Christopher L. 580, 581
 Howitt, Peter 301
 H. Romer, David 139
 Hubbard, Glenn 586
 Hume, David 340
 Hurd, Michael 556
 hyperinflation 122, 131, 144, 146, 150, 644, 645
 allemande 145, 147
 au Zimbabwe 148, 149
 hypothèse
 de concurrence parfaite 459
 de Friedman 558
 de marche au hasard de Hall 561, 567
 de marchés efficients 585
 de revenu permanent 567
 des anticipations adaptatives 472, 497, 498, 519, 520, 526
 des anticipations rationnelles 498, 561, 567
 des marchés efficients 583, 585
 des prix rigides 393
 d'hystérésis 481
 du cycle de vie 552, 557, 566
 du revenu permanent 557, 558, 559, 560, 561, 562, 566, 638
 ricardienne de la dette publique 642
 hystérésis 479, 480

I

identité 124
 comptable 34

- comptable du revenu national 76, 160, 161, 162, 191, 243
- île de Yap 102
- impact
 - des politiques économiques sur le taux de change réel 179
 - de la croissance démographique 265
 - du progrès technologique 279
- implications
 - de l'hypothèse de la marche au hasard 561
 - de l'hypothèse du cycle de vie 553
 - de l'hypothèse du revenu permanent 558
- importations 158, 160, 161, 191
- imposition du capital 611
- Impossible Trinity 439
- impôts 76, 80, 98, 358
 - des sociétés 77, 580, 582, 593
 - sur le revenu 636
 - sur le revenu des personnes physiques 76, 635, 639
 - sur les (bénéfices des) sociétés 579
 - et incitations 635
 - et taxes à l'État 38
 - futurs 637
 - indirects liés à la production 38
- imputations 29
- incitation fiscale 92
- incohérence dans le temps 610, 612, 617, 620, 686
- Inde 158, 240, 267, 276, 291
- indemnités de chômage 213, 227, 632
- indépendance de la banque centrale 615
- indexation sur l'inflation 43
- Index of leading economic indicators (ILEI) 324, 326, 603
- indicateur de malaise 230
- indice
 - de confiance des consommateurs 326
 - de Fisher 42
 - de Laspeyres 41, 42
 - de Paasche 41, 42
 - des prix à la consommation 40, 41, 42, 44, 49, 50, 122, 647
 - d'indépendance de la banque centrale 615
- indices boursiers 325
- Indonésie 240, 434
- inégalités de revenus 74
- inertie de l'inflation 469, 470
- inflation 39, 121, 122, 127, 128, 129, 130, 131, 133, 134, 135, 141, 144, 147, 185, 230, 293, 343, 368, 467, 468, 471, 503, 601, 629, 683
 - anticipée 134, 137, 141, 142, 150, 367, 398, 467, 468, 469, 473, 476, 480, 496, 497, 519, 606, 611, 620, 621, 648
 - aux États-Unis 528
 - cible 404
 - courante 150, 496, 519
 - effective 142, 620, 621
 - future 495
 - future anticipée 134, 503
 - induite par la demande 470, 473
 - induite par les coûts 471
 - passée 470, 606
 - retardée 502, 508
 - sous-jacente 40, 484
 - zéro 621
- information asymétrique 657
- injection de fonds publics 670, 671
- innovation
 - financière 647, 648
 - technologique 72, 88, 89, 92, 292
- INSEE 45
- insider 219, 480
- insolvabilité des institutions financières 662, 664, 666, 671
- instabilité
 - financière 687
 - politique 431
- institution
 - de microfinance (IMF) 660
 - financière 654, 663, 669, 674, 675, 677
- instituts de statistique 40
- instrument
 - de la politique monétaire 112, 498, 500
- instruments
 - conventionnels des politiques monétaire et budgétaire 677
 - de la politique monétaire et budgétaire 609
 - de politique budgétaire 603
 - des politiques économiques 601
- interdépendance du système financier 664
- intérêts 38
 - nets 38
 - sur ces réserves 113
- intermédiaire
 - des échanges 99, 117
 - financiers 656, 657, 672, 677
- intermédiation financière 108, 670
- Internet 290, 295
- interventions
 - actives des pouvoirs publics 601
 - de la banque centrale sur le marché monétaire 500
 - sur le marché monétaire 102
- investissement 33, 34, 36, 50, 58, 76, 78, 79, 80, 83, 84, 85, 88, 90, 91, 92, 160, 161, 165, 168, 172, 173, 178, 191, 244, 245, 246, 253, 263, 351, 362, 367, 414, 454, 571, 572
 - désiré 84
 - en biens et services 159
 - en stocks 27, 34, 35, 572, 573, 589, 591
 - extérieur net 162
 - fixe des entreprises 34, 35, 572, 573, 578, 592
 - fixe résidentiel des ménages 34, 592
 - intérieur 168, 180, 181
 - national 162
 - net 577
 - prévu 353, 354, 373
 - résidentiel 35, 572, 587, 589, 593

investissements
 en capital 573
 stabilisateur 263, 264, 278

IPC 44, 369

Irak 130

Irlande 480, 676

Isaac Newton 299

Islande 186

Israël 134, 218, 267, 614

Italie 130, 158, 218, 226, 227, 291, 294, 428, 480,
 616, 625, 626, 676

J

Jamaica 267

Jamaïque 134

Japon 134, 158, 186, 188, 218, 240, 250, 252, 253,
 270, 282, 290, 294, 616, 625, 626

Jeffrey Frankel 284

Johnson, David S. 560

Johnson, Lyndon 559

Johnson, Simon 292

Jones, Charles I. 283

Jordanie 267

Jorgenson, Dale W. 581

J. Oswald, Andrew 230

JP Morgan 671

J. Sargent, Thomas 146

J. Schwartz, Anna 128

J. Shiller, Robert 139

junk bonds 81

juste-à-temps (just-in-time) 592

K

Karl Marx 62

Katz, Lawrence 74, 216, 220

Kehoe, Patrick J. 636

Kennedy, John F. 359, 667

Kennedy, Robert 53

Kennickell, Arthur 556

Keynes, John Maynard 121, 349, 350, 536, 571,
 585, 617, 681

Kindleberger, Charles P. 668

King, Robert G. 291

King, Stephen R. 475

Klenow, Peter J. 283

knowledge spillover 288

Kochin, Levis A. 87

Kremer, Michael 269, 270

Krueger, Alan 216

Krugman, Paul 223, 228, 361, 404

Kuznets, Simon 539, 540, 554, 559

Kydland, Finn E. 620

L

Laibson, David 563, 564, 565

laxisme budgétaire de la Grèce 676

learning by doing 288

législation

fiscale 603

sur le salaire minimum 208, 214, 215, 219, 475

Lehman Brothers 663, 664, 672

Lesotho 267

levier d'endettement 109, 662

Levine, Ross 291

libre-échange 283

liens entre l'économie et le système financier 654

Lincoln, Abraham 439

liquidité 99, 351, 364, 386, 403, 663, 670, 671, 678

de l'économie 102, 403

du secteur bancaire 98

lires italiennes 437

lissage

de la consommation 548

de la production 591

fiscal 626, 644, 649

Littlefield, Henry M. 143

livres sterling 188

location de biens de capital 577

loi

de la productivité marginale décroissante 68

de relance économique (Economic Stimulus Act)
 560

dite Dodd-Frank Act de 2010 673, 674

d'Okun 322, 323, 324, 468, 476, 478, 497

du prix unique 186, 430

psychologique 537, 563

sur les faillites et l'insolvabilité 673

loisirs 232, 235

en Europe 230

Lombard Street 676

Lopez-de-Silanes, Florencio 291

loyer 29

d'équilibre 575

du capital 574, 579

réel d'équilibre du capital 575

réel du capital 281, 575, 593

L. Perry, George 144

Lucas, Robert E. 16, 175, 275, 276, 296, 463, 464,
 606

Luddites 300

Luxembourg 267

M

M1 103

M2 103

ajustée par l'inflation 325

MacCulloch, Robert J. 230

Mac, Freddie 663, 668

macroéconomie 4, 5, 14, 15, 16, 18, 636, 647, 648,
 681

en économie ouverte 158

internationale 412

Maddison, Angus 294

Madison, James 624

- Madrian, Brigitte 565
 Mae, Fannie 663, 668
 Magicien d'Oz 142, 143
 main invisible 659
 Malaisie 174
 malaria et la fièvre jaune 292
 Malawi 134
 Malte 130
 Malthus, Thomas Robert 268
 Mankiw, N. Gregory 282, 286, 288, 312, 328, 329, 463, 464, 563
 marche aléatoire (random walk) 561, 584
 marché
 boursier 387, 581, 582, 583, 585, 604, 642, 660
 boursier aux États-Unis 660
 boursier des nouvelles technologies 627
 concurrentiel 647
 des biens 352, 390, 393
 des biens et services 59, 161, 378, 414, 458, 654
 des changes 420, 452
 des devises étrangères 422, 441
 des fonds prêtables 85, 654, 655
 des obligations 648
 du crédit 115
 du logement 400, 590
 du travail 208, 221
 interbancaire 112, 402, 500
 monétaire 112, 364, 367, 369, 370, 380, 381, 390, 402, 415, 419, 420, 442, 654, 666
 obligataire 656
 marchés
 des capitaux 291
 des facteurs de production 59, 62
 financiers 58, 59, 80, 83, 112, 161, 253, 586, 655, 672, 675, 687
 financiers internationaux 162, 165, 190, 191, 412, 413, 414, 646
 marge discrétionnaire 611
 marks allemands 437
 Martin, William McChesney 599, 600
 Marx, Karl 281
 Massachusetts Institute of Technology (MIT) 44
 masse
 monétaire 123, 150, 339, 388, 389, 499, 613
 salariale totale 69, 72
 matières premières 28
 Mauro, Paulo 291
 maximisation du profit 70
 Mazumder, Sandep 473
 McCallum, Bennett T. 312
 McKinley, William 143
 M. Dominguez, Kathryn 604
 mécanisme
 de propagation 515
 de transmission 382
 de transmission monétaire 381, 421, 453
 d'ajustement 511, 515
 Medicaid 628, 629
 Medicare 628, 629
 méfiance envers les responsables politiques 609
 mesures
 budgétaires 88
 conventionnelles du déficit budgétaire 649
 monétaires et budgétaires conventionnelles 668
 Metrick, Andrew 565
 Mexique 186, 240, 432, 433, 434, 435, 646
 microéconomie 15, 18, 99, 549
 de la recherche et développement 298
 microfinance 660, 661
 Ministère du Commerce Extérieur et de l'Industrie du Japon (MITI) 290
 Miron, Jeffrey A. 39, 615
 Mishkin, Frederic S. 614
 mobilité
 des capitaux 165, 412
 du travail 437
 internationale des capitaux 190, 445
 parfaite des capitaux 165, 446
 parfaite des flux de capitaux 439
 modèle 11, 13, 16, 429
 avec anticipations rationnelles 498
 avec information imparfaite 462, 463, 464
 avec prix rigides 459, 464
 classique 327, 335, 346, 392, 684
 de Cagan 154, 158
 de court terme d'une grande économie ouverte 450, 451
 de court terme du revenu national 450
 de croissance de Solow 240, 241, 262, 265, 270, 288, 301, 536, 564, 633, 685
 de croissance endogène 297, 298
 de cycle de vie 554
 de Fisher 541, 542, 548, 550, 552
 de la grande économie ouverte 454
 de la petite économie ouverte 454
 de l'équilibre keynésien 381
 de l'offre de monnaie 110, 115
 de l'offre et de la demande 10, 11, 330
 de l'offre et de la demande agrégées 329, 330, 340, 346, 372, 458, 470, 504, 582, 601, 686
 de Lucas 463
 de Malthus 268
 de Mundell-Fleming 411, 412, 413, 414, 415, 416, 418, 423, 425, 427, 429, 431, 442, 445, 446, 450, 458, 634
 de Mundell-Fleming avec taux de change fixes 486
 de Mundell-Fleming avec taux de change flexibles 486
 de Mundell-Fleming avec variation du niveau des prix 441
 de Mundell-Fleming en tant que théorie de la demande agrégée 443
 d'équilibre du marché du travail agrégé 211
 d'équilibre général 90
 des fluctuations économiques 327
 de Solow 241, 242, 243, 247, 251, 252, 253, 267, 276, 277, 279, 280, 287, 288, 292, 293, 295, 296, 298, 659, 685

- de Solow avec croissance démographique 302
 - DRI 385
 - du comportement du consommateur 566
 - du cycle de vie 553
 - du revenu national 91, 412
 - dynamique de l'offre et de la demande agrégées 346, 491, 497, 492, 493, 497, 502, 503, 521, 524, 525, 528, 529, 530, 531
 - économique 14
 - IS-LM 333, 349, 351, 352, 362, 367, 371, 372, 373, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 384, 386, 387, 389, 390, 391, 393, 394, 396, 397, 398, 403, 405, 415, 442, 445, 458, 486, 536, 559, 572, 633, 654, 664, 682
 - IS-LM à court et à long terme 392
 - IS-LM applicable en économie ouverte 412
 - IS-LM de l'économie fermée 450
 - keynésien 361, 380, 392
 - Kremerian 269
 - macroéconométrie 384, 603
 - macroéconomique 18
 - néo-classique 581, 586, 593
 - néo-classique de l'investissement 573, 582, 593
 - modèles 9, 18, 50
 - avec information imparfaite 469
 - classiques 504
 - de croissance endogène 299
 - d'équilibre du marché 15, 18
 - d'équilibre général dynamiques et stochastiques (DSGE) 529
 - économiques 9, 49, 603
 - macroéconomiques dynamiques et stochastiques 493
 - modification
 - crédible de la politique économique 607
 - de la politique budgétaire 559, 633, 637
 - de la politique monétaire 634
 - de la politique monétaire ou de la politique budgétaire 600
 - de l'offre de la monnaie 370
 - des anticipations 479
 - du taux d'épargne 286
 - discrétionnaires de la politique budgétaire 624
 - futures des impôts 638
 - Modigliani, Franco 16, 540, 552
 - monétaristes 613
 - monnaie 91, 98, 99, 102, 104, 117, 122, 123, 127, 131, 351, 364, 366, 381
 - à haute puissance (high-powered money) 111
 - centrale 111
 - faible 176
 - fiduciaire 100, 117
 - forte 176
 - marchandise 100, 101, 117
 - unique 413, 437
 - Morduch, Jonathan 661
 - Morgan Stanley 664
 - mortalité infantile 281
 - Mortgage-Based Securities 114, 401
 - motif stratégique d'héritage 641
 - moyen d'échange 99
 - Mugabe, Robert 148
 - multiplicateur 356, 357
 - de la politique budgétaire 452
 - des dépenses publiques 356, 385
 - fiscal 359, 361
 - monétaire 111, 113, 115, 116, 117, 118
 - de la politique budgétaire 385, 386, 536, 537
 - de la politique budgétaire du modèle DRI 385
 - Mundell, Robert A. 411, 412
 - Mussa, Michael 147
 - myopie 638, 639
- N**
- NAIRU — Non-Accelerating Inflation Rate of Unemployment 470, 475
 - Nakamura, Emi 328
 - National Bureau of Economic Research (NBER) 319, 320
 - négociations collectives 218, 232, 233, 479
 - Neumark, David 216
 - neutralité de la monnaie 150, 327, 502
 - Nevins, Alan 221
 - Nickell, Stephen 229
 - Nigeria 29, 240, 253, 267
 - niveau
 - anticipé des prix 459, 466, 468
 - d'éducation 282
 - d'endettement des États-Unis 625, 626
 - de production de plein emploi 335
 - de production naturelle 503
 - de revenu 252, 364, 369, 419
 - de revenu par habitant 253
 - des prix 137, 184, 330, 405
 - des prix anticipé 461
 - de vie 6, 43, 74, 240, 267, 271, 276, 280, 686
 - du revenu agrégé 460
 - effectif des prix 468
 - général des prix 50, 138, 460, 461, 464
 - général des prix en Allemagne 146
 - naturel de production 335, 493, 494, 526
 - plancher de taux d'intérêt (zero lower bound) 403
 - stationnaire de revenu par habitant 659
 - stationnaire du capital par travailleur 264
 - relatif de consommation 546
 - Nixon, Richard 5
 - non-neutralité monétaire à court terme 466
 - non-résidents 36
 - Nordhaus, William 610
 - normes
 - comptables 387
 - sociales 628
 - Norvège 186, 267, 428, 616
 - notation des titres publics américains 627, 628, 629
 - nouvelle
 - courbe de Phillips 469

commande en biens de consommation et matériels 325
 commande en biens d'équipement hors secteur de la défense 325
 technologie 74, 290, 299, 302
 Nouvelle-Zélande 186, 284, 292, 614, 615, 616
 numéraire 100

O

Obama, Barack 6, 318, 360, 362, 403, 413, 441
 obligation 85, 414, 426, 655
 obligations
 CoCo 674, 675
 convertibles contingentes 674
 d'État 102, 112, 136
 dites à haut risque 81
 indexées 647, 648
 indexées sur l'inflation 44, 648
 Obstfeld, Maurice 412
 Office
 of Credit Ratings 674
 of the Comptroller of the Currency (OCC) 674
 offre 12, 83, 654
 agrégée 333, 457, 463, 481, 582
 agrégée de biens et services 635
 agrégée et la demande agrégée 463
 courante de monnaie 138
 de biens et services 59, 61, 81, 241
 de flux 587
 de fonds prêtables 84, 88, 89, 92
 de fonds prêtables disponibles 85
 de logements 587
 de main-d'œuvre qualifiée 74
 de monnaie 98, 101, 102, 105, 108, 110, 111, 113, 115, 116, 117, 127, 128, 137, 138, 325, 327, 330, 332, 336, 341, 366, 368, 370, 373, 380, 381, 384, 388, 389, 396, 400, 403, 416, 421, 424, 426, 427, 428, 431, 433, 438, 470, 499, 500, 602, 607, 609, 613, 668, 677
 de monnaie américaine 425
 de monnaie britannique 425
 de monnaie et ses déterminants 116
 de monnaie nationale 421
 de monnaie totale 108
 d'encaisses monétaires réelles 366, 389, 416, 420
 d'encaisses réelles 369, 370
 d'épargne 655
 des fonds prêtables 564
 donnée d'encaisses monétaires réelles 370
 et de demande d'encaisses monétaires réelles 331
 et de la demande agrégées 393
 et la demande de biens et services 58, 241
 et la demande de ce facteur 62
 et la demande de fonds prêtables 90, 659
 et la demande de monnaie 367, 499
 et la demande des biens et services 91

et la demande du stock 587
 monétaire 110
 monétaire courante 138
 monétaire future 136
 Okun, Arthur M. 322, 475
 open market 388
 OPEP 294, 344, 345, 469
 opérateurs de la Fed 388
 opération
 d'open market 102, 105, 112, 114, 115, 118, 404
 d'open market aux États-Unis 500
 opportunisme de nombreux responsables politiques 686
 optimisation 15, 546
 optimum 546, 547
 du consommateur 547
 Organisation
 de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) 361
 des Pays Exportateurs de Pétrole 344, 469
 des Pays Producteurs de Pétrole (OPEP) 472
 organisations syndicales 218
 outsider 219, 480

P

Pakistan 186, 240, 267
 paradoxe de l'épargne 375
 parfaite mobilité des capitaux 412, 413, 414, 415, 418, 440
 parité de pouvoir d'achat 186, 188
 Parker, Jonathan A. 552, 560, 563
 Parlement britannique 98
 part
 des revenus du facteur travail 74
 distributive des revenus des facteurs 73
 distributive du capital 72
 distributive du travail 72
 du revenu du travail dans le revenu total 73
 participation
 de la population active 47
 des femmes dans la population active 48
 parts
 distributives des facteurs travail et capital 74
 distributives du capital et du travail 71
 passager clandestin 293
 passif 109
 patrimoine négatif (underwater) 402, 663
 pays
 d'Amérique latine 646
 les plus pauvres 268
 pauvres 174
 riches 268
 Pays-Bas 166, 218, 428, 616, 625
 pension
 de retraite 141, 628
 de retraite des fonctionnaires 631
 permis de construction 325
 Perry, George 49

- personnes
 - inoccupées 210
 - occupées 210
- perte
 - de bien-être économique 633
 - de confiance 435, 646, 663, 669
 - d'emploi 209
- Pertersen, Bruce C. 586
- pesetas espagnoles 437
- peste
 - bubonique 70
 - noire 70
- petite
 - économie ouverte 165, 166, 168, 169, 170, 171, 190, 191, 412, 413, 414, 418, 419, 420, 422, 426, 429, 441, 442, 445, 450, 451, 452, 486
 - économie ouverte en régime de taux de change fixes 423
 - économie ouverte en régime de taux de change flottants 419
- Phelps, Edmund 17, 254, 469
- Philippines 240
- Phillips, A. W. 469
- PIB 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 33, 35, 36, 41, 70, 125, 127, 158, 285, 319, 350, 385, 606
 - américain 624
 - et ses composantes 35
 - nominal 29, 30, 31, 50, 126, 127, 150, 613
 - par habitant 58, 265, 293
 - réel 29, 30, 31, 32, 33, 39, 50, 149, 240, 285, 309, 318, 322, 323, 346, 359, 434, 500, 572, 582, 682
- pics 319, 320
- pièces et billets en circulation 103, 105, 110
- Pigou, Arthur 397
- placebo 560
- plan
 - de relance 360, 361, 362, 668
 - de relance budgétaire 627
 - fiscalement avantageux d'épargne-retraite 401(k) 565, 636
- plein emploi 343, 601
- Plosser, Charles I. 312
- politique
 - anti-inflationniste 688
 - budgétaire 80, 82, 84, 86, 88, 90, 98, 146, 168, 169, 178, 181, 346, 353, 356, 364, 379, 384, 385, 400, 405, 418, 419, 420, 421, 426, 429, 438, 445, 446, 451, 507, 539, 626, 630, 648, 683
 - budgétaire à l'étranger 180
 - budgétaire de relance 627
 - budgétaire des États-Unis 559
 - budgétaire discrétionnaire 644
 - budgétaire expansionniste 391, 405, 419, 420, 422
 - budgétaire expansionniste à l'étranger 181
 - budgétaire expansionniste intérieure 180
 - budgétaire optimale 643
 - commerciale 422, 428
 - d'assouplissement quantitatif 404
 - d'austérité 676
 - de contention de l'inflation 611
 - de la banque centrale 110
 - d'équilibre budgétaire 645
 - de restriction des flux internationaux de capitaux 441
 - de stabilisation 341
 - discrétionnaire 621
 - économique 98, 275, 609
 - explicite de ciblage de l'inflation 614
 - incohérente dans le temps 612
 - industrielle 289, 293
 - internationale 413
 - macroéconomique 600, 613
 - monétaire 43, 98, 101, 133, 185, 328, 341, 346, 368, 369, 370, 381, 385, 386, 388, 404, 405, 413, 418, 421, 422, 424, 426, 429, 436, 437, 446, 453, 498, 515, 519, 521, 525, 583, 602, 611, 625, 654, 683
 - monétaire conventionnelle 427
 - monétaire discrétionnaire 621
 - monétaire expansionniste 391, 403, 405, 438, 508, 667
 - monétaire indépendante 439, 440, 446
 - monétaire non conventionnelle 404
 - monétaire passive 607
 - monétaire restrictive 438, 445, 454, 472
 - monétaire trop accommodante 400
 - protectionniste 182
- politiques
 - actives de stabilisation 608
 - actives et passives 609
 - budgétaire et monétaire 387, 601, 607
 - budgétaires américaines 628
 - commerciales 182, 183, 423
 - commerciales restrictives en régime de taux de change fixes 428
 - de ciblage de l'inflation 686
 - de commerce international 441
 - de l'emploi 228, 229
 - de stabilisation 340, 346, 599, 619, 687
 - de stimulation de la croissance économique 285
 - discrétionnaires 608, 612, 616, 617
 - économiques actives ou passives 616, 617
 - économiques régies par des « règles » 608
 - macroéconomiques 607, 609
 - monétaire et budgétaire 98, 382, 386, 388, 391, 412, 413, 458, 473, 476, 477, 617, 668, 684, 686
 - monétaires 91, 620
 - monétaires anti-inflationnistes 368
 - monétaires et budgétaires en économie ouverte 412
 - monétaires et budgétaires restrictives ou déflationnistes 390
 - protectionnistes 184
 - publiques 91, 208, 212, 610, 672

- régies par des règles 616, 617
- Pologne 218
- pondération
 - en chaîne 32, 33
 - évolutive 41
- population
 - active 6, 45, 46, 48, 60, 74, 91, 209, 210, 215, 216, 225, 229, 233, 277, 323
 - des États-Unis 35
- Porta, Rafael La 291
- Portugal 267, 625, 676
- pouvoir
 - d'achat 67, 132, 187
 - d'achat de la rémunération du travail 138
 - d'achat d'un dollar 43
 - discretionnaire 609, 615, 622, 686
- préférences du consommateur 545, 546
- prélèvement
 - fiscal 76, 400, 637, 643
- Première Guerre mondiale 608
- Prescott, Edward C. 17, 230, 232, 269, 311, 312, 620
- pression
 - de la gratification immédiate 563
 - inflationnistes 511, 523, 527, 528
- prestations de soins de santé 689
- prêteur en dernier ressort 112, 114, 669, 670, 676, 677, 678
- prêts
 - bancaires 435
 - hypothécaires 401, 402, 662, 663
 - immobiliers 667
 - prêts NINJA 667
- prévision
 - économiques 324, 604
 - météorologiques 604
- prévisionnistes 603, 604
- prime
 - d'amortissement temporaire 580
 - de risque 431, 433, 435, 446, 665
- principe
 - de la calibration 514
 - de Taylor 525, 527, 528
- prise de risque 673
- prix 14, 64
 - bradés (Fire sales) 663
 - constants 30
 - courants 30, 136
 - d'acquisition ou de location de l'unité de capital 68
 - de l'immobilier 589
 - d'équilibre des facteurs 63
 - des facteurs 62, 70, 90
 - Nobel 16
 - réel du capital 68
 - relatif des biens et services 415
 - relatif du capital 593
 - relatif du logement 587
 - relatifs 99, 149
 - rigides 91
 - rigides à court terme 91, 461
- problème
 - de mesure 629
 - de liquidité 670
 - systémiques 673
- procédure
 - d'appel d'offres 113
 - d'expropriation 402
- processus
 - de création monétaire 107
 - de destruction créatrice 299
 - d'innovation technologique 299
 - dynamique d'ajustement 520
 - politique 609
- procyclicité de l'élasticité de la demande 329
- production 83, 245
 - agrégée 414
 - de biens et services 58, 91, 323
 - de l'économie 58, 76
 - naturelle 498
 - ou revenu national 503
 - par habitant 250
 - stationnaire 254
 - stationnaire par travailleur 254
 - totale 70, 265
 - totale de biens et services 493, 682
 - totale de l'économie 124
- productivité
 - de la technologie disponible 71
 - des travailleurs 219
 - du travail 75
 - marginale 91, 574, 578
 - marginale décroissante 65, 243, 285
 - marginale des infrastructures publiques 289
 - marginale du capital 68, 72, 242, 243, 256, 258, 259, 286, 574, 577, 579, 581, 582, 592, 593
 - marginale du travail 65, 66, 67, 70, 71, 75, 138
 - marginale nette du capital 259, 280, 286, 302
 - moyenne du capital 72
 - moyenne du travail 72
 - totale des facteurs 293, 308, 310
 - marginales 70, 72, 288
 - marginales des facteurs 69
- produit
 - intérieur brut (PIB) 6, 22, 36, 49, 50, 58, 319
 - national brut (PNB) 36, 37
 - national net (PNN) 37
- produits
 - hypothécaires complexes 667
 - pétroliers 294
- profit 15, 16, 64, 91
 - comptable 69
 - économique 69, 70, 580
- programmes
 - de formation 208
 - de relance 675
- progrès
 - du système éducatif 74
 - technique 74, 510

technologique 74, 127, 241, 262, 270, 276, 277, 278, 279, 292, 293, 297, 298, 302, 323, 475, 685
 technologique accroissant l'efficacité du travail (labor augmenting) 278
 technologique exogène 296
 projets publics 289
 propagation 514, 515
 propension
 marginale à consommer 77, 353, 354, 385, 536, 537, 538, 539, 566
 moyenne à consommer 537, 540, 558, 559, 566
 prophétie autoréalisatrice 435
 proposition de non-pertinence des politiques 483
 propriétaires
 des entreprises 69
 du capital 69
 protection de l'environnement 342

Q

q de Tobin 581, 582, 586, 588, 593
 quantité
 de capital 64
 de facteurs de production 60
 demandée de biens d'investissement 78
 demandée de monnaie 135, 367
 demandée d'encaisses monétaires réelles 369
 demandée d'encaisses réelles 367
 de monnaie 98, 101, 103, 104, 122, 123, 124, 125, 127, 137, 341
 d'encaisses monétaires 125
 de travail 64, 67

R

Radford, R.A. 100
 Raff, Daniel M.G. 221
 ralentissement
 de l'activité économique 523, 664, 676
 de l'économie américaine en 2001 387
 du progrès technologique 295
 Rao, Krishna 530
 ratio
 de levier 109, 663
 des réserves 106
 dette/PIB 626, 627
 emploi-population 230
 rationalité du marché boursier 585
 rationnement
 des emplois 215
 des soins 628
 du crédit 551, 552, 563, 639, 664, 677
 Reagan, Ronald 5, 626, 646
 récession 6, 318, 322, 387, 397, 470, 496, 515, 536, 562, 572, 582, 586, 593, 609, 624, 627, 644, 657, 664, 666, 677, 683, 688
 de 1982 604, 605
 de 2001 400, 472

 de 2008-2009 208, 295, 320, 404, 473, 480, 587, 604, 661, 689
 économique 324, 350, 523, 604, 669
 en 1975 472
 induite par une politique anti-inflationniste 688
 persistante aux États-Unis 639
 récessions 328, 352, 378, 479, 601, 644
 recettes fiscales 58, 380, 602, 624, 636
 réchauffement climatique 290
 recherche
 d'emploi 211, 213
 et développement 299
 redistribution intergénérationnelle 644, 649
 réduction
 de la cible d'inflation 518
 de la demande agrégée 338
 de l'épargne 86, 638
 de l'offre de monnaie 371
 des dépenses publiques 637
 des impôts 88, 92, 289, 360, 361
 des taux marginaux d'imposition 360
 fiscale 88, 169, 360, 381, 494, 633, 637, 638
 fiscale de 1964 471, 559
 fiscale de Reagan en 1981 642
 fiscale financée par l'emprunt 637, 638, 640, 649
 future des dépenses publiques 637
 réductions
 des dépenses publiques 645
 et transferts fiscaux 360
 fiscales 420, 559
 réévaluation 427
 refinancement collatéralisé 670
 réforme
 agraire 148
 budgétaire 147
 du Système de Santé 628
 régime
 de change 441, 445
 de garantie des dépôts 672
 de taux de change 413
 de taux de change fixes 413, 426, 446
 de taux de change flottants 413, 428, 445
 d'assurance-santé 556
 règle 610, 613
 de ciblage du PIB nominal 613
 de conduite de la politique monétaire 648
 de la politique monétaire 500, 503, 506
 de politique économique 612
 de politique monétaire de Taylor 500, 501
 de Volcker 674
 d'or 254, 256, 257, 259, 262, 271, 280, 285, 286, 302
 d'or biblique 262
 d'or du niveau d'accumulation du capital 254
 d'or du stock de capital 253
 monétaire 498, 500, 507, 515, 524, 530, 613
 monétaire de John Taylor 501
 optimale 621
 prédéterminée de politique économique 610
 réglementation 401

- règlementations du marché de travail 232
- régulateurs 667
- régulation
 - du système bancaire parallèle 678
 - financière 687
- Reinhart, Carmen M. 668
- Reis, Ricardo 463
- relations intergénérationnelles 641
- relèvement de la contrainte budgétaire 547
- remboursements
 - d'impôts 639
 - d'impôts de 2008 560
- rémunération
 - de l'épargne 89
 - des facteurs de production 63
 - du capital 64, 69, 72
 - du travail 67, 69
- rendement
 - constant 297
 - d'un actif 663
 - d'échelle 69
- rendements
 - d'échelle constants 61, 69, 70, 71, 91, 242
 - d'échelle croissants 93
 - d'échelle décroissants 93
- renforcement de la régulation financière 674
- rente perpétuelle 86
- répartition
 - des revenus 70, 74, 546
 - du revenu national 62, 68, 69, 70
- Repetto, Andrea 564
- report de paiement 104
- répudiation de la dette publique 612
- réserve
 - de valeur 99, 117
 - Fédérale américaine (Fed) 98, 133, 600, 667, 674
- réserves
 - bancaires 105, 110
 - bancaires obligatoires 113, 118, 400
 - de dépôts 113
 - de valeur 439
 - excédentaires 113, 115
 - fractionnaires 106
 - intégrales 105
- résidu de Solow 309, 311, 312
- resserrement
 - de la politique monétaire 368, 627
 - du crédit 592, 676
- ressources naturelles 292
- restriction
 - de crédit 638, 641
 - des échanges 422, 423, 428
 - des échanges en régime de taux de change fixes 429
 - des échanges en régime de taux de change flottants 422
 - des importations 430
- retention de la main-d'œuvre 312
- retenue à la source 639
- revenu
 - agrégé 10, 11, 23, 50, 369, 432, 446
 - agrégé en économie ouverte 412
 - courant 541, 557, 638
 - d'équilibre 380, 405, 420
 - disponible 77, 80, 82, 88, 353, 536, 538, 637
 - futur anticipé 638
 - national 37, 38, 59, 62, 241, 265, 351, 352, 373, 378, 386
 - par habitant 240, 253, 268
 - par habitant à l'état stationnaire de l'économie 270
 - permanent 557
 - personnel 38
 - personnel disponible 38, 39
 - total 23, 24, 58, 69
 - transitoire 557, 560
- revenus
 - de facteurs 37
 - de la propriété des particuliers et de l'État 37
 - des entreprises 38
 - d'intérêt personnels 38
- Revenue Act of 1932 396
- Révolution américaine 131
- Rhodésie 148
- Ricardo, David 283, 637, 642
- Richard H. Thaler 565
- rigidité
 - à court terme des prix 327, 335
 - des prix 327, 459
 - des salaires 211, 214, 215, 219, 221, 233, 459, 683
 - hiérarchique 329
- Rigobon, Roberto 44
- risque 81, 673, 677
 - de contagion 676
 - de défaut des États-Unis sur sa dette 627
 - de défaut sur la dette publique 438
 - financier 672
 - idiosyncratique 657
 - moral 220
 - pays 430
 - systémique 657, 672
- Robert Lucas 463
- Robinson, James A. 292
- Rockoff, Hugh 143
- Rodriguez-Clare, Andres 283
- Rogers, Will 97, 98
- Rogoff, Kenneth 187, 412, 668
- roi d'Angleterre Édouard III 646
- rôle du système financier 654
- Romer, Christina D. 139, 475, 480, 608, 615
- Romer, David H. 282, 288, 464, 475, 480, 615
- Romer, Paul M. 288, 296
- Roosevelt, Franklin 428
- Rosen, Harvey 636
- Rotemberg, Julio 461, 530
- Roumanie 134

- roupie 434
 - indonésiennes 188
- royalties 293
- Royaume-Uni 86, 158, 186, 218, 226, 227, 267, 294, 295, 428, 614, 616, 625
- Russie 174, 240, 646
- S**
- Sacerdote, Bruce 232
- Sachs, Jeffrey 284, 428
- saisies immobilières 402, 589, 663
- Sala-i-Martin, Xavier 282
- salaire
 - minimum 215, 216, 217, 221, 685
 - nominal 144
 - réel 67, 68, 138, 144, 149
- salaires
 - d'efficacité 214, 219, 221
 - d'équilibre 218
 - nominaux 143, 469, 688
 - réels 75
- Samuelson, Paul A. 17, 582
- Sargent, Thomas J. 147, 148, 476, 477
- Sbordone, Argia 530
- scandales comptables 387, 388
- Schumpeter, Joseph 299
- Schwartz, Anna J. 87, 116, 128, 394, 396
- science politique 610
- Seconde Guerre mondiale 627, 689
- secteur financier 673
- sécurité
 - sociale 35, 43, 80, 564, 603, 689
 - sociale aux États-Unis 43
- Securities and Exchange Commission (SEC) 660
- seigneurage 129, 130, 131, 150, 151, 439, 645, 647
- sélection adverse 220, 658, 659, 677
- sensibilité
 - à l'écart de production 498
 - de la banque centrale à l'inflation 498
 - de la demande à des variations du taux d'intérêt réel 494
 - de la demande de biens et services à des variations du taux d'intérêt réel 503
 - de l'inflation au chômage conjoncturel 470
 - de l'investissement 385
- sentier temporel des variables 502
- Serbie 134
- seuils psychologiques 329
- Shadow Banking 672, 678
- Shapiro, Matthew D. 44, 580, 581, 639
- Shaw, George Bernard 681
- Shiller, Robert J. 139, 586, 648
- Shleifer, Andrei 291, 641
- Shlomo Benartzi 565
- shoeleather cost 140
- simulations 385
- Singapour 128, 130, 186, 291, 310
- Slemrod, Joel 639
- Smith, Adam 283, 284, 291, 535, 659
- Solow, Robert M. 16, 164, 241, 309, 311, 470
- solvabilité 669, 675
- solvabilité des institutions financières 664
- Solyndra 290
- sortie
 - de stock 28
- sorties
 - de capitaux 414, 421
 - nettes de capitaux 162, 165, 168, 178, 191, 412, 450, 451, 452, 453
- Souleles, Nicholas S. 560, 563
- spirale inflationniste 527
- spread 659
- stabilisateurs automatiques 603
- stabilisation
 - automatique du système fiscal et des transferts 643
 - de l'économie 601, 602, 608, 616
 - des changes 425
- stabilité
 - de la production 525
 - de l'inflation 525
 - des prix 343
 - du système financier 671
 - du taux de change 446
 - économique à court terme 654
 - politique 253
 - politique et économique 430
- stagflation 343, 344, 345, 515
- stagnation 343
 - séculaire 539, 540
- Staiger, Douglas 475
- Standard & Poor 628, 629, 669, 675, 690
- start-ups 291
- statistiques économiques 22, 49
- Steinsson, Jon 328
- Stiglitz, J. 463
- stimulation
 - du progrès technologique 292
 - fiscale 302
- stock 25, 587
 - d'actifs 98, 117
 - de capital 60, 64, 78, 91, 149, 172, 244, 246, 250, 251, 255, 256, 259, 263, 302, 575, 579, 682
 - de capital correspondant à la règle d'or 256
 - de capital par travailleur 267
 - de capital stationnaire 246, 248, 252, 258, 536, 633, 658, 689
 - de la dette publique 630
 - de monnaie 98
 - de sécurité 591
 - monétaire 124
- Stock, James H. 475
- stocks 27, 591
- stratégie de diversification 657
- structure des marchés du travail 683
- subprime 400, 401, 589, 662
- subventions 289

Suède 186, 218, 219, 428, 437, 614, 616
 Suisse 128, 130, 134, 186, 218, 228, 616, 625, 626
 Summers, Lawrence H. 221, 286, 312, 480, 582, 615, 616, 641
 Summers, Robert 252, 267
 suppression de l'étalon-or 428
 surtaxe de 1968 559
 Survey of Professional Forecasters 604
 syndicalisation 232
 syndicats 214, 218, 219, 229, 232, 233, 342, 475, 480, 511
 système
 bancaire 98, 105, 108, 115, 116, 117, 402, 403, 435, 660, 665, 676, 677
 bancaire asiatique 435
 bancaire avec réserves fractionnaires 106, 108, 115, 117
 bancaire avec réserves intégrales 105
 bancaire européen 676
 d'assurance-chômage 603
 d'attribution de liquidité par enchères 112
 de garantie des dépôts 117, 672
 de monnaie-marchandise 101
 de Réserve Fédéral 437
 de sécurité sociale 556, 628
 de taux de change 413
 de taux de change fixes 424
 de taxe à la consommation 636
 d'imposition 635
 dit de Bretton Woods 423
 éducatif 74
 Européen de Banques Centrales (S.E.B.C.) 524
 financier 114, 625, 653, 654, 655, 656, 658, 659, 660, 661, 662, 664, 669, 671, 672, 673, 675, 677, 678, 687
 fiscal 636
 fiscal américain 635
 monétaire 97, 98, 102, 105, 428
 monétaire français 339
 monétaire international 419, 423

T

Taïwan 310
 Tambalotti, Andrea 530
 tarif douanier 182, 428
 Tasmanie 270
 taux
 cible des fonds fédéraux 403
 d'acquisition d'emploi 210, 211, 213, 214, 233
 d'activité 46, 50
 d'amortissement 244, 256, 286, 576, 577, 593
 de change 176, 186, 191, 382, 411, 415, 417, 419, 421, 422, 424, 441, 451
 de change d'équilibre 179, 187, 424
 de change effectif 188
 de change fixe 413, 424, 426, 427, 428, 432, 436, 439, 441, 446

 de change flottants 419, 423, 426, 436, 446
 de change nominal 176, 177, 184, 185, 188, 191, 415, 425
 de change réel 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 187, 191, 415, 425, 442
 de change réel d'équilibre 180, 181
 de change réels et nominaux 190
 de chômage 6, 45, 46, 50, 208, 209, 210, 211, 217, 223, 224, 225, 226, 229, 230, 318, 359, 387, 458, 478, 604, 605, 609, 683
 de chômage à long terme 324
 de chômage américain 7, 8
 de chômage de longue durée 228
 de chômage des jeunes 233
 de chômage effectif 604
 de chômage n'accéléralant pas l'inflation 470
 de chômage naturel 208, 209, 211, 213, 221, 224, 233, 470, 475, 479, 613, 683, 685, 687, 688
 de chômage naturel aux États-Unis 208, 475
 de chômage stationnaire 210, 211, 221, 233
 de croissance 75, 250
 de croissance de la masse monétaire 150
 de croissance de la production 296
 de croissance de la production totale 285
 de croissance de la quantité de monnaie 122
 de croissance démographique 265, 266, 267, 271
 de croissance du revenu par habitant 301
 de croissance du revenu par personne correspondant à l'état stationnaire 265
 de croissance monétaire 132, 683
 de croissance moyen 319
 de croissance stationnaire 298, 302
 de l'impôt des sociétés 580
 d'embauche 210, 211, 221
 d'emploi 230
 de naissance 628
 d'épargne 243, 244, 250, 251, 253, 256, 257, 258, 260, 265, 285, 302, 536, 540
 d'épargne à l'état stationnaire 251
 de participation 46, 48
 de participation de la population active 48
 de participation de la population active masculine et féminine aux États-Unis 47
 de perte d'emploi 209, 211, 213, 221, 224, 233
 de perte et d'acquisition d'emplois 683
 de progrès technologique 280, 300, 302
 de progrès technologique exogène 301
 d'escompte 112
 de séparation 209, 224
 des fonds fédéraux 500, 668
 des fonds fédéraux (Federal funds rate) 388
 des obligations d'État 87
 de syndicalisation 219, 221
 d'immigration légale ou illégale 49
 d'imposition 635
 d'imposition des sociétés 592
 d'imposition européens 231
 d'inflation 6, 43, 44, 79, 122, 128, 132, 133, 135, 137, 143, 149, 150, 185, 191, 230, 472, 495, 683

- d'inflation américain 6, 8
- d'inflation anticipé 135
- d'inflation cible 404, 498, 508, 613
- d'inflation courant 470, 495
- d'inflation d'équilibre 508
- d'inflation future 495
- d'inflation future anticipée 495
- d'inflation futurs 477
- d'inflation intérieur 184
- d'inflation réels 404
- d'intérêt 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 112, 115, 118, 131, 191, 362, 364, 369, 373, 378, 380, 381, 384, 387, 388, 400, 403, 405, 416, 421, 422, 435, 537, 602
- d'intérêt à long terme 114
- d'intérêt au Royaume-Uni 87
- d'intérêt cible négatif 668
- d'intérêt de change d'équilibre 438
- d'intérêt de l'emprunt 542
- d'intérêt d'équilibre 83, 84, 86, 88, 90, 190, 367, 369, 380, 389, 420, 499
- d'intérêt interbancaire sur les emprunts à trois mois 665
- d'intérêt intérieur 414, 416, 421
- d'intérêt international 165, 178, 412
- d'intérêt mondial 167, 169, 170, 171, 180, 181, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 421, 422, 430, 446
- d'intérêt mondiaux 440
- d'intérêt national 430
- d'intérêt naturel 495, 498, 499, 500, 503
- d'intérêt nominal 78, 79, 81, 122, 132, 133, 135, 136, 137, 141, 150, 367, 385, 399, 498, 503, 506, 508, 525, 526, 683, 688
- d'intérêt nominal cible 498
- d'intérêt nominal de court terme 519
- d'intérêt nominal et réel 515
- d'intérêt nominaux 133, 134, 368, 369, 397, 399, 404, 434
- d'intérêt nominaux au dix-neuvième siècle 135
- d'intérêt nominaux proche de zéro 688
- d'intérêt réel 78, 79, 81, 82, 91, 132, 137, 149, 167, 367, 399, 493, 494, 495, 499, 500, 503, 505, 508, 526, 547, 572, 577, 591, 593, 683
- d'intérêt réel équilibre 165
- d'intérêt réel ex ante 134, 398, 495, 496
- d'intérêt réel ex post 134, 150, 496
- d'intérêt réel international 167
- d'intérêt spread 325
- d'intérêt sur la dette grecque 675
- d'intérêt sur le marché interbancaire 501
- d'intérêt sur les bons du Trésor 387
- d'intérêt sur les bons du Trésor à trois mois 387
- d'investissement 252, 253
- directeurs des Fed Funds 403
- du marché interbancaire 500
- du marché interbancaire au jour le jour 500
- marginal de substitution TMS 546, 547
- moyen d'inflation 464
- naturel de production 459, 582
- naturel de production de l'économie 392, 684
- naturel (ou potentiel) 460
- nominal 131
- nominal effectif 501
- nominal négatif 403, 501
- sur les Bons émis par le Trésor américain de même maturité (T-bill) 665
- taxe d'inflation 122, 130, 645
- Tax Reform Act 580
- Taylor, John B. 500, 514, 528
- T. Dickens, William 144
- TEA Party 669
- techniques de contrôle des naissances 628
- technologie 275
 - de l'information 295, 387
 - de production 64, 91
- TED spread 665, 666
- Tella, Rafael Di 230
- Temin, Peter 394
- Term Auction Facility (TAF) 112
- termes de l'échange 176
- territoire d'un pays 36
- Thaïlande 29, 434
- Thaler, Richard 565
- théorème d'Euler 69, 91
- théorie
 - classique 122, 150, 151
 - contemporaine des gains de l'échange international 642
 - de la consommation 540, 563
 - de la croissance 237, 276, 280, 301
 - de la croissance endogène 295, 296, 301
 - de la déflation due à l'endettement 398
 - de la demande agrégée 389
 - de la demande agrégée en petite économie ouverte 442
 - de la parité des pouvoirs d'achat 190
 - de la préférence pour la liquidité 364, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 380, 381
 - de Marx 62
 - des anticipations rationnelles 476, 477
 - des avantages comparatifs 642
 - des cycles réels 312
 - des fluctuations de court terme 372, 389, 600
 - des fluctuations économiques 536
 - du comportement du consommateur 540
 - du q de Tobin 582
 - du salaire d'efficiencia 221
 - du taux d'inflation 127
 - économique classique 350
 - générale 350, 352, 364, 405, 536, 608, 617
 - générale de l'emploi 350
 - keynésienne 351, 360, 608
 - macroéconomique 492
 - monétaire 340
 - monétaire classique 138
 - néoclassique de la répartition 62, 70, 75

quantitative de la monnaie 123, 126, 128, 132, 135, 136, 137, 150, 330, 389, 507

théories

- de la croissance endogène 276
- de l'hystérésis 688
- de rigidité des prix 329
- du salaire d'efficience 219, 233
- économiques 87
- macroéconomiques 5, 648, 654

théorie de base de l'offre 458

tigres d'Asie de l'Est 310

titres

- adossés à des hypothèques 401
- adossés à des prêts hypothécaires 114, 671, 674
- adossés à des prêts immobiliers 663, 667
- de Trésor 102
- indexés 647
- publics 114
- publics grecs 675
- publics libellés en termes nominaux 647

titrisation 401

Tobacman, Jeremy 564

Tobin, James 16, 239, 581

Tokyo 158

too big to fail 671

traitement

- des fonctionnaires 29
- fiscal 81

traité sur l'Union européenne 524

trajectoire des taux d'intérêt nominal et réel 513

transactions 123

- aux revenus 124
- de l'économie 332
- économiques 140

transfert

- de richesse des générations futures de contribuables 639

transferts 80

- publics 38
- vers les ménages 35

transparence et la crédibilité de la politique monétaire 614

trappe à liquidité 144, 403, 404, 501, 669

travail 60

- au noir 231

travailleur

- découragé 45, 225, 226
- efficient 278, 279
- peu qualifiés 227
- qualifiés 74, 227
- qualifiés et non qualifiés 46

Trésor américain 647, 665

triangle d'incompatibilité 439, 440

troc 100

Troubled Assets Relief Program (TARP) 671

Turquie 128, 130, 134, 218

twin deficits 172

U

union

- européenne 226, 413, 437
- monétaire 437
- soviétique 647

unité de compte 99, 117

Uruguay 267

U.S. Department of Commerce 73

U.S. Department of Labor 40, 46, 47

utilité 15, 16

V

valeur

- actuelle 544, 548
- actuelle de la consommation 544
- actuelle du revenu 544
- ajoutée 28
- cible du taux d'intérêt nominal 498
- de l'action 584
- du stock de capital de l'économie 581
- fondamentale 584, 662
- imputée 28
- intrinsèque 100, 117, 585, 593
- nominale de la masse monétaire 339
- nominale de la production 127, 330
- présente 544

variabilité de la demande agrégée 464

variable

- aléatoire 494, 497
- prédéterminée 502, 503

variables

- déterminées 80
- endogènes 9, 10, 80, 378, 393, 418, 502, 503
- exogènes 9, 10, 80, 82, 87, 110, 327, 354, 366, 371, 378, 405, 416, 418, 502, 503, 508, 603
- instrumentales 284
- macroéconomiques 460
- nominales 149, 151, 327, 503, 613
- réelles 149, 151, 327, 503, 542, 613, 614

variation

- de l'épargne 85
- des prix des produits pétroliers 468
- du chômage en Europe 228
- du stock de capital 246
- du taux de change réel 184
- du taux de chômage 323
- en pourcentage du niveau des prix 495
- en pourcentage d'un produit 32
- en pourcentage du PIB 323
- en pourcentage du taux de change nominal 185
- en pourcentage du taux de change réel 185

variations

- anticipées des prix 398
- anticipées des taux de change 430
- de la demande agrégée 336
- de la demande de logements 588
- de la demande des biens de consommation 386

- de la demande d'investissement 88
 - de la politique budgétaire et de la politique monétaire 386
 - de la vitesse de circulation de la monnaie 613
 - de l'épargne ou de l'investissement 187
 - de l'inflation anticipée 398
 - de l'inflation dans le court terme 475
 - de l'offre de monnaie 613
 - de l'offre et de la demande 14
 - des taux d'intérêt 388
 - du déficit budgétaire 632
 - du PIB réel 583
 - du revenu 547
 - du taux de change 187
 - du taux d'inflation 471
 - du taux d'intérêt réel 494, 549
 - exogènes de la demande de monnaie 386
 - non anticipées du niveau des prix 464, 469
 - non anticipées du taux d'inflation 469
 - prévisibles de la consommation 562
 - prévisibles du revenu 562
 - Velde, François 339
 - Venezuela 174
 - Venn, Danielle 218
 - Vietnam 240, 284
 - Vishny, Robert 291
 - vision ricardienne de la dette publique 643
 - vitesse
 - de circulation de la monnaie 124, 125, 126, 150, 330, 331, 332, 613
 - volatilité
 - du marché boursier 402
 - du taux de chômage moyen 615
 - du taux de croissance moyen du PIB réel 615
 - Volcker, Paul 368, 472, 478, 528, 622, 644, 674
 - volume
 - de capital dicté par la règle d'or 256
 - de la production 330
 - des échanges 184
- W**
- Wagner, Richard 645
 - Walsh, Kieran 530
 - Warner, Andrew 284
 - Washer, William 216
 - Washington, George 439, 612
 - Watson, Mark W. 475
 - Weil, David N. 269, 282, 288, 296
 - Weinberg, Stephen 564
 - Wicksell, Knut 645
 - Wilcox, David W. 44, 648
 - William Bragg 492
 - Woodford, Michael 463, 530
 - Worldcom 387
- Y**
- Yellen, Janet 220
 - Young, Alwyn 311
 - yuan 441
 - Yunus, Muhammad 660, 661
- Z**
- Zechkauser, Richard J. 286
 - Zimbabwe 122, 148, 267
 - zone
 - euro 438, 625, 676
 - monétaire commune 438

TABLE DES MATIÈRES

L'auteur	V
Sommaire	XI
Avant-propos	XIII

PARTIE 1 INTRODUCTION

CHAPITRE 1.

La science macroéconomique	3
1.1 Ce qu'étudient les macroéconomistes.....	4
1.2 Comment pensent les économistes.....	9
1.2.1 <i>Les modèles économiques</i>	9
1.2.2 <i>La macroéconomie, discipline multiple</i>	14
1.2.3 <i>Les prix : flexibles ou rigides</i>	14
1.2.4 <i>La pensée microéconomique et les modèles macroéconomiques</i>	15
1.3 La démarche de ce livre	17

CHAPITRE 2.

Les données qu'utilise la macroéconomie	21
2.1 La mesure de la valeur de l'activité économique : le produit intérieur brut	22
2.1.1 <i>Le revenu, la dépense et le circuit économique</i>	23
2.1.2 <i>Quelques règles de calcul du PIB</i>	26
2.1.3 <i>Le PIB réel et le PIB nominal</i>	29
2.1.4 <i>Le déflateur du PIB</i>	31
2.1.5 <i>Les nouvelles mesures, à pondération en chaîne, du PIB réel</i>	32

2.1.6	<i>Les composantes de la dépense</i>	33
2.1.7	<i>Les autres mesures du revenu</i>	36
2.1.8	<i>Les ajustements saisonniers</i>	39
2.2	La mesure du coût de la vie : l'indice des prix à la consommation.....	39
2.2.1	<i>Le prix d'un panier de biens et de services</i>	40
2.2.2	<i>Indice des prix à la consommation et déflateur du PIB</i>	40
2.2.3	<i>L'indice des prix à la consommation surestime-t-il l'inflation ?</i>	43
2.3	La mesure du chômage : le taux de chômage.....	45
2.3.1	<i>Les enquêtes auprès des ménages</i>	45
2.3.2	<i>L'enquête auprès des établissements ou « Establishment Survey »</i>	48
2.4	Conclusion : des statistiques économiques aux modèles économiques.....	49

PARTIE 2

LA THÉORIE CLASSIQUE : L'ÉCONOMIE DANS LE LONG TERME

CHAPITRE 3.

Le revenu national : sa production, sa répartition et son affectation	57
3.1 Les déterminants de la production totale de biens et de services.....	60
3.1.1 <i>Les facteurs de production</i>	60
3.1.2 <i>La fonction de production</i>	60
3.1.3 <i>L'offre de biens et services</i>	61
3.2 La répartition du revenu national entre facteurs de production	62
3.2.1 <i>Les prix des facteurs</i>	62
3.2.2 <i>Le problème de l'entreprise en situation de concurrence</i>	63
3.2.3 <i>La demande de facteurs de l'entreprise</i>	65
3.2.4 <i>La répartition du revenu national</i>	68
3.2.5 <i>La fonction de production de Cobb-Douglas</i>	70
3.3 Les déterminants de la demande de biens et services	76
3.3.1 <i>La consommation</i>	76
3.3.2 <i>L'investissement</i>	78
3.3.3 <i>Les dépenses publiques</i>	80

3.4	Les déterminants de l'équilibre entre offre et demande de biens et services.....	81
3.4.1	<i>L'équilibre sur le marché des biens et services : l'offre et la demande de la production de l'économie.....</i>	82
3.4.2	<i>L'équilibre sur les marchés financiers : l'offre et la demande de fonds prêtables.....</i>	83
3.4.3	<i>La variation de l'épargne ou l'impact de la politique budgétaire.....</i>	85
3.4.4	<i>Les variations de la demande d'investissement.....</i>	88
3.5	Conclusion.....	90
CHAPITRE 4.		
	Le système monétaire : définition et fonctionnement.....	97
4.1	Qu'est-ce que la monnaie ?.....	98
4.1.1	<i>Les fonctions de la monnaie.....</i>	99
4.1.2	<i>Les types de monnaie.....</i>	100
4.1.3	<i>L'évolution de la monnaie fiduciaire.....</i>	101
4.1.4	<i>Comment contrôler la quantité de monnaie.....</i>	101
4.1.5	<i>Comment mesurer la quantité de monnaie.....</i>	103
4.2	Le rôle des banques dans le système monétaire.....	105
4.2.1	<i>Le système bancaire avec réserves intégrales.....</i>	105
4.2.2	<i>Le système bancaire avec réserves fractionnaires.....</i>	106
4.2.3	<i>Capitaux propres, effet de levier et fonds propres réglementaires.....</i>	108
4.3	Comment les banques centrales affectent-elles l'offre monétaire ?.....	110
4.3.1	<i>Un modèle de l'offre de monnaie.....</i>	110
4.3.2	<i>Les instruments de la politique monétaire.....</i>	112
4.3.3	<i>Les problèmes de contrôle de l'offre de monnaie.....</i>	113
4.4	Conclusion.....	117
CHAPITRE 5.		
	L'inflation : causes, effets et coûts sociaux.....	121
5.1	La théorie quantitative de la monnaie.....	123
5.1.1	<i>Les transactions et l'équation quantitative.....</i>	123
5.1.2	<i>Des transactions aux revenus.....</i>	124
5.1.3	<i>La fonction de demande de monnaie et l'équation quantitative.....</i>	125
5.1.4	<i>L'hypothèse de vitesse constante.....</i>	126
5.1.5	<i>La monnaie, les prix et l'inflation.....</i>	127

5.2	Le seignuriage, ou le revenu de l'émission de monnaie.....	129
5.3	L'inflation et les taux d'intérêt	131
5.3.1	Deux taux d'intérêt : le taux réel et le taux nominal	131
5.3.2	L'effet Fisher.....	132
5.3.3	Deux taux d'intérêt réels : <i>ex ante</i> et <i>ex post</i>	134
5.4	Le taux d'intérêt nominal et la demande de monnaie	135
5.4.1	Le coût de la détention de monnaie	136
5.4.2	L'offre monétaire future et les prix courants	136
5.5	Les coûts sociaux de l'inflation	138
5.5.1	L'opinion du profane et la réponse classique.....	138
5.5.2	Les coûts de l'inflation anticipée	139
5.5.3	Les coûts de l'inflation non anticipée.....	141
5.5.4	Un impact bénéfique de l'inflation	143
5.6	L'hyperinflation	144
5.6.1	Les coûts de l'hyperinflation	144
5.6.2	Les causes de l'hyperinflation.....	145
5.7	Conclusion : la dichotomie classique	149
	Annexe	154

CHAPITRE 6.

L'économie ouverte	157
6.1 Les flux internationaux de biens et de capitaux.....	159
6.1.1 Le rôle des exportations nettes	159
6.1.2 Les flux internationaux de capitaux et la balance des biens et services	161
6.1.3 Les flux internationaux de marchandises et de capitaux : un exemple.....	163
6.2 L'épargne et l'investissement dans une petite économie ouverte ...	165
6.2.1 La mobilité des capitaux et le taux d'intérêt international	165
6.2.2 Pourquoi l'hypothèse d'une petite économie ouverte	166
6.2.3 Le modèle	167
6.2.4 Comment les politiques influencent-elles la balance commerciale ?	168
6.2.5 L'évaluation des politiques économiques	171
6.3 Les taux de change	176
6.3.1 Le taux de change nominal et le taux de change réel.....	176
6.3.2 Le taux de change réel et les exportations nettes.....	177
6.3.3 Les déterminants du taux de change réel.....	178
6.3.4 L'impact des politiques économiques sur le taux de change réel.....	179

6.3.5	<i>Les impacts des politiques commerciales</i>	182
6.3.6	<i>Les déterminants du taux de change nominal</i>	184
6.3.7	<i>Le cas particulier de la parité de pouvoir d'achat</i>	186
6.4	Conclusion : les États-Unis en tant que grande économie ouverte.....	190
	Annexe	196

CHAPITRE 7.

	Le chômage	207
7.1	Perte d'emploi, acquisition d'emploi et taux de chômage naturel	209
7.2	Recherche d'emploi et chômage frictionnel	211
7.2.1	<i>Les causes du chômage frictionnel</i>	212
7.2.2	<i>Les politiques publiques et le chômage frictionnel</i>	212
7.3	Rigidité du salaire réel et chômage structurel	214
7.3.1	<i>Les législations sur le salaire minimum</i>	215
7.3.2	<i>Syndicats et négociations collectives</i>	218
7.3.3	<i>Les salaires d'efficience</i>	219
7.4	L'expérience du marché du travail : le cas des États-Unis.....	221
7.4.1	<i>La durée du chômage</i>	221
7.4.2	<i>Les taux de chômage et les groupes démographiques</i>	224
7.4.3	<i>Les entrées et sorties de la population active</i>	225
7.5	L'expérience du marché du travail : le cas de l'Europe	226
7.5.1	<i>La hausse du chômage en Europe</i>	226
7.5.2	<i>Variation du chômage en Europe</i>	228
7.5.3	<i>La montée des loisirs en Europe</i>	230
7.6	Conclusion	232

PARTIE 3

LA THÉORIE DE LA CROISSANCE : L'ÉCONOMIE DANS LE TRÈS LONG TERME

CHAPITRE 8.

	La croissance économique (I) : accumulation du capital et croissance démographique	239
8.1	L'accumulation du capital	241
8.1.1	<i>L'offre et la demande de biens et services</i>	241

8.1.2	<i>L'évolution du capital et la croissance équilibrée</i>	244
8.1.3	<i>Vers l'état stationnaire : un exemple chiffré</i>	247
8.1.4	<i>Comment l'épargne affecte-t-elle la croissance</i>	250
8.2	<i>La « règle d'or » du stock de capital</i>	253
8.2.1	<i>La comparaison des états stationnaires</i>	253
8.2.2	<i>À la recherche de l'état stationnaire correspondant à la règle d'or : un exemple numérique</i>	257
8.2.3	<i>La transition vers l'état stationnaire dicté par la règle d'or</i>	259
8.3	<i>La croissance démographique</i>	262
8.3.1	<i>L'état stationnaire lorsque la population croît</i>	263
8.3.2	<i>Les impacts de la croissance démographique</i>	265
8.3.3	<i>Perspectives alternatives sur la croissance démographique</i>	268
8.4	<i>Conclusion</i>	270

CHAPITRE 9.

La croissance économique (II) :

Technologie, Faits Empiriques et Politique Economique

9.1	<i>Le progrès technologique dans le modèle de Solow</i>	277
9.1.1	<i>L'efficacité du travail</i>	277
9.1.2	<i>L'état stationnaire en présence de progrès technologique</i>	278
9.1.3	<i>Les impacts du progrès technologique</i>	279
9.2	<i>De la théorie de la croissance à son étude empirique</i>	280
9.2.1	<i>La croissance équilibrée</i>	281
9.2.2	<i>La convergence</i>	281
9.2.3	<i>L'accumulation des facteurs et l'efficacité de la production</i>	282
9.3	<i>Les politiques de stimulation de la croissance économique</i>	285
9.3.1	<i>L'évaluation du taux d'épargne</i>	285
9.3.2	<i>La modification du taux d'épargne</i>	286
9.3.3	<i>L'affectation de l'investissement de l'économie</i>	287
9.3.4	<i>La mise en place d'institutions adéquates</i>	290
9.3.5	<i>La stimulation du progrès technologique</i>	292
9.4	<i>Au-delà du modèle de Solow : la théorie de la croissance endogène</i>	295
9.4.1	<i>Le modèle de base</i>	296
9.4.2	<i>Un modèle à deux secteurs</i>	297
9.4.3	<i>La microéconomie de la recherche et développement</i>	298

9.4.4 Le processus de destruction créatrice	299
9.5 Conclusion	301
Annexe	306

PARTIE 4

LA THÉORIE DES FLUCTUATIONS ÉCONOMIQUES : L'ÉCONOMIE DANS LE COURT TERME

CHAPITRE 10.

Introduction aux fluctuations économiques	317
10.1 Les faits concernant les cycles conjoncturels	319
10.1.1 Le PIB et ses composantes	319
10.1.2 Le chômage et la loi d'Okun	322
10.1.3 Les principaux indicateurs économiques avancés	324
10.2 Les horizons temporels en macroéconomie	326
10.2.1 Les différences entre court et long termes	326
10.2.2 Le modèle de l'offre et de la demande agrégées	329
10.3 La demande agrégée	330
10.3.1 L'équation quantitative en tant que demande agrégée	330
10.3.2 Pourquoi la courbe de demande agrégée est décroissante	332
10.3.3 Les déplacements de la courbe de demande agrégée	332
10.4 L'offre agrégée	333
10.4.1 Le long terme : la courbe d'offre agrégée verticale	334
10.4.2 Le court terme : la courbe d'offre agrégée horizontale	335
10.4.3 Du court au long terme	337
10.5 Les politiques de stabilisation	340
10.5.1 Les chocs sur la demande agrégée	341
10.5.2 Les chocs sur l'offre agrégée	342
10.6 Conclusion	346

CHAPITRE 11.

La demande agrégée I : la construction du modèle IS-LM	349
11.1 Le marché des biens et la courbe IS	352
11.1.1 L'équilibre keynésien	352
11.1.2 Le taux d'intérêt, l'investissement et la courbe IS	362
11.1.3 Comment la politique budgétaire déplace la courbe IS	364

11.2 Le marché monétaire et la courbe LM	364
11.2.1 La théorie de la préférence pour la liquidité	364
11.2.2 Le revenu, la demande de monnaie et la courbe LM	369
11.2.3 Comment la politique monétaire déplace-t-elle la courbe LM ?	370
11.3 Conclusion : l'équilibre à court terme	371

CHAPITRE 12.

La demande agrégée II : l'application du modèle IS-LM

12.1 L'explication des fluctuations à l'aide du modèle IS-LM	378
12.1.1 Comment la politique budgétaire déplace la courbe IS et modifie l'équilibre de court terme	379
12.1.2 Comment la politique monétaire déplace la courbe LM et modifie l'équilibre de court terme	381
12.1.3 L'interaction entre les politiques monétaire et budgétaire	382
12.1.4 Les chocs dans le modèle IS-LM	386
12.1.5 Quel est l'instrument de la politique de la Fed : l'offre de monnaie ou le taux d'intérêt ?	388
12.2 Le cadre IS-LM en tant que théorie de la demande agrégée	389
12.2.1 Du modèle IS-LM à la courbe de demande agrégée	389
12.2.2 Le modèle IS-LM à court et à long terme	392
12.3 La Grande Dépression	394
12.3.1 L'hypothèse de la dépense : chocs sur la courbe IS	394
12.3.2 L'hypothèse monétaire : chocs sur la courbe LM	396
12.3.3 En prolongeant l'hypothèse monétaire : les impacts de la baisse des prix	397
12.3.4 La Grande Dépression pourrait-elle se reproduire ?	400
12.4 Conclusion	404

CHAPITRE 13.

L'économie ouverte revisitée : le modèle de Mundell-Fleming et les régimes de taux de change

13.1 Le modèle de Mundell-Fleming	414
13.1.1 L'hypothèse centrale : une petite économie ouverte avec parfaite mobilité des capitaux	414
13.1.2 Le marché des biens et services et la courbe IS*	414
13.1.3 Le marché monétaire et la courbe LM*	415
13.1.4 En assemblant les pièces du puzzle	418

13.2 La petite économie ouverte en régime de taux de change flottants.....	419
13.2.1 La politique budgétaire.....	419
13.2.2 La politique monétaire.....	421
13.2.3 La politique commerciale.....	422
13.3 La petite économie ouverte en régime de taux de change fixes.....	423
13.3.1 Le fonctionnement du système des taux de change fixes.....	423
13.3.2 La politique budgétaire.....	426
13.3.3 La politique monétaire.....	426
13.3.4 La politique commerciale.....	428
13.3.5 Les politiques économiques dans le modèle de Mundell-Fleming : une synthèse.....	429
13.4 Les différentiels de taux d'intérêt.....	430
13.4.1 Le risque pays et les anticipations de change.....	430
13.4.2 Les différentiels de taux d'intérêt dans le modèle de Mundell-Fleming.....	431
13.5 Taux de change fixes ou taux de change flottants ?.....	436
13.5.1 Avantages et inconvénients des divers systèmes de taux de change.....	436
13.5.2 Attaques spéculatives, « Currency Boards » et dollarisation.....	438
13.5.3 Le triangle d'incompatibilité (Impossible Trinity).....	439
13.6 Du court terme au long terme : le modèle de Mundell-Fleming avec variation du niveau des prix.....	441
13.7 Pour conclure, un rappel.....	445
Annexe.....	450

CHAPITRE 14.

L'offre agrégée et l'arbitrage

à court terme entre inflation et chômage..... 457

14.1 La théorie de base de l'offre agrégée.....	458
14.1.1 Le modèle avec prix rigides.....	459
14.1.2 Une théorie alternative : le modèle avec information imparfaite.....	462
14.1.3 Synthèse et implications.....	464
14.2 Inflation, chômage et courbe de Phillips.....	467
14.2.1 De la courbe d'offre agrégée à la courbe de Phillips.....	467
14.2.2 Les anticipations adaptatives et l'inertie de l'inflation.....	469
14.2.3 Les deux causes de l'accélération et de la décélération de l'inflation.....	470
14.2.4 L'arbitrage à court terme entre inflation et chômage.....	473

14.2.5 La désinflation et le coefficient de sacrifice.....	473
14.2.6 Les anticipations rationnelles et la désinflation sans douleur.....	476
14.2.7 L'hystérésis et la mise en question de l'hypothèse du taux naturel.....	479
14.3 Conclusion	480
Annexe	485

PARTIE 5

THÈMES CHOISIS DE THÉORIE MACROÉCONOMIQUE

CHAPITRE 15.

Un modèle dynamique de l'offre et de la demande agrégées....	491
15.1 Les éléments du modèle.....	493
15.1.1 La production : la demande de biens et services	493
15.1.2 Le taux d'intérêt réel : l'équation de Fisher	495
15.1.3 L'inflation : la courbe de Phillips.....	496
15.1.4 L'inflation anticipée : l'hypothèse des anticipations adaptatives	497
15.1.5 Le taux d'intérêt nominal : l'instrument de la politique monétaire.....	498
15.2 La résolution du modèle	502
15.2.1 L'équilibre de long terme	502
15.2.2 La courbe d'offre agrégée dynamique.....	504
15.2.3 La courbe de demande agrégée dynamique.....	505
15.2.4 L'équilibre dans le court terme.....	508
15.3 L'utilisation du modèle	509
15.3.1 La croissance économique à long terme	510
15.3.2 Un choc sur l'offre agrégée.....	511
15.3.3 Un choc sur la demande agrégée	515
15.3.4 Un changement de la politique monétaire.....	518
15.4 Deux applications : leçons de politique monétaire.....	521
15.4.1 L'arbitrage entre variabilité de la production et variabilité de l'inflation.....	521
15.4.2 Le principe de Taylor.....	525
15.5 Conclusion : vers les modèles d'équilibre général dynamiques et stochastiques (DSGE).....	529

CHAPITRE 16.

Comprendre le comportement des consommateurs	535
16.1 John Maynard Keynes et la fonction de consommation	536
16.1.1 Les hypothèses de Keynes quant à la fonction de consommation.....	537

16.1.2	<i>Les premiers succès empiriques</i>	538
16.1.3	<i>La stagnation séculaire, Simon Kuznets, et l'énigme de la consommation</i>	539
16.2	<i>Irving Fisher et le choix intertemporel</i>	541
16.2.1	<i>La contrainte budgétaire intertemporelle</i>	541
16.2.2	<i>Les préférences du consommateur</i>	545
16.2.3	<i>L'optimisation</i>	546
16.2.4	<i>L'impact des variations du revenu sur la consommation</i>	547
16.2.5	<i>L'impact des variations du taux d'intérêt réel sur la consommation</i>	549
16.2.6	<i>Les contraintes affectant l'emprunt</i>	550
16.3	<i>Franco Modigliani et l'hypothèse du cycle de vie</i>	552
16.3.1	<i>L'hypothèse du cycle de vie</i>	552
16.3.2	<i>Les implications de l'hypothèse du cycle de vie</i>	553
16.4	<i>Milton Friedman et l'hypothèse du revenu permanent</i>	557
16.4.1	<i>L'hypothèse du revenu permanent</i>	557
16.4.2	<i>Les implications de l'hypothèse du revenu permanent</i>	558
16.5	<i>Robert Hall et l'hypothèse de la marche au hasard</i>	561
16.5.1	<i>L'hypothèse de la marche au hasard</i>	561
16.5.2	<i>Les implications de l'hypothèse de la marche au hasard</i>	561
16.6	<i>David Laibson et la pression de la gratification immédiate</i>	563
16.7	<i>Conclusion</i>	565

CHAPITRE 17.

L'investissement	571
17.1 <i>L'investissement fixe des entreprises</i>	573
17.1.1 <i>Le loyer du capital</i>	574
17.1.2 <i>Le coût du capital</i>	575
17.1.3 <i>Les déterminants de l'investissement</i>	577
17.1.4 <i>Les impôts et l'investissement</i>	579
17.1.5 <i>Le marché boursier et le q de Tobin</i>	581
17.1.6 <i>Opinions alternatives de la Bourse : l'hypothèse des marchés efficients versus le concours de beauté de Keynes</i>	583
17.1.7 <i>Les contraintes de financement</i>	586
17.2 <i>L'investissement résidentiel</i>	587
17.2.1 <i>L'équilibre du stock et l'offre de flux</i>	587
17.2.2 <i>Les variations de la demande de logements</i>	588

17.3 L'investissement en stocks	589
17.3.1 Pourquoi détient-on des stocks ?	591
17.3.2 Investissement en stocks, taux d'intérêt réel et conditions de crédit	591
17.4 Conclusion	592

PARTIE 6

THÈMES CHOISIS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

CHAPITRE 18.

Les politiques de stabilisation

18.1 Les politiques économiques doivent-elles être actives ou passives ?	600
18.1.1 Les retards dans la mise en œuvre et les impacts différés des politiques économiques	601
18.1.2 La difficulté de prévoir l'évolution économique	603
18.1.3 Ignorance, anticipations et critique de Lucas	606
18.1.4 L'enseignement de l'histoire	607
18.2 La politique économique : règles ou discrétion ?	608
18.2.1 La méfiance envers les responsables politiques et le processus politique	609
18.2.2 L'incohérence dans le temps des politiques discrétionnaires	610
18.2.3 Les règles et la politique monétaire	613
18.3 Conclusion : décider dans un univers dominé par l'incertitude	616
Annexe	620

CHAPITRE 19.

Dettes publique et déficit budgétaire

19.1 La taille de la dette publique	625
19.2 Problèmes de mesure	629
19.2.1 Problème de mesure n°1 : l'inflation	629
19.2.2 Problème de mesure n°2 : les actifs immobilisés de l'État	630
19.2.3 Problème de mesure n°3 : les engagements non pris en compte	631
19.2.4 Problème de mesure n°4 : le cycle conjoncturel	632
19.2.5 En synthèse	632
19.3 L'approche traditionnelle de la dette publique	633
19.4 L'approche ricardienne de la dette publique	636
19.4.1 La logique de base de l'équivalence ricardienne	636

19.4.2 Les consommateurs et les impôts futurs	637
19.4.3 Un choix difficile.....	641
19.5 Autres considérations relatives à la dette publique.....	643
19.5.1 Budgets équilibrés et politique budgétaire optimale	643
19.5.2 Les effets sur la politique monétaire.....	644
19.5.3 La dette et les processus politiques	645
19.5.4 La dimension internationale.....	646
19.6 Conclusion	648

CHAPITRE 20.

Le système financier : opportunités et dangers

20.1 Le rôle du système financier.....	654
20.1.1 Financer les investissements	655
20.1.2 Partager les risques.....	656
20.1.3 Gérer l'asymétrie d'information	657
20.1.4 Favoriser la croissance économique.....	659
20.2 Les crises financières.....	661
20.2.1 Anatomie d'une crise	662
20.2.2 Les politiques publiques en cas de crise	668
20.2.3 Les politiques publiques pour éviter les crises	672
20.3 Conclusion	676

ÉPILOGUE

Ce que nous savons, ce que nous ne savons pas encore

1 Les quatre principaux enseignements de la macroéconomie.....	681
1.1 Enseignement n° 1 : à long terme, la capacité d'un pays à produire des biens et des services détermine le niveau de vie de ses citoyens	682
1.2 Enseignement n° 2 : à court terme, la demande agrégée influence la quantité de biens et services que produit un pays.....	682
1.3 Enseignement n° 3 : à long terme, le taux de croissance monétaire détermine le taux d'inflation, mais n'affecte en rien le taux de chômage.....	683
1.4 Enseignement n° 4 : à court terme, les responsables des politiques monétaire et budgétaire sont confrontés à un arbitrage entre inflation et chômage	684
2 Les quatre principales questions non résolues de la macroéconomie.....	684
2.1 Question n° 1 : comment les décideurs publics doivent-ils s'efforcer d'accroître le taux naturel de production de l'économie ?	684

2.2	<i>Question n° 2 : les décideurs publics doivent-ils s'efforcer de stabiliser l'économie ?</i>	686
2.3	<i>Question n° 3 : quels sont les coûts respectifs de l'inflation et de la désinflation ?</i>	687
2.4	<i>Question n° 4 : dans quelle mesure les déficits budgétaires de l'État font-ils problème ?</i>	689
3	Conclusion	690
	Glossaire	691
	Index	715

OUVERTURES ◀▶ ÉCONOMIQUES

- ALLEGRET J.-P., LE MERRER P., *Économie de la mondialisation. Opportunités et fractures*
- AMELON J.-L., CARDEBAT J.-M., *Les nouveaux défis de l'internationalisation. Quel développement international pour les entreprises après la crise ?*
- ANDERSON R. D., SWEENEY J. D., WILLIAMS A. TH., *Statistiques pour l'économie et la gestion*. 3^e édition
Traduction de la 5^e édition américaine par Cl. Borsenberger
- BÉNASSY-QUÉRÉ A., CŒURÉ B., JACQUET P., PISANI-FERRY J., *Politique économique*. 3^e édition
- BEREND IVAN T., *Histoire économique de l'Europe du XX^e siècle*
traduction de la 1^{re} édition anglaise par Amandine Nguyen
- BERGSTROM T., VARIAN H., *Exercices de microéconomie - 1. Premier cycle. Notions fondamentales*. 3^e édition
traduction de la 5^e édition américaine par A. Marciano
- BERGSTROM T., VARIAN H., *Exercices de microéconomie - 2. Premier cycle et spécialisation*. 2^e édition française
traduction de la 5^e édition américaine par J.-M. Baland, S. Labenne et Ph. Van Kerm
avec la collaboration scientifique d'A. Marciano.
- BESANKO, DRANOVE, SHANLEY, SCHAEFER, *Principes économiques de stratégie*
- BILEK A., HENRIOT A., *Analyse conjoncturelle pour l'entreprise. Observer, comprendre, prévoir*
- BISMANS F., *Mathématiques pour l'économie - Volume 1. Fonctions d'une variable réelle*
- BOUTILLIER S., PEAUCELLE I., UZUNIDIS D., *L'économie russe depuis 1990*
- BURDA M., WYPLOSZ C., *Macroéconomie. À l'échelle européenne*. 5^e édition
traduction de la 5^e édition anglaise par Stanislas Standaert
- BRIEC W., PEYPOCH N., *Microéconomie de la production. La mesure de l'efficacité et de la productivité*
- CADORET I., BENJAMIN C., MARTIN F., HERRARD N., TANGUY S., *Économétrie appliquée*. 2^e édition
Méthodes, Applications, Corrigés
- CAHUC P., ZYLBERBERG A., *Le marché du travail*
- CAHUC P., ZYLBERBERG A., *Économie du travail. La formation des salaires et les déterminants du chômage*
- CARLTON D. W., PERLOFF J. M., *Économie industrielle*, traduction de la 2^e édition américaine par F. Mazerolle.
2^e édition
- CARTELIER J., *L'économie de Keynes*
- CAVES R.E., FRANKEL J. A., JONES R. W., *Commerce international et paiements*,
traduction de la 9^e édition américaine par M. Chiroleu-Assouline
- CAYATTE J.-L., *Introduction à l'économie de l'incertitude*
- COLLECTIF, *Économie sociale. Enjeux conceptuels, insertion par le travail et services de proximité*
- COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN, *L'intégration régionale.*
Une nouvelle voie pour l'organisation de l'économie mondiale ?
- CORNET B. et TULKENS H. (Éds), *Modélisation et décisions économiques*
- CORNUEL D., *Économie immobilière et des politiques du logement*
- CÔTÉ D., *Les holdings coopératifs. Évolution ou transformation définitive ?*
- CRÉPON B., JACQUEMET N., *Économétrie : méthode et applications*
- CUTHBERTSON K., *Économie financière quantitative. Actions, obligations et taux de change*,
traduction de la 1^{re} édition anglaise par C. Puibasset
- DARREAU Ph., *Croissance et politique économique*
- DE CROMBRUGGHE A., *Choix et décisions économiques. Introduction aux principes de l'économie*
- DEFFAINS B., LANGLAIS É., *Analyse économique du droit. Principes, méthodes, résultats*
- DEFOURNY J., *Démocratie coopérative et efficacité économique. La performance comparée des SCOP françaises*

- DEFOURNY J., DEVELTERE P., FONTENEAU B. (Éds), *L'économie sociale au Nord et au Sud*
- DEFOURNY J., MONZON CAMPOS J.L. (Éds), *Économie sociale/The Third Sector. Entre économie capitaliste et économie publique/Cooperative Mutual and Non-profit Organizations*
- DE GRAUWE P., *Économie de l'intégration monétaire*, traduction de la 3^e édition anglaise par M. Donnay
- DE GRAUWE P., *La monnaie internationale. Théories et perspectives*, traduction de la 2^e édition anglaise par M.-A. Sénégas
- DEISS J., GUGLER PH., *Politique économique et sociale*
- DE KERCHOVE A.-M., GEELS TH., VAN STEENBERGHE V., *Questions à choix multiple d'économie politique*. 3^e édition
- DE MELO J., GRETHER J.-M., *Commerce international. Théories et applications*
- DEVELTERE P., *Économie sociale et développement. Les coopératives, mutuelles et associations dans les pays en voie de développement*
- DRÈZE J., *Pour l'emploi, la croissance et l'Europe*
- DRUMETZ F. • PFISTER C., *Politique monétaire*
- DUPRIEZ P., OST C., HAMAIDE C., VAN DROOGENBROECK N., *L'économie en mouvement. Outils d'analyse de la conjoncture*. 2^e édition
- ESCH L., *Mathématique pour économistes et gestionnaires*. 4^e édition
- ESSAMA-NSSAH B., *Inégalité, pauvreté et bien-être social. Fondements analytiques et normatifs*
- GAZON J., *Politique industrielle et industrie*
Volume 1. Controverses théoriques. Aspects légaux et méthodologie
- GILLIS M. et al., *Économie du développement*, traduction de la 4^e édition américaine par B. Baron-Renault
- GOMEZ P.-Y., KORINE HARRY, *L'entreprise dans la démocratie, Une théorie politique du gouvernement des entreprises*
- GUJARATI D. N., *Économétrie*, traduction de la 4^e édition américaine par B. Bernier
- HANSEN J.-P. - PERCEBOIS J., *Énergie. Économie et politiques*
- HARRISON A., DALKIRAN E., ELSEY E., *Business international et mondialisation. Vers une nouvelle Europe*
- HEERTJE A., PIERETTI P., BARTHÉLEMY PH., *Principes Analyse conjoncturelle pour l'entreprise. Observer, comprendre, prévoir d'économie politique*. 4^e édition
- HINDRIKS J., *Gestion publique. Théorie et pratique*
- HIRSHLEIFER J., GLAZER A., HIRSHLEIFER D., *Microéconomie : théories et applications. Décision, marché, formation des prix et répartition des revenus*
- JACQUEMIN A., TULKENS H., MERCIER P., *Fondements d'économie politique*. 3^e édition
- JACQUEMIN A., PENCH L. R. (Éds), *Pour une compétitivité européenne. Rapports du Groupe Consultatif sur la Compétitivité*
- JALLADEAU J., *Introduction à la macroéconomie. Modélisations de base et redéploiements théoriques contemporains*. 2^e édition
- JALLADEAU J., DORBAIRE P., *Initiation pratique à la macroéconomie. Études de cas, exercices et QCM*. 2^e édition
- JASKOLD GABSZEWICZ J., *Théorie microéconomique*. 2^e édition
- JAUMOTTE Ch., *Les mécanismes de l'économie*
- JONES Ch. I., *Théorie de la croissance endogène*, traduction de la 1^{re} édition américaine par F. Mazerolle
- JURION B., *Économie politique*. 4^e édition
- JURION B., LECLERCQ A., *Exercices d'économie politique*
- KOHLI U., *Analyse macroéconomique*
- KRUGMAN P. R. et OBSTFELD M., *Économie internationale*. 4^e édition
traduction de la 6^e édition américaine par A. Hannequart et F. Leloup

KRUGMAN P., *L'économie auto-organisatrice*, traduction de la 1^{re} édition américaine par F. Leloup. 2^e édition

KRUGMAN P., WELLS R., *Macroéconomie*, traduction de la 2^e édition américaine par L. Baechler

KRUGMAN P., WELLS R., *Microéconomie*, traduction de la 2^e édition américaine par L. Baechler

LANDAIS B., *Leçons de politique budgétaire*

LANDAIS B., *Leçons de politique monétaire*

LECAILLON J.-D., LE PAGE J.-M., OTTAVI CHR., *Économie contemporaine. Analyses et diagnostics*. 2^e édition

LEHMANN P.-J., *Économie des marchés financiers*

LEMOINE M., MADIÈS P., MADIÈS T., *Les grandes questions d'économie et finance internationales. Décoder l'actualité*. 2^e édition

LEROUX A., MARCIANO A., *Traité de philosophie économique*

LESUEUR J.-Y., SABATIER M., *Microéconomie de l'emploi. Théories et applications*

LÖWENTHAL P., *Une économie politique*

MANKIW G. N., *Macroéconomie*, traduction de la 8^e édition américaine par Jihad C. El Naboulsi. 6^e édition

MANKIW G. N., TAYLOR M. P., *Principes de l'économie*, traduction d'Élise Tosi. 3^e édition

MANSFIELD E., *Économie managériale. Théorie et applications*,
traduction et adaptation de la 4^e édition américaine par B. Jérôme

MASSÉ G., THIBAUT FR., *Intelligence économique. Un guide pour une économie de l'intelligence*

MARCIANO A., *Éthiques de l'économie. Introduction à l'étude des idées économiques*

MILGROM P., ROBERTS J., *Économie, organisation et management*

MONNIER L., THIRY B. (Éds), *Mutations structurelles et intérêt général. Vers quels nouveaux paradigmes pour l'économie publique, sociale et coopérative ?*

MUELLER C. D., FACCHINI F., FOUCAULT M., FRANÇOIS A., MAGNI-BERTON R., MELKI M., *Choix publics. Analyse économique des décisions publiques*

NORRO M., *Économies africaines. Analyse économique de l'Afrique subsaharienne*. 2^e édition

PERKINS D. H., RADELET S., LINDAUER D. L., *Économie du développement*. 3^e édition

PROMEURO, *L'Euro pour l'Europe. Des monnaies nationales à la monnaie européenne*. 2^e édition

RASMUSEN E., *Jeux et information. Introduction à la théorie des jeux*,
traduction de la 3^e édition anglaise par F. Bismans

SALVATORE D. C., *Économie internationale*,
traduction de la 9^e édition américaine par Fabienne Leloup et Achille Hannequart

SHAPIRO C., VARIAN H. R., *Économie de l'information. Guide stratégique de l'économie des réseaux*,
traduction de la 1^{re} édition américaine par F. Mazerolle

SIMON C. P., BLUME L., *Mathématiques pour économistes*, traduction de la 1^{re} édition américaine par
G. Dufrenot, O. Ferrier, M. Paul, A. Pirotte, B. Planes et M. Seris

SINN G., SINN H. W., *Démarrage à froid. Une analyse des aspects économiques de l'unification allemande*,
traduction de la 3^e édition allemande par C. Laurent

STIGLITZ J. E., WALSH C. E., LAFAY J.-D., *Principes d'économie moderne*. 3^e édition,
traduction de la 3^e édition américaine par F. Mayer

SZPIRO D., *Économie monétaire et financière*.

VARIAN H., *Introduction à la microéconomie*. 6^e édition, traduction de la 7^e édition américaine par B. Thiry

VARIAN H., *Analyse microéconomique*, traduction de la 3^e édition américaine par J.-M. Hommet. 2^e édition

VAN DER LINDEN B. (Éd.), *Chômage. Réduire la fracture*

WICKENS M., *Analyse macroéconomique approfondie. Une approche par l'équilibre général dynamique*

ZÉVI A., MONZÓN CAMPOS J.-L., *Coopératives, marchés, principes coopératifs*

Le cours de macroéconomie le plus connu,
tant par sa richesse que par ses aspects pédagogiques

Macroéconomie

Économiste de renommée mondiale, Gregory N. Mankiw a révolutionné l'économie moderne. Il est l'un des représentants de la nouvelle économie keynésienne. Ses recherches sont extrêmement variées, aussi importantes pour la théorie que dans leurs applications.

Ce manuel de macroéconomie est **LE cours le plus connu**, tant par sa **richesse** que par ses **aspects pédagogiques**. Il est également **le plus utilisé dans le monde**.

Cette 6^e édition expose de façon **simple, progressive et rigoureuse les principes fondamentaux de la macroéconomie moderne** avec le souci constant **d'associer l'analyse théorique rigoureuse et le monde réel, à l'aide de plus de 70 études de cas** puisées dans l'histoire économique. Elle a été **actualisée et enrichie de nouvelles études de cas portant sur la récession de 2008-2009, les plans de relance et la crise de la dette publique**. Ces études de cas nous montrent comment on est passé d'un problème de marché lié aux *subprimes* à une crise bancaire, puis à une crise financière, laquelle a eu à son tour des répercussions macroéconomiques graves.

Les différentes parties de l'ouvrage ont été réorganisées. Face à la gravité de la crise économique de ces dernières années, **les autorités monétaires ont adopté une série de mesures non conventionnelles afin de soutenir un système bancaire fragile et relancer l'économie**. En conséquence, cette nouvelle édition présente une **analyse complète des instruments et des procédures de politique monétaire** plus tôt que dans les versions précédentes du livre. En outre, cette nouvelle version consacre un **nouveau chapitre au système financier** pour analyser les liens entre ce système et l'économie en général. Il revient longuement sur les **causes et effets des crises financières et présente les politiques publiques** qui visent à y faire face et à en éviter d'autres à l'avenir. Il analyse également **la crise de la dette souveraine** dans certains pays. En outre, il mobilise **les avancées les plus récentes de la théorie macroéconomique** et comporte de **nouvelles données et analyses** sur les grands débats de politique économique.

Très complet, ce manuel est le support essentiel pour l'enseignant et le manuel de référence pour les étudiants de niveau licence et master. Il insiste sur l'importance de l'analyse aussi bien du court terme, tels que le cycle conjoncturel ou la politique de stabilisation, que du long terme, notamment la croissance, le chômage, l'inflation, ou encore la dette publique. Il intègre les lignes directrices de la pensée

économique tant keynésienne que (néo-)classique grâce à la place réservée aux théories modernes des prix et des salaires. Il multiplie les modèles simples plutôt qu'un modèle complexe à vocation universelle, exposant d'emblée les étudiants à des approches diversifiées des phénomènes économiques. **Chaque chapitre se termine par des synthèses et de nombreux exercices d'application.**

Gregory N. Mankiw

est professeur d'économie à l'Université d'Harvard. Il y enseigne la macroéconomie tant au premier qu'au deuxième cycle. Il participe activement à la vie académique et aux débats politiques. Ses travaux de recherche couvrent un large champ de la macroéconomie et vont de l'ajustement des prix à la croissance économique en passant par le comportement du consommateur, les marchés financiers, ou encore les politiques monétaire et budgétaire. Outre sa charge d'enseignement à l'Université d'Harvard, il est chercheur associé au National Bureau of Economic Activity, et conseiller de la Federal Reserve Bank de Boston et du Bureau du Budget du Congrès américain. Entre 2003 et 2005, il dirigeait le Council of Economic Advisors (CEA) auprès du Président des États-Unis.

J. C. El Naboulsi

est enseignant-chercheur à l'Université de Franche-Comté, Besançon. Il est membre du Centre de Recherche sur les Stratégies Économiques, CRESE. Il a mené une partie de ses recherches à l'institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (irstea). Ses travaux de recherche portent sur des problématiques liées à l'économie publique, sur les questions environnementales et sur l'économie industrielle.

Compléments pédagogiques :

- Synthèse en fin de chapitre
- Concepts de base
- Évaluation des connaissances
- Problèmes et applications
- Nombreuses études de cas
- Encadrés d'informations
- Annexes
- Glossaire
- Index

MANKIW

ISBN 978-2-8041-8149-9

ISSN

2030-501X

www.deboeck.com

